

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 FÉVRIER 1928.

Budget DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE POUR L'EXERCICE 1928 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. de BURLET

MESSIEURS,

Contrairement à sa façon de procéder au cours des années précédentes, la Commission Spéciale chargée d'examiner le Budget du Ministère de la Défense Nationale pour l'exercice 1928, a semblé, ne pas désirer s'appesantir sur l'étude détaillée des divers chapitres qui, au surplus, avaient été passés au crible l'an dernier et qui offrent peu d'écart avec ceux de 1927.

Le Budget de 1928 est en augmentation de 46,755,317 francs provenant surtout :

Du bissextile de l'année 1928;

De la hausse générale des matières premières, de l'augmentation constante du prix des rechanges nécessaires à l'entretien du matériel aéronautique en service et du coût des approvisionnements en général;

Du relèvement des prix des denrées de consommation, des huiles et des essences;

Du renchérissement du prix des draps, cuirs, etc.;

Du relèvement des salaires, traitements et indemnités professionnelles des spécialistes;

Et, enfin, de l'extension donnée aux études et aux essais du service de protection contre les gaz.

(1) Budget, n° 4^{XIII}.

(2) La Commission, présidée par M. Pirmez, était composée :

1° des membres de la Commission de la Défense Nationale : MM. Pirmez, président; Berloz, Marck, vice-présidents; Ernest, Pierco et Van Hoeck, secrétaires; Buyt, de Burlet, de Gérardon, Delacoelette, Devèze, Fieullien, Goffaux, Hoen, Mansart, Marck, Mathieu, Missiaen, Pierco, Poulet, Samyn, Theelen, Vandemulenbronne, Vanden Corput.

2° de six membres nommés par les sections : MM. Verachtert, Housiaux, Mernier, Schaetzen, Herbert, Smerhausen.

Il y a, semble-t-il, un fait important qui explique pourquoi la Commission Spéciale a fait un examen plus rapide du Budget de 1928.

En effet, la réorganisation de l'armée, l'état actuel de l'armement, du charroi et des munitions, la fortification de nos frontières, la diminution du temps de service, la question du recrutement régional et de l'emploi des langues, la modernisation des méthodes avec tout ce qu'elle comporte d'améliorations — et aussi de dépenses — font en ce moment l'objet d'études approfondies de la Commission Militaire Mixte.

Celle-ci répondant au vœu de la Nation tout entière, et plus spécialement de nos collègues du Sénat et de la Chambre des Représentants, a décidé de donner à ses travaux la publicité la plus large.

Dès lors, étant tenus au courant des moindres détails des études en cours, nous aurons bientôt l'occasion, au Parlement, de discuter les projets de réorganisation militaire qui nous seront soumis par le Gouvernement.

Au surplus, vous avez déjà eu, Messieurs, en prenant connaissance des exposés si catégoriques et si précis du Général Galet, chef d'Etat-Major Général, les réponses à beaucoup de questions que vous aviez posées lors de l'examen du Budget de 1928 : parmi celles-ci je note en passant :

L'état réel de la Défense Nationale, de l'armement, du charroi, des munitions, des fortifications, de l'aviation et des chars d'assaut ainsi que tout ce qui se rapporte à la mobilisation, à l'habillement prévu et aux réserves de toute nature.

Votre Rapporteur croit donc qu'il y a lieu cette année d'écourter le rapport sur le Budget de 1928 et de traiter sommairement un ou deux points spéciaux qui ont attiré plus particulièrement votre attention et qui ne feront probablement pas l'objet d'échanges de vues à la Commission Militaire Mixte.

J'ajoute aussi que les membres de la Commission Spéciale ont largement allégé le travail de votre rapporteur puisque fort peu de questions lui sont parvenues en dépit de la résolution qui avait été prise lors de l'examen du Budget.

Un point cependant a semblé intéresser tous les membres de la Commission Spéciale comme il intéresse, sans doute, tous les membres du Parlement.

C'est celui qui a trait aux Commissions Provinciales d'invalidité et à la Commission Supérieure d'Appel.

La Commission Spéciale a demandé des détails sur leur fonctionnement, sur les difficultés qu'elles rencontraient et qui retardent parfois l'accomplissement de leur tâche, et sur les résultats auxquelles elles étaient arrivées depuis la date de leur entrée en fonction jusqu'à ce jour.

Votre Rapporteur croit ne pouvoir mieux faire que de mettre sous vos yeux la lettre de M. le Ministre de la Défense Nationale à M. Pirmez, Président de la Commission de l'Armée — et la note détaillée y jointe.

Bruxelles, 18 janvier 1928.

MON CHER PRÉSIDENT,

» J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une note répondant aux remarques relatives au fonctionnement des commissions de pension, qui figurent dans le rapport établi par M. de Burlet, après la visite faite à l'hôpital militaire d'Anvers, par la Commission de la Défense Nationale.

» Vous pouvez vous rendre compte que les divers points signalés ne m'avaient

pas échappé et que des mesures venaient d'être prises ou étaient à l'étude au moment de cette visite. J'estime en conséquence qu'avant de reprendre l'examen du fonctionnement des commissions de pension il y a lieu d'attendre que nous connaissions les résultats de la nouvelle organisation de ces services.

» Veuillez agréer, Mon Cher Président, l'expression de mes sentiments dévoués.

(S.) BROQUEVILLE. »

I. — Le rapport constate que les dossiers transmis par le Département aux C. P. P. M. I. sont trop souvent insuffisants, que s'ils étaient mieux présentés à la Commission provinciale, il y aurait accélération du travail et il conclut :

Il est démontré aujourd'hui que si les dossiers parvenaient du Ministère de la Défense Nationale, aux Commissions provinciales, plus précis et plus complets, le travail avancerait avec infiniment plus de rapidité.

RÉPONSE. — Il convient d'observer, tout d'abord, qu'aux termes des arrêtés royaux réglant, en exécution des lois coordonnées sur les pensions militaires, la procédure à suivre pour l'instruction des demandes de pensions d'invalidité, il a toujours appartenu aux commissions provinciales de constituer les dossiers complets des requérants, après que le Département leur eût transmis la demande de ces dossiers. Cependant, aussi longtemps que les circonstances le lui ont permis, le Service des Pensions s'est efforcé de réunir lui-même les éléments principaux du dossier, avant d'en saisir les Commissions.

Mais, depuis le début de 1927, il a dû s'en tenir à la procédure régulière pour les raisons essentielles ci-après :

1° Par décision du Gouvernement, tous les agents temporaires ont été licenciés au cours du deuxième semestre 1926.

Le Service des Pensions a dû réduire, conséquence, son personnel et l'effectif dont il dispose suffit à peine pour qu'il puisse, par un effort soutenu, faire face aux seules tâches qui doivent normalement et régulièrement lui incomber ;

2° Les délais pour l'introduction des demandes de pension d'invalidité ont été prolongés, sous certaines conditions ;

a) Du 24 mai 1925 au 23 mai 1927 par l'Arrêté Royal du 13 mai 1925.

b) Jusqu'au 31 décembre 1928, par la loi du 25 juillet 1927.

Ces prolongations de délai ont provoqué un afflux de demandes nouvelles, qui a dépassé toutes les prévisions, ainsi qu'en témoignent les chiffres ci-après :

Nombre de demandes reçues par application de l'Arrêté Royal du 13 mai 1925 : 27,737.

Nombre de demandes reçues au 31 décembre 1927 par application de la loi du 25 juillet 1927, y compris celles parvenues entre le 24 mai 1927 et la mise en vigueur de la loi susdite et qui ont dû être renvoyées aux requérants pour qu'ils se conforment aux nouvelles dispositions légales prévues : 7, 698.

27,737

7,698

Total. . . 35,435

De plus, c'est précisément dans les derniers mois du délai accordé par l'A. R. du 13 mai 1925, que la plus grande partie des 27,737 demandes citées plus haut sont parvenues, à raison de plusieurs milliers par mois, au Service des Pensions.

En présence de cette avalanche de requêtes, ce service ne pouvait, de toute

évidence, se charger de constituer lui-même, de façon complète, les dossiers avant de les transmettre aux commissions. Il lui eût fallu, si pareil travail avait été centralisé au Département, disposer d'un personnel supplémentaire nombreux et, malgré tout, d'un temps considérable pour constituer par ses propres moyens, quelque 25,000 à 30,000 dossiers.

La division et la décentralisation du travail s'imposaient nécessairement, comme aussi l'obligation d'accroître le nombre des commissions provinciales. Le Département ne devait et ne pouvait que se charger de la réception des demandes, s'assurer qu'elles remplissaient les conditions requises pour être *recevables*; inviter à cette fin les intéressés à produire les documents justificatifs à annexer à leur requête; transmettre ensuite celle-ci aux C. P. P. M. I. compétentes.

C'est à ces dernières qu'il devait incomber alors, chacune pour ce qui la concerne, de compléter et constituer les dossiers, afin de pouvoir statuer conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables.

Un arrêté royal du 18 août 1927 a créé deux nouvelles C. P. P. M. I. respectivement à Anvers et à Namur, elles ont commencé de fonctionner le 1^{er} octobre 1927.

Un arrêté royal du 12 décembre 1927 a constitué une seconde C. P. P. M. I. à Liège; elle fonctionnera à partir du 1^{er} février 1928.

Sept commissions provinciales, établies dans les seuls hôpitaux militaires complètement outillées pour procéder aux expertises médicales complètes (Bruxelles, Anvers, Liège, Gand et Namur) seront donc en fonction.

Afin qu'elles soient en mesure de se consacrer uniquement et très activement à leur importante et lourde tâche, un arrêté royal du 21 décembre 1927, a attaché à ces commissions, dont la mission est double:

a) *juridique*: statuer sur les droits à pension;

b) *administrative*: constituer les dossiers complets;

1^o des officiers et médecins militaires exerçant d'une façon *permanente* la fonction *exclusive* de président ou de membre;

2^o un secrétariat permanent disposant du personnel (officiers et sous-officiers) nécessaire.

Grâce à ces mesures, qui sont en voie de réalisation, le rendement utile des commissions provinciales s'améliorera rapidement, chacune d'elles pourra traiter en moyenne 350 à 400 dossiers par mois, soit de façon générale 30,000 par an pour l'ensemble d'entre elles.

Enfin pour faciliter l'examen des dossiers, tout en assurant l'application uniforme et régulière des dispositions légales, les commissions ont été mises en possession de la *notice*, et des modèles de *rapports spéciaux* se rapportant l'un à l'arrêté royal du 13 mai 1925, l'autre à la loi du 25 juillet 1927.

II. Après avoir noté que les opérations des C. P. P. M. I. sont longues et difficiles, le rapport signale particulièrement la difficulté de se procurer en Allemagne les extraits étiologiques ou certificats médicaux pour les ex-prisonniers de guerre.

Réponse. — A mesure qu'on s'éloigne de la période des hostilités, au cours de laquelle l'affection invoquée doit placer son origine pour qu'il puisse y avoir droit à pension, les commissions doivent nécessairement se montrer plus circonspectes dans l'appréciation des certificats ou attestations que les requérants produisent à l'appui de leur demande. C'est, d'ailleurs, ce que le rapport de M. de Burlet reconnaît implicitement. Or, malgré les recommandations qui leur sont

faites, les indications explicites contenues dans les imprimés qui leur sont transmis, soit par le Département, soit par la Commission, les postulants ne fournissent, dans de nombreux cas, que documents insuffisants; ils tardent, en outre, à produire les attestations ou renseignements complémentaires qui leur sont réclamés et sans lesquels les garanties requises font défaut pour que la pension puisse être accordée à bon escient.

Pour ce qui est des ex-prisonniers de guerre, il suffit qu'ils mentionnent les hôpitaux, infirmeries ou lazarets où ils ont été en traitement et l'époque de cette hospitalisation ou des soins reçus en Allemagne. Des recherches sont alors faites pour vérifier l'exactitude de leurs dires. Elles exigent souvent beaucoup de temps. Mais, tout récemment, les archives de l'ancien Office central belge des prisonniers de guerre, ont été réunies dans un service du Département des Finances (Office des prisonniers de guerre, — Bureau officiel d'information et d'assistance, 27, rue des Ursulines), auquel les Commissions s'adresseront directement et qui les renseignera le plus rapidement possible.

D'autre part, les anciens prisonniers de guerre peuvent, à défaut d'autres éléments, fournir des attestations de témoins dignes de foi.

III. — L'homme qui accepte la décision de la Commission provinciale, doit lui-même attendre six, sept et même dix mois, la signification définitive de la décision prise par le département de la Défense Nationale.

Réponse. — Il convient d'observer, d'abord, que les dossiers ne parviennent, au Département, que deux ou trois semaines en moyenne, après la séance au cours de laquelle la Commission a statué. La Direction des Pensions doit procéder à la vérification du dossier, afin de s'assurer que la décision est prise dans les formes légales et réglementaires, et que la pension concédée pourra être homologuée par la Cour des Comptes. C'est seulement, après cette vérification, qu'on peut établir l'arrêté royal de concession et charger la Caisse Nationale des Pensions de la Guerre de procéder au paiement. Quand la Commission provinciale a statué régulièrement, ce paiement a généralement lieu dans les trois mois.

Mais, fréquemment, le dossier doit être renvoyé à la Commission pour mise au point; d'autre part, le Service des Pensions, doit trop souvent aussi réclamer à l'intéressé (parce que ces pièces manquent au dossier) des documents indispensables pour fixer le taux de la pension et le montant des arriérés, tels que : extraits d'acte de naissance et certificats de vie des enfants âgés de moins de 18 ans. Il est fatal, qu'un temps plus ou moins long s'écoule alors, avant que la pension puisse être définitivement concédée et payée.

Les mesures actuellement prises et citées plus haut, pour affecter un personnel permanent aux Commissions provinciales, permettent d'espérer une amélioration sensible dans la *qualité* du travail qu'elles fournissent. Ainsi disparaîtra une des causes essentielles du retard mis, dans certains cas, à exécuter les décisions intervenues.

IV. — La Commission de la Défense Nationale émet l'avis que la Commission supérieure d'appel devrait activer ses travaux et faire un effort nouveau pour hâter les solutions attendues. Il y aurait peut-être lieu de doubler ou de tripler la Chambre d'appel. La question est à examiner d'urgence.

Réponse. — La Commission supérieure d'appel tient actuellement dix séances de trois heures chacune, par semaine, c'est-à-dire qu'elle siège tous les jours le matin et l'après-midi, sauf le samedi.

Pour atteindre ce résultat, il a fallu adjoindre au magistrat, président effectif, quatre magistrats vice-présidents, et à chacun des membres effectifs, des membres suppléants en nombre voulu pour que, par un roulement établi entre eux, cette haute juridiction puisse siéger de façon continue.

En effet, elle fournit seule, dans ces conditions, un rendement supérieur à celui que fournissaient ensemble les deux Chambres qui ont fonctionné séparément pendant un certain temps. Pratiquement, elle est donc *dédoublée*, sans, toutefois, que se présentent les sérieux inconvénients constatés lorsque fonctionnaient deux Chambres distinctes, pour une juridiction à laquelle le législateur a confié la charge en *dernier ressort*.

Du reste, si même ces inconvénients n'existaient pas, on ne pourrait doubler la Commission d'appel actuelle, qu'à condition de pouvoir disposer de magistrats supplémentaires, pour exercer les fonctions de président ou vice-présidents, or, ces magistrats font défaut.

Le Département s'occupe, toutefois, d'installer la C. S. A. dans des locaux plus spacieux, car elle est présentement fort à l'étroit. Elle pourra alors, tenir deux ou trois fois par semaine, deux séances simultanément, soit le matin, soit l'après-midi; au lieu de dix séances de trois heures, elle en tiendrait ainsi douze ou treize. On ne peut faire davantage.

Il importe au surplus d'observer, comme le rapport le constate, du reste, que les Commissions provinciales s'acquittent consciencieusement de leur mission.

Cependant, quand elles rejettent une demande, le requérant, qui n'a aucun risque à courir, se pourvoit généralement en appel, usant du droit que la loi lui confère sans restriction. La majeure partie de ces pourvois ne sont pas fondés et il n'y a donc pas d'urgence à ce qu'il soit statué à leur égard. La Commission d'appel accorde, en revanche, un tour de faveur, aux cas spéciaux qui justifient un examen définitif aussi prompt que possible.

Si elle est encombrée, il faut en chercher la cause dans le nombre même des demandes introduites par d'anciens combattants et dans celui des pourvois formulés par ceux d'entre eux qui ont été déboutés en première instance, après une instruction minutieuse.

*
**

Permettez à votre rapporteur de compléter ces renseignements par les détails ci-après.

Des membres ont désiré savoir combien il y avait de Commissions Provinciales.

Un arrêté Royal du 26 décembre 1919, N° 6463, avait institué au chef-lieu de chaque province, une « Commission Provinciale des Pensions Militaires d'Invalidité. »

Cependant, en vertu d'un Arrêté Royal du 27 avril 1920, N° 17210, la commission qui devait avoir son siège à Arlon ne fut pas créée, tandis qu'une seconde commission fut instituée à Bruxelles.

Il y eut donc, à l'origine :

1	Commission Provinciale des Pensions Militaires d'Invalidité à Anvers,
1	— — — — — à Bruges.
2	— — — — — à Bruxelles.
1	— — — — — à Gand.
1	— — — — — à Hasselt.
1	— — — — — à Liège.
1	— — — — — à Mons.
1	— — — — — à Namur.

soit au total 9 commissions qui ont commencé de fonctionner le 15 juin 1920.

Quatre d'entre elles ont pu être supprimées à partir de 1923, par suite de la diminution notable des affaires restant à examiner ; celle de Hasselt, (le 31 décembre 1922) et celle de Bruges, (le 31 janvier 1923), par Arrêté royal n° 13937 du 6 novembre 1922 :

Celle d'Anvers, (le 31 mars 1923), par Arrêté royal n° 14423 du 22 janvier 1923;

Celle de Namur, (le 30 avril 1923), par arrêté royal du 20 mars 1923, n° 14871.

De même, la Commission de Mons a été supprimée le 30 avril 1924 par Arrêté royal du 20 mars 1924, n° 17848.

Il restait donc :

8	Commissions provinciales au 1 ^{er} janvier 1923,
7	— — — — — 1 ^{er} février 1923,
6	— — — — — 1 ^{er} avril 1923,
5	— — — — — 1 ^{er} mai 1923,
4	— — — — — 1 ^{er} mai 1924,

installées respectivement : 2 à Bruxelles, 1 à Gand, 1 à Liège.

Cette dernière situation a été maintenue jusqu'au 30 septembre 1927 : deux des Commissions supprimées, celles d'Anvers et de Namur, ont dû être reconstituées à la date du 1^{er} octobre 1927, pour faire face au nombre sans cesse croissant des nouvelles demandes de pension. Il a fallu, pour le même motif, créer une deuxième Commission à Liège, par Arrêté royal du 12 décembre 1927 ; cette deuxième Commission fonctionnera à partir du 1^{er} février 1928.

Il y aura ainsi, à cette date, sept Commissions provinciales :

- 2 à Bruxelles,
- 2 à Liège,
- 1 à Gand,
- 1 à Anvers,
- 1 à Namur.

* * *

Il est intéressant pour vous, Messieurs, de savoir depuis quand les Commissions fonctionnent.

Les Commissions supprimées ont fonctionné :

- celle de Bruges, du 15 juin 1920 au 31 janvier 1923,
- celle de Hasselt, du 15 juin 1920 au 31 décembre 1922,
- celle de Mons, du 15 juin 1920 au 30 avril 1924.

Quant aux Commissions existantes :

a) les deux de Bruxelles, celle de Gand et la première Commission de Liège fonctionnent depuis le 15 juin 1920;

b) la Commission provinciale des Pensions militaires d'invalidité d'Anvers a fonctionné du 15 juin 1920 au 31 mars 1923; elle fonctionne à nouveau depuis le 1^{er} octobre 1927;

c) Celle de Namur a fonctionné du 15 juin 1920, au 30 avril 1923 et fonctionne à nouveau, depuis le 1^{er} octobre 1927;

d) La Commission provinciale des Pensions Militaires d'Invalidité *bis*, de Liège, fonctionnera à partir du 1^{er} février 1928.

**

La Commission Supérieure d'Appel, chargée de statuer en dernier ressort sur les contestations auxquelles donne lieu l'application des lois coordonnées, a été créée par Arrêté Royal du 26 décembre 1919, n° 6463, et installée à Bruxelles.

Elle a commencé de fonctionner le 28 octobre 1920.

Conformément à une disposition prévue par la loi du 31 juillet 1923, la Commission Supérieure d'Appel a été temporairement subdivisée en deux Chambres par un Arrêté Royal du 11 août 1923, n° 16016. La deuxième Chambre a fonctionné du 1^{er} octobre 1923 au 30 juin 1925, date à laquelle elle a été supprimée (Arrêté Royal, n° 20106, du 29 mai 1925).

**

Plusieurs de nos collègues ont également demandé quelle était la composition des Commissions provinciales.

L'Arrêté Royal du 21 décembre 1927 en règle la composition de la façon suivante :

ARTICLE PREMIER. — Une Commission Provinciale des Pensions Militaires d'invalidité est composée comme suit :

Président effectif : Un officier, en activité de service, du rang de Général ou de Colonel, ou, au besoin de Lieutenant-Colonel.

Membres effectifs : Un officier supérieur, en activité de service; deux officiers du service de santé, en activité de service, possédant l'ancienneté et l'expérience professionnelle voulues.

Un officier subalterne, invalide de guerre, en activité de service; un officier de guerre, militaire de rang subalterne, désigné sur proposition de la Fédération Nationale des Invalides de la Guerre.

Président et membres suppléants : Il est désigné pour le président et pour chacun des officiers membres effectifs, un ou deux suppléants de rang équivalent, en activité de service ou pensionnés. Le ou les suppléants du membre invalide de guerre, militaire de rang subalterne, sont désignés sur proposition de la Fédération Nationale des Invalides de guerre.

ARTICLE 2. — Les officiers en activité de service, président ou membre effectif, occupent comme tel un emploi permanent et y exercent leurs fonctions principales. Ils ne peuvent être chargés cumulativement d'autres fonc-

tions éventuelles, que dans la mesure où ces dernières ne peuvent porter préjudice à l'exercice de leurs fonctions principales.

Un suppléant ne siège, en principe, qu'en cas d'empêchement motivé du président ou membre effectif. S'il est officier, en activité de service, il est dispensé de tout autre service, les jours où il est appelé à siéger.

ARTICLE 3. — Il est affecté à chaque Commission provinciale des pensions militaires d'invalidité un secrétariat, composé d'un personnel militaire permanent en activité de service, savoir :

Un officier subalterne, secrétaire;

Un ou des officiers subalternes, secrétaires-adjoints, et des sous-officiers, dont le nombre est fixé selon les besoins par notre Ministre de la Défense Nationale.

Le secrétariat dispose, en outre, des soldats nécessaires (plantons, messagers, etc...)

ARTICLE 4. — L'autorité du président s'étend sur les membres de la Commission et sur le personnel du secrétariat. Il en dirige et règle les travaux ; il soumet à l'approbation du Ministre un règlement d'ordre intérieur.

Le Président est directement responsable vis-à-vis du Ministre, auquel il adresse le cas échéant ses propositions éventuelles, de l'activité de la Commission, de son fonctionnement régulier, de l'observation des dispositions légales et réglementaires qu'elle a mission d'appliquer.

Quant à la Commission Supérieure d'Appel, l'Arrêté Royal du 6 mai 1927 en règle ainsi la composition :

ARTICLE PREMIER. — La Commission Supérieure d'Appel des pensions et allocations militaires est composée comme suit :

Président : un magistrat, conseiller de Cour d'Appel, ou s'il y a lieu, un magistrat militaire ;

Membres : un médecin militaire, du grade de Colonel au moins ;

Deux officiers, du grade de capitaine-commandant au moins ;

Deux invalides de guerre, l'un officier, l'autre militaire de rang subalterne.

Sont désignés, en outre, un ou deux magistrats vice-présidents, suppléants du président et, pour chacun des membres, un ou deux suppléants qui sauf dérogation admise par notre Ministre de la Défense Nationale, ont rang ou le grade prévu pour le membre effectif.

Un officier du grade de capitaine-commandant au moins, occupé à titre permanent, l'emploi de secrétaire de la Commission ; il siège en qualité d'officier ou d'officier invalide, membre effectif ; des officiers secrétaires-adjoints sont désignés suivant le besoin et siègent en qualité d'officier invalide, membre effectif ou suppléant.

ARTICLE 2. — Exception faite du membre invalide de guerre, militaire de rang subalterne, le président et les membres, ainsi que leurs suppléants, sont choisis parmi les magistrats, officiers et médecins militaires en activité de service ; il peut, toutefois, être dérogé à cette règle, lorsque les circonstances le justifient.

Le Président et les membres, tant effectifs que suppléants, sont désignés

par le Ministre de la Défense Nationale. Les magistrats sont désignés parmi ceux qui ont été proposés par notre Ministre de la Justice ; les invalides de rang subalterne, parmi ceux qui ont été proposés par la Fédération des Invalides de la guerre.

*
**

Permettez-moi, Messieurs, pour répondre à votre désir maintes fois exprimé, de vous donner encore quelques détails sur les commissions d'invalidité et leur rendement.

Vous trouverez ci après le nombre de cas examinés par les diverses commissions :

Commission provinciale n° 1, à Bruxelles . . .	25,933
— n° 2, à Bruxelles . . .	25,440
— de Gand . . .	29,438
— de Liège . . .	27,955
— d'Anvers . . .	417
— de Namur . . .	662

Il y a lieu de remarquer que les chiffres ci-dessus se rapportent :

a) pour les quatre premières commissions, depuis leur création en juin 1920 jusqu'au 31 décembre 1927 ;

b) pour les commissions d'Anvers et de Namur, depuis leur reconstitution le 1^{er} octobre 1927 jusqu'au 31 décembre 1927.

Il n'a pas été possible de vous fournir les données pour les anciennes commissions supprimées (Bruges Hasselt-Mons), ni pour la première période de fonctionnement des commissions de Namur et d'Anvers.

J'ajoute pour compléter ces renseignements précis que les commissions provinciales ont tenu jusqu'ici trois ou quatre séances plénières par semaine et qu'elles pourront dorénavant siéger journellement en principe.

Un arrêté royal du 21 décembre 1927 a affecté aux commissions provinciales et à leur secrétariat un personnel permanent y exerçant les fonctions principales.

En ce qui concerne les décisions prises par les commissions provinciales, M. le Ministre de la Défense Nationale a bien voulu me communiquer les renseignements ci-après :

Vous trouverez dans ce tableau des précisions fort intéressantes et suggestives :

a) Décisions prises avec indications du pour cent d'invalidité :

Pourcentage.	Bruxelles N° 1.	Bruxelles N° 2.	Gand.	Liège.	Anvers.	Namur.	Totaux.
10	4,074	4,523	5,132	4,609	72	88	18,498
15	1,750	2,541	2,769	4,440	25	23	11,548
20	2,086	3,054	2,835	4,904	21	45	12,945
25	960	1,555	1,540	1,627	16	12	5,718
30	1,054	2,225	1,812	1,936	22	24	7,073
35	436	877	1,317	476	4	3	3,113
40	597	1,153	1,490	941	11	12	4,204
45	260	583	261	232	7	2	1,345
50	399	985	914	710	8	6	3,052
55	86	249	238	97	3	3	676
60	188	426	428	319	2	5	1,368
65	69	185	370	82	6	1	713
70	99	232	205	164	2	3	705
75	75	189	337	216	1	1	819
80	83	175	238	107	1	1	605
85	32	70	172	34	3	2	313
90	19	61	111	31	1	—	223
95	8	29	20	13	2	—	72
100	568	1,001	1,317	894	14	17	3,811
Plus de 100	77	231	139	62	3	—	512
	12,920	20,314	21,683	21,894	224	248	77,313
Pourcentage inconnu (1)	4,900						4,900
Totaux	17,820	20,314	21,683	21,894	224	248	82,213

b) Rejets :

Bruxelles n° 1.	8,113
Bruxelles n° 2.	5,096
Gand	7,755
Liège	6,061
Anvers	193
Namur	114

*
**

Quant à la Commission Supérieure d'Appel elle a examiné 30,284 cas depuis sa création (octobre 1920) jusqu'au 31 décembre 1927.

(1) Il s'agit de pensions accordées au début du fonctionnement de la Commission n° 1 de Bruxelles, sans qu'il ait été tenu attachement par celle-ci du pour cent attribué.

Il n'a pas été possible de dresser une statistique des décisions en invalidités accordées et des rejets, mais de l'examen de 1.033 dossiers les plus divers, rentrés dans ces derniers temps de la Commission Supérieure d'Appel, il résulte que cette haute juridiction a :

1° *Confirmé* 540 décisions prises par les Commissions Provinciales des pensions militaires d'invalidité;

2° *Réformé* en faveur des intéressés, 398 décisions des Commissions Provinciales;

3° *Réformé* en défaveur des intéressés, 95 décisions des Commissions Provinciales.

*
**

En terminant ce qui a trait aux Commissions d'Invalidité, votre Rapporteur croit utile de compléter les renseignements qui précèdent par les détails ci-après :

Au 1^{er} janvier 1928, les Commissions détenaient encore le nombre de dossiers ci-après :

Bruxelles n° 1.	3,704
Bruxelles n° 2.	3,405
Gand	1,624
Liège	4,760
Anvers	2,305
Namur	2,984
Commission Supérieure d'Appel	5,194
Total.	23,676

Le dernier délai accordé par la loi du 25 juillet 1927 expire le 31 décembre 1928. On prévoit que pendant l'année en cours **15,000** à **16,000** demandes nouvelles seront formulées.

A la même date expire le délai accordé aux invalides en jouissance d'une pension pour faire valoir une *aggravation* de leurs infirmités (art. 29 de l'Arrêté Royal du 14 novembre 1923). De ce chef, on prévoit que les Commissions seront encore saisies, en 1928, de **15,000** à **18,000** demandes (1,200 à 1,500 par mois).

Il est bon que la Nation sache que la charge annuelle, au 31 décembre 1927, pour pensions d'invalidité accordées aux anciens combattants s'élevait à **222,505,542** francs et que, bien qu'il soit extrêmement difficile d'évaluer approximativement dès maintenant à combien s'élèvera le montant total des pensions d'invalidité accordées à l'expiration des délais prévus par la loi, il n'est pas exagéré de dire que, si l'on tient compte des chiffres cités plus haut, il semble que l'on peut estimer que la dépense qui s'élèverait, au 31 décembre 1927, à 222 millions et demi sera finalement accrue de 50 p. c. au moins, pour s'élever à environ **330** ou **350** millions par an.

*
**

Votre Rapporteur a aussi demandé à M. le Ministre de la Défense Nationale quels étaient principalement les motifs invoqués actuellement lors des demandes d'invalidités.

En ordre principal, ce sont des demandes pour affections des voies respiratoires et des voies digestives, et des affections rhumatismales.

Viennent ensuite les affections des yeux et de l'ouïe, les affections nerveuses, les affections du cœur et les infirmités diverses consécutives à des blessures légères.

Les chiffres ci-après, se rapportant à 2,868 dossiers traités dans ces derniers temps par les Commissions Provinciales, en application de l'Arrêté Royal du 13 mai 1925 ou de la loi du 25 juillet 1927, font apparaître que pour plus de 70 p. c. des demandes introduites à la faveur des délais prolongés, les intéressés ou bien ne sont pas atteints d'une invalidité suffisante (moins de 10 p. c.) ou n'accusent qu'une invalidité légère (10 ou 15 p. c.).

Sur 2,868 dossiers traités on trouve : 766 rejets ; 1,058 à 10 p. c. ; 323 à 15 p. c. ; 230 à 20 p. c. ; 83 à 25 p. c. ; 94 à 30 p. c. ; 59 à 35 p. c. ; 41 à 40 p. c. ; 24 à 45 p. c. ; 40 à 50 p. c. ; 5 à 55 p. c. ; 11 à 60 p. c. ; 4 à 65 p. c. ; 9 à 70 p. c. ; 5 à 75 p. c. ; 6 à 80 p. c. ; 1 à 90 p. c. et 106 à 100 p. c. (tuberculeux en règle générale).

Je termine, Messieurs, en disant que les Commissions d'Invalidité estiment que s'il n'y a pas, à proprement parler d'abus dans les demandes de pensions, il y a tout au moins de nombreuses demandes dénuées de fondement, soit parce que les intéressés n'accusent pas d'invalidité suffisante, soit parce qu'ils attribuent à la guerre les affections qu'ils vont valoir, alors qu'il n'existe valablement aucun constat ou preuve d'origine de ces affections. Par ailleurs, de nombreuses demandes pour aggravation, introduites par des invalides en jouissance d'une pension sont formulées inconsidérément.

Vous comprendrez, Messieurs, après avoir lu cette étude détaillée sur les Commissions d'Invalidité, que, quelle que soit l'activité qu'elles déploient, elles ne paraissent pas pouvoir être en mesure de mener à bien l'essentiel de la lourde tâche qui leur incombe, avant deux ou trois ans au moins.

On ne peut que regretter qu'elles doivent consacrer une notable partie de leur temps à l'examen de trop de demandes manquant de fondement justifié.

**

Un de nos collègues s'est plaint en section, de l'exiguïté et de l'inconfort des locaux dans lesquels fonctionne la Commission Supérieure d'Appel, rue de Berlaumont. On a dit que les anciens combattants devaient attendre pendant de longues heures dans des courants d'air et dans le froid.

Il est exact, Messieurs, que la Commission Supérieure d'Appel est actuellement installée un peu à l'étroit pour le fonctionnement intensif de ses services.

Mais il est excessif de dire que les invalides doivent attendre dans des conditions malsaines pendant de longues heures. Jamais une plainte sérieuse n'a été élevée à ce sujet par les intéressés. Au surplus, ainsi qu'il a été dit plus haut, le Département se préoccupe, depuis plusieurs mois, d'affecter des locaux plus spacieux à cette haute juridiction.

Une solution satisfaisante a pu être donnée tout récemment à cette question, et elle recevra exécution à très bref délai.

VISITES DE LA COMMISSION PERMANENTE.

La Commission de la Défense Nationale a, pendant l'année écoulée, visité plusieurs établissements militaires.

Des rapports furent dressés après chacune des visites de la Commission et transmis à M. le Ministre de la Défense Nationale.

Ils contenaient toutes les remarques et observations émises par nos collègues qui, dans l'ensemble, et à part quelques détails de minime importance, se sont déclarés très satisfaits des améliorations apportées et de l'effort accompli avec les ressources relativement faibles dont on disposait.

Rapports remis à M. le Ministre de la Défense Nationale:

Fabrique de Chaussures à Thielt:

Rapporteur: M. Ernest (annexe 1).

Usine de réparation des objets d'équipement usagés:

Rapporteur: M. de Burlet (annexe 2).

Camp d'Elsenborn:

Rapporteur: M. Hoën (annexe 3).

Dépôt divisionnaire de Gembloux:

Rapporteur : M. Fieullien (annexe 4).

Hopital militaire d'Anvers et Commission provinciale d'Invalidité :

Rapporteur : M. de Burlet (annexe 5).

Vous trouverez, Messieurs, en annexes à ce rapport, l'ensemble des rapports cités ci-dessus.

Un membre de la Commission a posé la question suivante :

Quelle autorité paie les frais de voyage, de transport et de séjour des officiers qui participent aux concours hippiques à l'étranger? Quel est le montant du crédit de ce chef? Quel est le montant de la dépense relative à un concours aux Etats-Unis en 1927?

M. le Ministre de la Défense Nationale a bien voulu répondre:

En 1927, aucune autorité n'a payé les frais de voyage, de transport et de séjour des officiers qui ont participé aux concours hippiques à l'étranger.

Ces frais ont été supportés par les concurrents et parfois, *en partie*, par les Comités civils d'organisation.

La dépense relative à cette participation au concours aux Etats-Unis, en 1927, a donc été *nulle*.

Pour 1928, une proposition d'amendement tendant au rattachement à l'article 12 d'un crédit de 15,000 francs, a été introduite auprès de M. le Ministre des Finances en vue de dédommager, dans une certaine limite, les concurrents de leur participation à quelques grands concours hippiques où la Nation a un intérêt tout particulier à se faire représenter (Nice, Lucerne, Genève, Londres).

Dans une section, un membre a posé la question suivante relative au droit d'association des sous-officiers :

Il existe une « Amicale des Sous-officiers de l'Armée », association qui aurait

en caisse une somme considérable provenant de dons, de fêtes et de cotisations des membres.

Cette encaisse sert à l'organisation de congrès et d'œuvres de mutualité et d'entraide.

Est-il exact que M. le Ministre de la Défense Nationale supprimera cette Amicale si les sous-officiers refusaient de modifier certains points de leurs statuts.

M. le Ministre a bien voulu répondre :

Il n'a jamais été dans mon intention de supprimer un groupement quelconque de sous-officiers.

Je me suis trouvé dans la nécessité, dans l'intérêt de la discipline, de demander instamment une modification aux statuts de l'Alliance Mutuelle des sous-officiers de Belgique, modification qui a été acceptée.

*
* *

Plusieurs de nos collègues du Parlement se sont inquiétés des travaux d'imprimerie confiés à l'imprimerie de l'Institut cartographique militaire par divers Départements ministériels, travaux qui n'ont aucun rapport avec le Ministère de la Défense nationale, ni même avec l'armée.

On s'est préoccupé de savoir si nos soldats miliciens ou appointés étaient employés à ces besognes totalement étrangères à leur service militaire, et s'ils touchaient de ce chef, une solde ou des salaires que ne percevaient pas leurs camarades des autres armes ou services.

M. le Ministre, répondant à une question que je lui ai posée à cet effet, a bien voulu nous faire savoir que l'imprimerie typographique exécute tous les travaux du Ministère de la Défense nationale et les imprimés nécessaires aux différents organismes de l'Armée. En outre, par accord entre les Départements intéressés, et avec l'approbation du Premier Ministre, l'Imprimerie typographique a été autorisée à entreprendre des travaux d'impression pour le compte de l'Office central des Imprimés.

Les commandes de l'Office central des Imprimés ne sont faites qu'en suite d'appels à la concurrence, conformément aux lois de l'État.

Les offres de prix de l'Imprimerie typographique résultent de calculs de prix de revient, établis d'après les règles normalement en usage dans l'industrie privée.

Il est à remarquer, toutefois, que pour les calculs, le travail des soldats miliciens n'est pas tarifé au coût de la journée d'un soldat, tel que l'a fixé le service de l'Intendance, mais bien d'après ce qu'on aurait payé à l'exécutant dans l'industrie privée.

Il y a comme soldats miliciens employés à l'Institut cartographique militaire :

Graveurs Néant.

Imprimerie typographique :

Pédalistes	3
Margeur	4
Receveurs de feuilles	4
Relieurs	3
Typographes	7

Magasins de fournitures de bureau :

Copistes et vendeurs	2
Magasiniers	4

Magasin des imprimés de mobilisation et règlements :

Copistes et magasiniers	2
-----------------------------------	---

Plantons :

Direction	1
Cycliste	1 (sert à tout l'Institut Cartographique Militaire.)

Imprimerie :

Service photographique	1
Aides imprimeurs	5
Planton et homme de peine	1

Service cinématographique :

Revision des films	2
------------------------------	---

Dépôt des cartes :

Manutention	4
-----------------------	---

Bureau de calcul :

Calculateurs	3
------------------------	---

Topographie :

Aides topographiques	3
--------------------------------	---

Cartographie :

Dessinateurs cartographes	5
Planton	1

Compagnie administrative :

Aide-cuisinier	1
Garde-réfectoire	1
Cantinier et homme de peine	1 (établissement)
Magasin de la Compagnie et dépôt d'équipement de guerre	1
Tailleur	1 (atelier du 2 ^e Lanciers).
Cordonnier	1

Services généraux :

Peintre (entretien du matériel technique et bâtiments militaires)	1
Vitrier (magasinier du casernement, du service intérieur et entretien des bâtiments militaires)	1

Maçon et homme de peine entretien des bâtiments	
militaires	1
Chauffeur (chauf. central).	1
Menuisiers	2
Dactylos	3
Aide-mécanicien	1
Plombier	1
Ordonnance	néant.
Total.	70

*
**

Si cette réponse doit nous donner satisfaction en ce qui concerne les travaux exécutés pour le Département de la Défense Nationale et pour l'armée, elle n'apaise pas les appréhensions de certains membres de la Commission Spéciale qui croient savoir que les commandes de l'Office Central des imprimés ne sont pas toujours faites en suite d'appels à la concurrence, conformément aux lois de l'Etat.

En effet, l'Arrêté Royal du 25 septembre 1926 constituant l'Office Central des imprimés en administration indépendante, stipule au paragraphe b) de l'article premier : « de contracter par voie d'adjudications publiques, d'appels restreints » à la concurrence ou de *marchés directs* pour la fourniture de papiers, articles « de bureau et pour les travaux d'impression et de reliure. »

Il en résulte que l'Office Central des imprimés, contrairement aux lois de l'Etat, confie des travaux d'impression sans faire *aucun* appel à la concurrence et c'est ce qui s'est passé, notamment pour la *Revue du Travail*, impression confiée à l'Institut Cartographique militaire, sans appel quelconque à la concurrence, si votre Rapporteur est bien informé — et il croit l'être. On objectera peut-être que ce fait est exceptionnel parce qu'il fallait donner du travail à l'imprimerie de l'Institut Cartographique Militaire. A cela on répondra, Messieurs, que l'Institut Cartographique Militaire n'a pas été créé pour faire concurrence à l'industrie privée et que les soldats ne sont pas appelés sous les armes pour y continuer le métier qu'ils remplissent dans le civil.

Et de plus, il serait intéressant de savoir si les soldats employés à faire les courses de l'imprimerie de l'I. C. M., à porter les épreuves en ville et à établir la liaison permanente avec l'Office Central des imprimés et le Département de la Défense Nationale sont payés sur la base du salaire que les imprimeries civiles sont contraintes par la loi de payer à leurs ouvriers.

Enfin, on dit que les offres de prix de l'imprimerie typographique résultent de calculs de prix de revient établis d'après les règles normalement en usage dans l'industrie privée. Il serait intéressant que Monsieur le Ministre de la Défense Nationale autorise le Directeur de l'imprimerie typographique à nous communiquer la façon dont sont calculés les prix de revient. Calcule-t-on un pourcentage pour frais généraux et amortissement du matériel ?

Bref, pour terminer cette question qui a attiré l'attention de plusieurs de nos collègues, la Commission Spéciale émet le vœu : 1° que l'Institut Cartographique Militaire serve exclusivement qu'à des travaux militaires; 2° que, si ceux-ci ne sont pas suffisants pour donner une activité permanente à cet organisme, on réduise dans de notables proportions le personnel actuel

et 3° qu'on mette fin sans tarder à des errements qui nuisent essentiellement à l'industrie privée, laquelle souffre depuis longtemps, et de façon plus particulièrement grave d'une crise de chômage qui s'accroît chaque jour et qui risque de devenir sous peu un désastre dans l'Industrie du Livre incontestablement menacée.

*
**

Un de nos collègues a demandé en section, que le Département de la Défense Nationale reprenne l'étude de la fusion partielle du service médical de l'armée avec le service médical des Commissions d'assistance publique.

Monsieur le Ministre de la Défense Nationale a bien voulu répondre à ce desideratum par la note suivante :

Une étude approfondie relative à l'utilisation des hôpitaux civils pour l'hospitalisation des malades et blessés militaires a été entamée en juin 1926. Elle s'est poursuivie jusqu'au 13 janvier 1928, après avoir examiné la suppression éventuelle de l'Hôpital Militaire de Bruges dont le maintien a été décidé, d'accord avec le Comité du Trésor.

Les pourparlers avec les administrations communales dont dépendent les Commissions d'Assistance Publique ont démontré qu'on ne pouvait aboutir à une solution respectant les intérêts légitimes des deux parties.

*
**

Lors de l'examen du Budget par la Commission Spéciale, des membres ont désiré être renseignés sur ce que le Gouvernement comptait faire des hôpitaux militaires désaffectés, et ils ont émis l'avis qu'il serait peut-être utile de conserver les bâtiments, en vue de leur utilisation éventuelle après la réorganisation définitive de l'Armée.

Vous trouverez ci-après, Messieurs, des renseignements sur cette question.

Trois hôpitaux ont été désaffectés : l'hôpital de Jumet, l'hôpital d'Arlon et l'hôpital de Malines.

L'hôpital de Jumet a été remis pour vente à l'Administration des Domaines. Les bâtiments de l'hôpital d'Arlon sont maintenus dans le domaine militaire national, sauf une petite partie qui a été passée au Département des Travaux Publics pour servir de casernement de la gendarmerie. La partie maintenue dans le domaine militaire national est utilisée comme casernement de la troupe, la garnison d'Arlon comprenant un bataillon d'infanterie en plus qu'elle ne comprenait auparavant.

La pharmacie militaire est de plus restée installée dans les bâtiments conservés.

Les bâtiments de l'hôpital militaire de Malines sont également maintenus dans le domaine militaire national. Ils doivent servir de casernement à la troupe lorsque le Régiment d'infanterie, actuellement en Allemagne occupée, et désigné pour la garnison de Malines, rejoindra la Belgique. Ces bâtiments sont partiellement et provisoirement occupés par la pharmacie militaire et par les bureaux. Ils sont entretenus.

CORPS DES TORPILLEURS ET MARINS.

Plusieurs de nos collègues ont posé la question de savoir ce qu'il était advenu du Corps des Torpilleurs et Marins, comment on avait réparti les

officiers et les hommes, l'emploi qu'on avait fait des ateliers de ce Corps et des diverses embarcations autres que les Torpilleurs eux-mêmes.

Vous trouverez ci-après, Messieurs, des détails précis sur cette question :

En vertu de l'Arrêté Royal n° 21613, du 9 juillet 1926, le Corps des Torpilleurs et Marins devait être supprimé à la date du 31 mars 1927.

Mais à cette date, et bien que la liquidation purement militaire fut terminée, il restait à trouver la destination à donner aux torpilleurs et à quelques vedettes :

a) Les vedettes avaient été remises au Département des Finances (Administration des Domaines), qui avait fait procéder à une première vente publique, le 2 décembre 1926. Il y avait seize vedettes à vendre, mais dix seulement trouvèrent immédiatement acquéreurs. Les opérations relatives aux six autres devaient donc être poursuivies.

b) A la date du 10 mars 1927, la question de savoir quelle destination il convenait de donner aux torpilleurs restait à trancher.

Pour ces raisons, l'existence du Corps des Torpilleurs et Marins fut prolongée administrativement jusqu'au 30 septembre 1927, le personnel strictement nécessaire pour entretenir le matériel roulant remis aux Finances fut maintenu. Cette prolongation, bien qu'étant fort gênante du point de vue militaire, était imposée par l'obligation de ne pas laisser tomber en ruines les bâtiments destinés à être aliénés au profit du Trésor.

Quant à la répartition des officiers et des hommes, la plupart d'entre eux ont rejoint, le 30 septembre dernier, les corps de l'armée auxquels ils avaient été affectés.

Mais il a été indispensable de constituer, à la date du 1^{er} octobre 1927, un détachement fort réduit, composé de quelques officiers, gradés et matelots de carrière pour entretenir le matériel et éviter de laisser l'Administration des Domaines dans l'embarras.

* .

Les torpilleurs sont stationnés à Bruges, darse n° 1.

Dans sa séance du 14 mars 1927, le Conseil des Ministres a autorisé le Ministre de la Défense Nationale à procéder à la liquidation des torpilleurs au mieux des intérêts de l'État.

M. le Ministre des Finances a aussitôt été avisé que la vente des torpilleurs pouvait être préparée par l'Administration des Domaines.

Contrairement à ce que plusieurs de nos honorables collègues ont cru, on ne s'est pas adressé à des hommes d'affaires pour trouver des acheteurs sérieux. Il y avait à cette façon de faire des inconvénients majeurs qu'il est inutile de détailler ici.

Mais permettez-moi de vous faire observer aussi, Messieurs, qu'il fallait tenir compte des difficultés d'ordre diplomatique qui auraient pu surgir — en égard aux conditions dans lesquelles les torpilleurs nous avaient été cédés par les Puissances — si la vente n'avait pas été effectuée régulièrement.

En conséquence, ces unités furent remises aux Domaines suivant les procédés habituels et réguliers.

M. le Ministre des Finances n'est pas resté inactif et il a fait de nombreuses démarches, dont votre Rapporteur a donné détail à la Commission spéciale, pour arriver sans plus de retard à une solution satisfaisante.

Hélas, nous ne devons nous faire aucune illusion au sujet des résultats finan-

ciers de cette liquidation, surtout quand nous savons que les Etats-Unis d'Amérique ont vendu, en 1924, des torpilleurs de leur marine de guerre pour le prix de 45,000 francs environ!

D'autre part, le Département des Colonies envisage la reprise d'un ou deux de nos torpilleurs et M. le Ministre des Finances attend des précisions à ce sujet.

J'ajoute, Messieurs, que certains amateurs, paraissant sérieux, ont demandé aux Domaines des permis et qu'ils examinent en ce moment l'affaire. Le Ministre des Finances leur a demandé des offres fermes sans retard.

Si les tractations en cours ne donnaient pas des résultats positifs et satisfaisants, M. le Ministre des Finances arrêterait, avec le service du Département de la Défense Nationale, des mesures propres à mener cette liquidation à bonne fin dans un délai très rapproché.

Enfin pour parer aux exigences de l'entretien des torpilleurs, l'article 38 du Budget ordinaire de 1928, services techniques du Génie, littéra *a*, sera augmenté de 100,000 francs par voie d'amendement (c'est le Bataillon des Pontonniers qui en assurera la gestion).

Pour ce qui concerne les ateliers et les diverses embarcations autres que les torpilleurs, votre Rapporteur croit utile de vous fournir les renseignements ci-après:

Trois vedettes (sur un total de 16) restent encore à vendre. La chose s'explique par le fait que l'Administration de la Marine avait cru que ces vedettes pourraient servir au Service des Constructions Maritimes, à Ostende, et qu'elle les avait prises provisoirement en charge. Mais, par note du 30 novembre 1927, elle a avisé le Département de la Défense Nationale que ces vedettes ne lui convenaient pas. L'Administration des Domaines a préparé aussitôt la mise en vente publique de ces trois vedettes.

Il reste encore à vendre le remorqueur « Ostende ».

Ce remorqueur ne pourra être vendu qu'en tout dernier lieu, parce qu'il possède une puissante pompe d'épuisement qui pourrait être utile en cas d'accident survenant aux torpilleurs.

Quant au Ponton Pose-Mines, au bateau Atelier *Marcella* et à la vedette 2 (canot à moteur de 2 t. 1/2), ils rejoindront le Bataillon des Pontonniers dès que la vente des torpilleurs aura eu lieu.

Les machines-outils qui se trouvent dans les ateliers du Corps des Torpilleurs et Marins ont été réparties entre les établissements de fabrication de l'Armée.

Dès que la liquidation sera entièrement terminée, les locaux occupés par le personnel du Corps des Torpilleurs et Marins seront remis à la Société des Installations Maritimes de Bruges suivant un prix à convenir; car le terrain sur lequel les locaux sont bâtis appartient à la Société, tandis que les constructions proprement dites appartiennent au Département de la Défense Nationale.

En résumé, la vente des torpilleurs et la liquidation finale du Corps sont subordonnées à la réussite des opérations qui sont en cours au Ministère des Finances.

*
* * *

Des membres de la Commission Spéciale se sont plaints des bibliothèques militaires et ont dit qu'elles étaient mal organisées, que le choix des livres était fait par des incompétences, que les dons faits à ces organismes n'étaient pas assez surveillés et que souvent des hommes abandonnaient aux bibliothèques régimentaires des publications et des livres de valeur morale dou-

teuse qu'on classait sans s'être rendu compte au préalable de leur incontestable nuisance.

M. le Ministre de la Défense Nationale a bien voulu faire à une question que votre rapporteur lui a posée à ce sujet, la réponse suivante :

RÉPONSE. — Il serait nécessaire de savoir de quelles bibliothèques militaires il s'agit.

Il ne peut vraisemblablement être question de la Bibliothèque du Département ni des Bibliothèques de garnison pour officiers pour lesquelles le choix des livres est fait par l'Etat-Major Général de l'Armée (Section C), ni des Bibliothèques des Ecoles qui n'acquièrent que des ouvrages d'un intérêt tout spécial.

En dehors de ces Bibliothèques, il n'existe plus à l'armée que des Salles de lecture pour sous-officiers et soldats annexées aux cantines des Corps et ne disposant d'aucun crédit (voir budget article 6).

Elles sont organisées et alimentées par les Corps eux-mêmes au moyen de ressources dont ils disposent et sous la responsabilité des chefs de corps. C'est exclusivement une question de service intérieur des corps de troupe. C'est pourquoi des précisions sont indispensables. Des renseignements pourraient alors être demandés aux corps intéressés.

La Commission Spéciale a émis le vœu que dans chaque unité où se trouve une salle de lecture pour sous-officiers et soldats, on désigne un officier compétent pour surveiller les ouvrages mis à la disposition des lecteurs et qui expulserait impitoyablement toute lecture qui serait contraire à la morale.

* * *

Un membre de la Commission, reprenant les observations d'un membre d'une section, s'est plaint de ce qu'aucun de nos champs d'aviation ne convenait pour l'usage des grands raids aériens.

On fait observer qu'on continue à construire autour des aérodromes et on désire savoir où en est la question des servitudes militaires sous ce rapport.

M. le Ministre a répondu à ces observations :

Les dimensions des terrains d'atterrissage des aérodromes permettent les départs et atterrissages des avions militaires dans tous les cas qui peuvent être prévus. Certains terrains (Evere, Courtrai), permettent encore les départs pour des raids même exceptionnels, mais dans certaines directions fort limitées seulement, parce que l'impossibilité d'empêcher de construire autour des aérodromes, faute d'une Loi, a créé des situations inévitables en bouchant successivement tous les dégagements nécessaires.

Aucune servitude n'existe autour des aérodromes militaires, alors qu'ils ont été prévus en tenant compte de l'établissement de ces servitudes.

Un projet de Loi sur les servitudes aéronautiques a été adopté en sections. Le Département insistera pour qu'il soit voté le plus tôt possible.

Dès lors, Messieurs, aucune autorisation de bâtir n'a été accordée par le Département puisque jusqu'à ce jour, il n'y a pas de Loi votée concernant les servitudes militaires en question.

* * *

Dans une section chargée d'examiner le Budget de la Défense Nationale pour 1928, des membres se sont fait l'écho de plaintes reçues au sujet de l'avancement des officiers de certains services : Intendance et Corps de Transports.

Votre Rapporteur a transmis ces observations à M. le Ministre de la Défense Nationale, en lui faisant remarquer les connaissances spécialement étendues et compliquées qu'on réclamait des officiers de l'Intendance qui, de l'avis de plusieurs de nos Collègues, seraient dans une situation très inférieure à celle de leurs camarades de l'Armée au point de vue nomination et avancement.

M. le Ministre a bien voulu répondre :

L'avancement dans les Armes, Corps de Transports et Services est réglé conformément au tableau annexé à l'Arrêté Royal du 25 juin 1927.

Cet Arrêté Royal a réparti les emplois d'officiers entre tous les gradés proportionnellement au nombre total d'officiers dans chaque arme ou service, de manière à équilibrer l'avancement dans une certaine mesure. Cet équilibre doit être notamment réalisé par l'affectation à des services spéciaux des officiers de l'arme en retard au point de vue de l'avancement.

Si, dans le Corps des Transports et les Services l'avancement est légèrement plus lent que dans les armes, cela provient principalement de ce que dans ces cadres il n'y a guère de sélection, c'est-à-dire que tous les officiers sont candidats à l'avancement, alors que dans les armes, un plus grand nombre d'officiers sont éliminés aux divers échelons.

Il est inexact de dire que les officiers de l'Intendance soient en retard sur leurs contemporains des armes. Jusqu'à ce jour, ils ont obtenu les divers grades à des dates sensiblement égales à celles de leurs collègues de l'infanterie. Les études qui ont été exigées d'eux ne sont ni plus longues, ni plus compliquées ou difficiles que celles imposées aux officiers des armes. Ils bénéficient, d'autre part, d'avantages tels que : exemption de périodes de camp, etc., dont ne jouissent pas les officiers des armes.

* * *

Quelques-uns de nos collègues ayant demandé que votre Rapporteur donne à la Commission Spéciale lecture du statut définitif des aumôniers militaires, j'ai cru bon, Messieurs, de joindre à mon rapport, pour éclairer tous les membres du Parlement, les détails précis sur cette question :

Le *Moniteur Belge* N° 244 du 1^{er} septembre 1927 a publié l'Arrêté royal N° 23446 du 17 août 1927, réglant l'état et la position des aumôniers militaires.

Un second Arrêté royal dont vous trouverez ci-après la copie, apportant des modifications à l'Arrêté royal du 17 août N° 23446 sera soumis incessamment à la sanction Royale.

ALBERT, Roi des Belges,

A tous présent et à venir, SALUT,

Revu notre Arrêté du 17 août 1927, N° 23446, réglant l'état et la position des aumôniers militaires;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense Nationale;

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ARTICLE PREMIER.

Les modifications ci-après sont apportées à Notre Arrêté du 17 août 1927, N° 23446, savoir :

L'article 2 sera libellé comme suit :

Le service de l'aumônerie militaire comprend :

- 1° l'aumônerie du culte catholique;
- 2° l'aumônerie du culte protestant;
- 3° l'aumônerie du culte israélite.

Ajouter l'article 5 bis (nouveau)

Le cadre de l'aumônerie du culte israélite comprend :

- 1° Un aumônier en chef ayant rang d'officier supérieur;
- 2° Des aumôniers de première ou de deuxième classe ayant rang d'officiers subalternes.

Compléter l'article 8 comme suit :

L'aumônier en chef du culte israélite agit, par délégation de Notre Ministre de la Défense Nationale, auprès du Consistoire Central Israélite de Belgique.

L'article 10 sera rédigé comme suit :

Nul ne peut être aumônier de deuxième classe à l'armée, s'il n'est prêtre, pasteur, rabbin ou ministre du culte israélite, né ou naturalisé Belge, âgé de vingt-sept ans au moins et s'il ne connaît les deux langues nationales.

Les aumôniers militaires sont promus de première classe lorsqu'ils ont servi effectivement pendant treize ans comme aumôniers de deuxième classe.

Les aumôniers de première classe ne peuvent être promus aumôniers principaux du culte catholique ou aumônier en chef du culte protestant ou aumôniers en chef du culte israélite, s'ils n'ont servi effectivement au moins dix ans comme aumôniers de première classe.

L'aumônier en chef du culte catholique ne peut être promu à ce rang que s'il compte au moins cinq années dans le grade d'aumônier principal.

Par mesure transitoire, les aumôniers actuellement en service seront promus directement au rang dont ils exercent présentement les fonctions.

L'article 14 sera libellé comme suit :

Les mesures disciplinaires applicables aux aumôniers militaires sont les suivantes :

- 1° La réprimande du Ministre de la Défense Nationale;
- 2° La suspension pour trois mois au plus, avec ou sans traitement;
- 3° La démission d'office. Aucune peine ne peut être prononcée sans que l'intéressé ait été, au préalable, entendu dans ses moyens de défense, soit de vive voix, soit par écrit, selon les circonstances.

La réprimande est prononcée par le Ministre de la Défense Nationale.

Les autres peines sont prononcées par Nous. Néanmoins, le Ministre peut, pour des motifs graves, dont il est seul juge, prononcer à titre provisoire, la suspension, et ce, avant toute justification de la part de l'intéressé.

Dans ce cas, le Ministre doit faire ratifier sa décision, dans les huit jours, par disposition royale.

L'article 16 sera libellé comme suit :

Dans l'exercice de ses fonctions, le personnel des différentes aumôneries est

revêtu d'une tenue identique à celle des officiers de l'armée. Cette tenue ne comporte toutefois pas de couleur distinctive, ni de passepoil.

Elle est pourvue d'un insigne particulier à la casquette, au collet de la vareuse et de la capote, à savoir :

Pour l'aumônier du culte catholique : la croix latine (brodée or).

Pour l'aumônier du culte protestant : la croix de Malte (brodée argent).

Pour l'aumônier du culte israélite : deux triangles entrecroisés (brodés argent).

Les aumôniers ayant rang d'officier supérieur ou général portent concurremment avec l'insigne prévu ci-dessus, la simple ou la double barette prévue pour ces catégories d'officiers; les aumôniers ayant rang d'officiers subalternes, une barette en or de 35 millimètres de hauteur sur 1 millimètre de largeur.

Ajouter l'article 19bis (nouveau).

En temps de paix, la composition organique du service de l'aumônerie est réglée conformément au tableau annexé au présent arrêté.

ART. 2.

Notre Ministre de la Défense Nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense Nationale,

**Tableau réglant la composition organique
du Service de l'Aumônerie militaire en temps de paix.**

	Culte catholique.		Culte protestant.	Culte israélite.
	Nombre.	Observations.	Nombre.	Nombre.
Direction Générale (Bruxelles).	1		1	1
<i>1^{re} circonscription militaire.</i>				
Bruxelles (garnisons et hôpital militaire), Etterbeek, Vilvorde,				
Evere, Tervueren, Zellick	5	10 (dont un principal de circonscription).		
Louvain	1			
Tirlemont, Diest, Schaffen, Gossoncourt	1			
Mons, Casteau	1			
Tournai, Ath	1			
Charleroi, Nivelles	1			
<i>2^e circonscription militaire.</i>				
Anvers	3			
Brasschaet	1			
Lierre, Contich, Borsbeek	1			
Malines	1	13 (dont un principal de circonscription).		
Gand, Audenaerde, Termonde, Zwyndrecht, Beveren-Waes	3			

Bruges, Zedelghem	2
Courtrai, Wevelghem, Thielt,	
West-Roozebeke, Roulers . . .	1
Ostende, Jabbeke, Adinkerke .	1

3^e circonscription militaire.

Liège, Bierset-Awans	2	
Verviers, Spa-Eupen	1	
Elsenborn-Malmédy	1	10 (dont un princi-
Beverloo	2	pal de circonscrip-
Hasselt-St-Trond-Landen . . .	1	tion).
Namur-Gembloux	2	
Arlon	1	

Divers.

Ecole des cadets	1
Ecole des pupilles d'Alost . .	1
Ecole des pupilles de Saffraen-	
berg	1
Sanatorium de Marchin	1
Centre d'instruction des brancar-	
diers-infirmiers	1
Totaux.	39

1	1
---	---

Dès que ce second arrêté royal aura fait retour au Département de la Défense nationale, le statut définitif des aumôniers militaires sera conçu dans les termes suivants :

Arrêté royal réglant l'état et la position des aumôniers militaires
(Statuts définitifs).

ARTICLE PREMIER.

L'état d'aumônier militaire est celui du ministre d'un des cultes reconnus par l'Etat, qui, sur présentation des autorités religieuses supérieures compétentes, et sur proposition qui Nous est faite par le Ministre de la Défense nationale, est nommé par Nous pour assurer en tout temps le service du culte, et procurer les secours moraux de la religion, dans les corps et services de l'Armée.

L'aumônier militaire est une personne civile attachée organiquement à l'Armée; il n'a pas la qualité de militaire.

L'aumônier militaire prête le serment prévu à l'article 2 du Décret du Congrès national en date du 20 juillet 1831.

L'aumônier militaire est soumis aux lois pénales militaires pour les infractions énumérées à l'article 4 du Titre I^{er} du Code de procédure pénale militaire.

ART. 2.

Le service de l'aumônerie militaire comprend :

1^o l'aumônerie du culte catholique;

2° l'aumônerie du culte protestant ;

3° l'aumônerie du culte israélite ;

ART. 3.

L'aumônier militaire se trouve dans une des positions suivantes :

1° à l'activité. C'est la position de l'aumônier des cadres actifs pourvus d'un emploi ou de l'aumônier de réserve mobilisé pourvu d'un emploi ;

2° en disponibilité par suppression d'emploi ;

3° en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité ;

4° en disponibilité dans le cas où, devant être mis à la retraite, il ne réunit pas le nombre d'années de service exigé pour la pension et n'est pas reconnu atteint d'infirmités qui le mettent hors d'état de continuer ses fonctions ;

5° en disponibilité pour motifs de convenances personnelles.

Les dispositions du texte coordonné de nos arrêtés du 6 mai 1923 et du 2 avril 1925 réglant la position de disponibilité des fonctionnaires et employés de l'État, exception faite de l'article 5bis, sont applicables en ce qu'elles ont trait aux mêmes positions prévues pour les aumôniers militaires sous les 2°, 3°, 4° et 5° ci-avant.

Toutefois, l'aumônier militaire en disponibilité, par suppression d'emploi, cesse d'avoir droit à un traitement d'attente, dès qu'il est réaffecté à un service du culte rétribué par l'État, par l'autorité dont il dépend au point de vue religieux.

ART. 4.

Le cadre de l'aumônerie du culte catholique comprend :

1° un aumônier en chef, ayant rang d'officier général ;

2° des aumôniers principaux, ayant rang d'officier supérieur ;

3° des aumôniers de première ou de deuxième classe, ayant rang d'officier subalterne.

ART. 5.

Le cadre de l'aumônerie du culte protestant comprend :

1° un aumônier en chef, ayant rang d'officier supérieur ;

2° des aumôniers de première et de deuxième classe ayant rang d'officier subalterne.

ART. 5 bis.

Le cadre de l'aumônerie du culte israélite comprend :

1° Un aumônier en chef ayant rang d'officier supérieur ;

2° Des aumôniers de première ou de deuxième classe ayant rang d'officier subalterne.

ART. 6.

En temps de guerre, et pour la durée de celle-ci, les cadres des divers services de l'aumônerie seront complétés par des aumôniers de réserve.

Ceux-ci reçoivent, dès le temps de paix, leur affectation pour le cas de mobilisation.

L'état et la position des aumôniers de réserve sont réglés par les prescriptions en vigueur concernant le officiers de réserve.

ART. 7.

Les aumôniers en chef relèvent directement au double point de vue administratif et disciplinaire de Notre Ministre de la Défense Nationale.

Au point de vue religieux, ils relèvent de l'autorité supérieure de leur culte.

ART. 8.

Les aumôniers principaux et les aumôniers de première ou de deuxième classe dépendent, au point de vue du service et de la discipline, de l'aumônier en chef de leur culte, et au point de vue administratif, des autorités militaires sous les ordres desquelles ils sont placés.

L'aumônier en chef du culte protestant agit par délégation de Notre Ministre de la Défense Nationale auprès des différentes églises protestantes de Belgique.

L'aumônier en chef du culte israélite agit par délégation de Notre Ministre de la Défense Nationale auprès du Consistoire Central Israélite de Belgique.

ART. 9.

Les emplois d'aumônier sont conférés par Notre Ministre de la Défense Nationale sur proposition de leur aumônier en chef.

L'aumônier qui, pour des motifs d'ordre religieux doit cesser de remplir ses fonctions à l'armée, fait l'objet, de la part de son aumônier en chef, d'une proposition motivée adressée à Notre Ministre de la Défense Nationale.

ART. 10.

Nul ne peut être aumônier de deuxième classe à l'armée, s'il n'est prêtre, pasteur, rabbin ou ministre du culte israélite, né ou naturalisé Belge, âgé de 27 ans au moins, et s'il ne connaît les deux langues nationales.

Les aumôniers militaires sont promus de première classe lorsqu'ils ont servi effectivement pendant 13 ans comme aumôniers de deuxième classe.

Les aumôniers de première classe ne peuvent être promus aumôniers principaux du culte catholique ou aumônier en chef du culte protestant ou aumônier en chef du culte israélite, s'ils n'ont servi effectivement au moins 10 ans comme aumônier de première classe.

L'aumônier en chef du culte catholique ne peut être promu à ce rang que s'il compte au moins cinq années dans le grade d'aumônier principal.

Par mesure transitoire, les aumôniers actuellement en service seront promus directement au rang dont ils exercent présentement les fonctions.

ART. 11.

Les aumôniers de toutes catégories peuvent prétendre aux distinctions honorifiques prévues pour les officiers de l'armée dont ils ont rang, pour autant qu'ils comptent les annuités imposées par le règlement sur la matière.

ART. 12.

Le rang fixe les droits des aumôniers au point de vue des honneurs, des marques de respect, de la préséance, du logement et du taux des indemnités, de la même façon que pour les officiers de l'armée.

ART. 13.

Les traitements et allocations des aumôniers sont réglés par le règlement sur la matière.

ART. 14.

Les mesures disciplinaires applicables aux aumôniers militaires sont les suivantes :

- 1° la réprimande du Ministre de la Défense nationale ;
- 2° la suspension pour trois mois au plus, avec ou sans traitement ;
- 3° la démission d'office.

Aucune peine ne peut être prononcée sans que l'intéressé ait été au préalable entendu dans ses moyens de défense, soit de vive voix, soit par écrit, selon les circonstances.

La réprimande est prononcée par le Ministre de la Défense nationale. Les autres peines sont prononcées par Nous. Néanmoins, le Ministre peut, pour des motifs graves, dont il est seul juge, prononcer à titre provisoire la suspension, et ce, avant toute justification de la part de l'intéressé.

Dans ce cas, le Ministre doit faire ratifier sa décision, dans les huit jours, par disposition royale.

ART. 15.

Les aumôniers militaires en disponibilité par suppression d'emploi ou suspendus de leur emploi (avec ou sans traitement), restent soumis aux ordres du Ministre de la Défense nationale.

Le temps pendant lequel ils se trouvent en disponibilité par suppression d'emploi ou en disponibilité pour motifs de convenances personnelles est décompté de leur ancienneté pour l'avancement.

La moitié du temps passé en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité est décompté de leur ancienneté pour l'avancement.

ART. 16.

Dans l'exercice de ses fonctions, le personnel des différentes aumôneries est revêtu d'une tenue identique à celle des officiers de l'Armée. Cette tenue ne comporte toutefois pas de couleur distinctive, ni de passepoil.

Elle est pourvue d'un insigne particulier à la casquette, au collet de la vareuse et de la capote, à savoir :

- Pour l'aumônier du culte catholique : la croix latine (brodée or) ;
- Pour l'aumônier du culte protestant : la croix de Malte (brodée argent) ;
- Pour l'aumônier du culte israélite : deux triangles entrecroisés (brodés argent).

Les aumôniers ayant rang d'officier supérieur ou général, portent concurremment avec l'insigne prévu ci-dessus, la simple ou la double barrette prévue pour ces catégories d'officiers ; les aumôniers ayant rang d'officier subalterne, une barrette en or de 35 mm. de hauteur sur 1 mm. de largeur.

ART. 17.

Sauf pour les congés pour motifs de santé, les dispositions de notre Arrêté du 22 mars 1921, n° 9001, approuvant le règlement relatif au congé des officiers et assimilés, sont applicables aux aumôniers militaires.

ART. 18.

Les aumôniers militaires tombent sous l'application de la Législation sur les pensions civiles et ecclésiastiques.

ART. 19.

L'aumônier militaire admis à la pension de retraite ou démissionné de l'emploi qu'il occupe dans l'armée, peut, sur proposition qui Nous est faite par Notre Ministre de la Défense Nationale, être autorisé à conserver le titre honorifique des fonctions qu'il exerçait dans l'armée.

ART. 19 bis.

En temps de paix, la composition organique du service de l'aumônerie est réglée conformément au tableau annexé au présent arrêté.

ART. 20.

Notre Ministre de la Défense Nationale est autorisé à apporter aux dispositions du présent arrêté, dans le cadre des lois existantes, les modifications de détail qu'il jugera nécessaire pour l'application des dispositions qui précèdent.

ART. 21.

Toutes les dispositions antérieures au présent arrêté et relatives au même objet, sont abrogées.

ART. 22.

Notre Ministre de la Défense Nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*
* *

Le projet de Budget du Ministère de la Défense Nationale pour 1928 a été adopté par 8 voix contre 4 et 1 abstention.

La Commission spéciale vous propose en conséquence de l'adopter tel qu'il vous est présenté.

Le Rapporteur,

P. DE BURLET.

Le Président,

M. PIRMEZ.



ANNEXE I.

FABRIQUE DE CHAUSSURES A THIELT.

(Visite du 16 septembre 1927.)

RAPPORT

présenté par M. ERNEST.

Au cours de sa visite dans cet établissement, la Commission a pu constater que, depuis la courte grève qui y a éclaté, en 1923, et qui dura trois jours, le personnel ouvrier est satisfait du régime instauré.

Ce personnel comprend 58 ouvriers, dont 18 militarisés et 18 ouvrières. Les salaires payés correspondent à ceux accordés aux travailleurs dans l'industrie privée, indépendamment des avantages particuliers accordés aux ouvriers de l'Etat, en cas de maladie.

En juillet 1926, le nombre d'ouvriers occupés s'élevait à 186. Il a été réduit par mesure d'économie et à raison de la réduction du nombre de soldats à mobiliser.

Actuellement, il est fabriqué dans cet établissement 200 paires de bottines par jour. Mais ce chiffre pourrait être élevé à 800 paires par jour. Et, en cas de mobilisation, à raison de la mise en action de tout le matériel existant, il pourrait être confectionné 2,400 paires par jour.

Le prix de revient des bottines fabriquées à Thielt résulte de la comptabilisation industrielle de toutes les dépenses de l'établissement. C'est donc le prix exact, y compris le coût des matières premières (cuirs) employées, des petites fournitures et frais généraux (amortissements, intérêts du capital immobilisé, salaire du personnel civil, allocations et charges diverses du personnel militaire.)

Au premier trimestre 1927, les prix de confection de Thielt étaient :

Bottines de troupe	fr. 64,77
Bottines de sous-officier	» 61,33
Bottines d'adjudant	» 69,98

*
**

Indépendamment du prix de revient de la fabrique, le Département établit un prix de vente des chaussures.

Ce prix est calculé en tenant compte de la valeur actuelle des marchandises (cuirs et fournitures diverses).

La différence du prix de revient et de vente est basée sur ce que les cuirs sont achetés un an ou deux à l'avance.

On utilise donc en ce moment des cuirs à dessous achetés, il y a deux ans, à un prix bien inférieur au cours du jour actuel.

S. I. A. A. agit ainsi parce que les magasins peuvent faire des ventes de chaussures à des officiers, à des fonctionnaires et aux gendarmes.

Si les ventes s'opéraient au prix de revient exact de la Fabrique, le Département ne perdrait *apparemment* rien, mais n'arriverait pas à remplacer avec l'argent reçu les marchandises sorties des magasins.

Il serait causé ainsi à l'Etat un préjudice dont profiteraient des particuliers. Cette manière de faire n'est pas admissible et, pour l'éviter, il a été indispensable d'établir :

1° Un prix de revient comptable

2° Un prix de vente.

Au premier trimestre 1927, les prix de vente étaient :

Bottines de troupe	frs 95,28
Bottines de sous-officier	» 94,76
Bottines d'adjudant	» 103,78

Au quatrième trimestre 1927, les prix de vente sont :

Bottines de troupe	frs 115,00
Bottines de sous-officier	» 112,50
Bottines d'adjudant	» 117,40

Cette majoration est la conséquence de la nouvelle hausse des cuirs constatée dans ces derniers temps, et de l'augmentation des salaires résultant de l'élévation de l'Index. Les nouveaux prix ont été basés, partiellement, sur ceux obtenus à une adjudication de coupons faite au cours du troisième trimestre (juillet).

La Commission a été amenée à constater que le matériel de l'usine n'appartient pas à l'Etat, les machines étant prises en location à une firme particulière et spécialiste en la matière, à laquelle est payée une redevance annuelle.

Elle s'est étonnée de l'importance des stocks en cuirs se trouvant en magasin. Les stocks ont une valeur de plus de cinq millions de francs.

Des renseignements lui fournis, il résulte que le cahier des charges relatif à l'achat de nos cuirs exige actuellement un tannage en fosses d'au moins un an, c'est-à-dire d'après les anciennes méthodes, excluant l'emploi de toutes matières contenant du soufre, *même inerte*. Cette prescription du cahier des charges coûte très cher à l'Etat. En effet, on assure que les cuirs tannés d'après les méthodes modernes, et qui ont un tannage mixte qui dure de quatre à six mois, coûteraient de 8 à 10 francs en moins par kilo, *tout en donnant les mêmes garanties d'usage*.

La Belgique compte 200 tanneurs. Or, l'expérience a prouvé que, dans ce nombre, une douzaine de tanneurs seulement, toujours les mêmes, prennent part aux adjudications. L'on peut supposer qu'ils s'entendent pour se partager les lots. En modifiant le cahier des charges, de façon à permettre à tous nos tanneurs de remettre prix, il est évident que serait augmentée la concurrence et par le fait même, le prix d'achat pourrait être réduit. On peut présumer ainsi que si les cuirs tannés avaient été admis à la dernière adjudication, une économie de près d'un demi-million aurait pu être réalisée.

Il est à remarquer que le Gouvernement français a admis cette manière de voir et a renoncé déjà à laisser les cuirs préparés selon les anciennes méthodes.

Il semble donc que le Département pourrait s'inspirer de cet exemple et entrer dans cette voie, qui s'inspirerait davantage, d'ailleurs, des concep-

tions actuelles de l'utilisation de toutes les ressources nationales pour la préparation à la mobilisation.

On pourrait peut-être réduire ainsi l'importance des stocks emmagasinés.

La Commission a noté que les déchets de cuirs sont expédiés dans les différents corps pour y être utilisés aux réparations des bottines des militaires en service. Les déchets sont facturés aux unités au prix de fr. 13,26 le kilo. Tandis que des déchets inutilisables sont revendus à plus bas prix à l'industrie privée.

La Commission a été heureuse de constater la bonne tenue de la comptabilité industrielle établie dans cette fabrique depuis 1923. Elle croit devoir attirer l'attention des autorités sur la faiblesse des moyens prévus pour combattre éventuellement l'incendie : une pompe à bras et une moto-pompe.

Elle a regretté devoir constater que la direction de la fabrique avait été informée de sa visite, ce qui avait amené le nettoyage des locaux la veille et n'a pas permis à la Commission de visiter cet établissement dans son état normal de fonctionnement.

Le Rapporteur,

Victor ERNEST.

Le Président,

Maurice PIRMEZ.

ANNEXE II.

USINE DE REPARATION DES OBJETS D'EQUIPEMENT USAGES.

(Visite du 16 septembre 1927).

RAPPORT

présenté par M. DE BURLET.

La Commission de l'Armée s'est rendue à Roulers pour visiter l'Usine de réparation des objets d'équipement usagés.

Cette usine a pour mission la désinfection, le lavage et la remise à neuf ou en bon état des objets d'équipement usagés — à l'exception des objets en cuir — provenant des corps de troupe et des magasins d'équipement, ainsi que le *classement* en vue de la vente par adjudication des déchets et objets hors de service.

Les membres de la Commission ont visité successivement :

- 1° La buanderie avec salle de désinfection, par où passent tous les objets de drap et de coton ;
- 2° L'atelier de décatissage des effets en drap ;
- 3° L'atelier d'imperméabilisation des havres sacs et besaces ;
- 4° L'atelier de couture qui effectue toutes les réparations au effets en drap et en coton ;
- 5° L'atelier de découpe et de classification des objets hors de service ;
- 6° L'atelier de détricotage et de rempiépage de chaussettes ;

7° L'atelier d'effilochage des objets en laine filée hors de service ;

La laine effilochée sert à la confection de matelas de troupe ;

8° L'atelier de lavage et de décapage des objets en aluminium et en fer blanc ;

9° L'atelier de débosselage et de réparation des casques, gourdes, gamelles, etc. ;

10° L'atelier d'étamage d'objets en fer des objets en aluminium et en fer et enfin

11° L'atelier de repeinturage de gamelles et de casques et de remontage de ces derniers objets.

Cet établissement militaire est né pendant la guerre. Il existait à Calais, pendant la campagne 14-18 deux buanderies avec un service des évacuations du front et des buanderies à La Panne et à Elsendame. C'est le matériel de ces buanderies et du service des évacuations qui a servi à créer l'usine actuelle de Roulers.

Cette usine a été montée d'urgence en 1919, a fin d'évacuer La Panne avant la saison balnéaire, et de faire rentrer en Belgique le matériel militaire resté en France.

Il a été décidé alors que l'usine en question devait s'installer au N.-O. de la Lys pour des raisons stratégiques.

La Commission a désiré savoir pourquoi Roulers avait été choisie.

Après de nombreuses recherches, on n'a trouvé dans le rayon imposé que la Brasserie-Malterie Van Canneyt.

C'était une installation de fortune qui a été complétée par des baraquements et il importait à ce moment, de prendre l'établissement même défectueux, que l'on avait sous la main, quitte à le perfectionner dans la suite.

La Commission a constaté que, dans le bâtiment principal en briques se trouvaient tous les ateliers.

Les opérations diverses s'y déroulent dans un ordre parfait, mais dans des conditions d'hygiène et de salubrité qui laissent véritablement à désirer et qui demandent une transformation radicale et urgente.

La Commission tient compte des circonstances dans lesquelles l'usine a été installée et a dû fonctionner lors de sa création. Mais elle trouve, avec raison, qu'aujourd'hui la situation s'est modifiée et qu'il faut prendre des mesures pour changer ce qui existe.

L'usine a eu le grand mérite de fournir un rendement immédiat au moment grave où la démobilisation s'effectuait et où il fallait veiller à l'équipement complet de 120.000 hommes par an.

J'ajoute que si les conditions dans lesquelles le personnel ouvrier travaille sont très défectueuses et parfois tout à fait insalubres, ce personnel se déclare très satisfait de son sort et reste fidèlement attaché à l'usine.

On n'y a d'ailleurs jamais constaté de maladies dues au milieu insalubre.

La Commission se rend compte de l'importance des services rendus par l'Usine de Réparation des objets d'équipement, et des économies immenses qu'elle fait réaliser à l'Etat.

En effet, avant la guerre, il n'existait pas d'établissement militaire de l'espèce.

Les Commandants d'unité avaient recours à de multiples petits entrepreneurs et artisans pour effectuer ces travaux.

Beaucoup de buanderies privées, de peur de perdre leur clientèle civile.

refusaient d'entreprendre le lavage des effets militaires, ou demandaient des prix exagérés.

La désinfection n'existait pas, et l'hygiène du soldat était, par le fait, négligée.

Si les réparations aux effets de grand équipement pouvaient être assurées par les ateliers de bataillon, la remise en état des objets de lingerie était très négligée et il en résultait des mises hors de service prématurées. Il en était de même pour les autres objets de petit équipement.

Ces objets hors de service étaient vendus à de petits marchands locaux à vils prix.

L'outillage mécanique perfectionné et approprié, dont est dotée l'usine de réparation à Roulers, permet de réaliser au minimum de frais, la récupération et l'appropriation des objets jusqu'à leur usure complète, et permet de réduire ainsi l'achat d'objets neufs.

Le rendement de l'usine, en continue activité, semble concluant.

La Commission a pu s'en rendre compte par l'exemple ci-après :

Dans le courant du mois de mai 1927, l'usine a remis en état :

2,877 capotes ;

3,398 culottes de cavalier ;

9,721 pantalons de drap ;

3,970 vestes en drap ;

4,230 vestes en coton ;

1,970 pantalons de coton ;

Plusieurs milliers d'objets de lingerie et d'articles divers dont :

3,480 chemises ;

6,060 caleçons ;

9,725 essuie-mains ;

3,880 camisoles ;

10,000 mouchoirs ;

2,655 casques et

2,360 gourdes.

Le triage et la classification des effets hors de service découpés, des objets rebutés ainsi que des divers déchets donnent à ceux-ci un maximum de valeur.

La vente par adjudication publique de ces objets et déchets a rapporté en 1926, la somme de frs 370,653.18 et les frais d'exploitation se sont élevés, pendant la même année à 1,139.655 francs.

Par le système de désinfection qui est organisé à cette usine, il est devenu possible, en respectant toutes les règles de l'hygiène, de distribuer aux troupes des effets usagés provenant des classes de milice antérieures, et de réduire ainsi la charge du Trésor d'autant plus que la diminution du temps de service ne permettrait pas, sans ce moyen, d'utiliser jusqu'à usure les objets d'équipement.

Les chiffres cités ci-dessus montrent, d'autre part, que les résultats sont obtenus dans des conditions exceptionnellement économiques.

La Commission sait au surplus, qu'il n'existe dans l'industrie privée aucune usine ou institution qui pourrait effectuer l'ensemble des travaux dont est chargé l'établissement en cause.

Etant données les conditions actuelles de la vie militaire avec le temps de service réduit qui a pour conséquence de faire abandonner à chaque départ

de classe, de nombreux équipements incomplètement utilisés, on peut dire que si cette usine n'existait pas, il faudrait s'empresse de la créer de toutes pièces. Actuellement l'usine assure tous les travaux résultant de la dislocation et de la remise en état de 50,000 butins de guerre par an.

En dehors de ce travail normal, l'usine va devoir traiter, dans un avenir prochain, un supplément de 150,000 butins usagés appartenant à des classes anciennes, et qui devront être remplacés par des butins neufs. Elle doit donc travailler sans relâche.

**

Le matériel de l'usine comprend :

- 1° Une machine envoyant de la vapeur à 6 atmosphères à une machine horizontale qui actionne une dynamo de 20 HP. et un arbre de transmission; et
- 2° le matériel de travail.

Celui-ci se compose de :

- 16 machines à laver effectuant, chacune, 8 lavages par jour ;
- 10essoreuses chargées d'enlever l'excès d'eau après lavage.

(Chacune d'elles traite 20 kilos de linge en dix minutes).

1 effilocheuse traite tous les déchets de laine de chaussettes, de gants et de jerseys.

1 pompe à air pour comprimer l'air nécessaire aux pistolets automatiques avec lesquels on procède au peinturage des casques et des marmites.

1 tambour horizontal pour polir les éperons, dés à coudre, boucles, etc.

1 presse à débosser les casques et les marmites.

2 étuves autoclaves à désinfecter les vêtements et le linge.

**

La Commission de la Défense Nationale tout en admirant le travail effectué, les résultats obtenus et l'utilité de l'usine, émet cependant l'avis que *la désinfection se fait dans des locaux malsains et que les conditions d'hygiène pour le travail des ouvriers ne sont pas ce qu'elles devraient être.* Il est flagrant que les ouvrières employées au décatissage, notamment, travaillent dans de très mauvaises conditions.

J'ai expliqué plus haut, les circonstances dans lesquelles l'Armée avait dû prendre hâtivement, en 1919, possession de l'Usine.

La Commission a constaté que des améliorations avaient été apportées aux installations : on a récemment installé des ventilateurs électriques dans la salle de décatissage. Mais cette amélioration n'est que transitoire puisque tous les baraquements actuels — qui sont d'ailleurs ceux de la guerre, et qui sont arrivés à un degré complet de vétusté — vont être remplacés par des constructions en matériaux durs.

Si ce travail s'exécute comme le Département en a, paraît-il, l'intention ces constructions nouvelles permettront de mieux coordonner les diverses phases des opérations et de donner au personnel des locaux plus spacieux et mieux aérés. C'est indispensable.

La Commission de la Défense Nationale s'est émue, en effet, de l'état des baraquements en bois (d'une capacité d'environ 5,000 m. c.) remplis d'effets et d'objets attendant leur traitement. Ces baraquements sont à peine éclairés. Ils sont une proie facile pour l'incendie contre lequel on est à peine protégé. Il n'y a pas d'éclairage électrique; des lampes-Tempête constituent en réalité

tout l'éclairage et dans des conditions, le travail de dénombrement et de triage devient pénible, surtout pendant la période d'hiver dans les baraquements.

La Commission attire l'attention du Département de la Défense Nationale sur l'état de la machine à vapeur produisant force motrice, etc.

Cette machine semble ne plus être à même de fournir le travail qu'on lui impose. Elle fonctionne dans de mauvaises conditions et peut devenir un danger.

L'Usine produit elle-même son électricité pour le bâtiment en briques : mais la Commission a cru remarquer que l'installation de l'éclairage en cet endroit n'est même pas sous tubes et qu'elle offre donc de sérieux dangers d'incendie.

Il y aurait lieu, semble-t-il, de s'occuper d'urgence de ces détails.

*
**

La Commission a vu un lot de besaces qui devaient passer par la cuve à désinfecter et elle s'est étonnée que des besaces, qui semblaient à peu près neuves, allaient subir le traitement des effets usagés.

En réalité ces besaces n'étaient pas envoyées à la désinfection, mais à une vérification sommaire.

La Commission de l'Armée signale qu'il n'y a pas d'eau potable à l'usine même. L'eau nécessaire à la préparation des repas doit être prise journellement par une corvée, à deux ou trois cents mètres plus loin de l'usine.

C'est une lacune grave à laquelle la Commission estime qu'il doit être porté remède sans retard.

Il n'y a pas de bains-douches, ce qui est regrettable aussi, dans une usine où les ouvriers et les soldats sont occupés à des travaux particulièrement salissants.

La question des dangers d'incendie a préoccupé la Commission de l'Armée : les baraquements en bois renferment des objets à traiter pour une vingtaine de millions de francs. Leur protection est totalement insuffisante. L'Usine n'a pas un service de garde et de surveillance suffisant en dehors des heures de travail, car seuls, des soldats assurent la garde de l'usine et ces hommes sont peu nombreux.

Il y aurait lieu de prendre des mesures complètes de sécurité et de protection.

La Commission a interrogé les ouvrières occupées à l'usine. Elles se sont déclarées satisfaites de leur sort, et de leurs salaires, et elles n'ont fait entendre aucune réclamation.

Le personnel ouvrier de l'usine est régi par un barème gouvernemental, à l'exception de 60 apprenties engagées à titre temporaire pour dégorger le trop-plein de l'atelier de couture. Ces apprenties sont payées au salaire régional. Il est à constater que ce barème est supérieur au barème régional, lequel a pu être appliqué à des services de création récente, telle la fabrication de vêtements militaires.

Ci-après le barème appliqué à l'usine de réparations :

Désignation	Nombre	Salaire journalier	
		minimum	maximum
<i>Personnel masculin.</i>			
Mécanicien	1	31,20	40,80
Chauffeur	1	31,20	39,60
Machiniste	1	31,20	37,60
<i>Personnel féminin.</i>			
Surveillante en chef	1	25,40	36,72
Journalières spécialisées	160	23,00	26,20

En outre du salaire ci-dessus, il est attribué une partie mobile selon les variations de l'index-number.

Cette partie mobile est de 15 centimes à l'heure pour la première tranche de 30 points à partir de l'index 501 et de 10 centimes à l'heure pour les tranches suivantes.

Pour le mois de décembre 1927, l'index est à l'étiage 804. Il s'ensuit que le supplément de vie chère est de fr. 1.15 centimes l'heure.

Quant aux augmentations intercalaires entre les minimum et les maximum prévus au barème, elles sont accordées quand les ouvrières ont acquis une connaissance suffisante de leur métier et que leur rendement est bon.

D'après le règlement, on peut augmenter les apprenties et les demi-ouvrières tous les quinze jours, les ouvrières qualifiées, tous les six mois et les journalières non spécialisées, tous les trois ans.

Le personnel de l'usine bénéficie aussi des indemnités familiales.

Comme le barème le montre, il n'y a que trois ouvriers à l'usine des réparations.

Ces hommes sont uniquement employés à la salle des machines. Leur séparation d'avec le personnel féminin est réalisée en fait.

Le personnel des établissements de l'intendance est admis aux soins médicaux de l'Armée, à condition qu'il consente à la retenue de un demi pour cent sur son salaire.

CONCLUSIONS : L'usine est d'une incontestable et absolue nécessité et rend à l'Armée les plus grands services. Elle est indispensable et fait faire à l'Etat d'incalculables économies.

Elle est parfaitement dirigée, avec discipline et méthode.

L'ordre y règne, malgré le très mauvais agencement des locaux et les déplorable conditions de travail.

On peut dire que l'Intendance a tiré le meilleur parti des vieux bâtiments qu'elle avait trouvé à un moment particulièrement difficile où il fallait aller vite et se mettre d'urgence au travail.

Mais la Commission de l'Armée émet les vœux suivants :

- « Que l'installation existante soit remplacée par une installation moderne » mieux appropriée aux exigences du travail.
- » Que les dangers d'incendie soient supprimés et que la protection de l'usine » soit assurée dans toutes ses parties.
- » Que l'eau potable y soit amenée partout.
- » Qu'un raccordement soit établi avec le chemin de fer de façon à supprimer une » manutention longue, compliquée, difficile, fatigante et coûteuse.
- » Que l'établissement soit relié au téléphone.

» Que l'éclairage électrique soit établi sans retard dans tous les baraquements
» où il n'existe pas et vérifié là où il existe actuellement. »

Le 20 septembre 1927.

Le Rapporteur,

P. DE BURLET.

Le Président,

Maurice PIRMEZ.

ANNEXE III.

CAMP D'EISENBORN.

(Visite du 22 septembre 1927.)

RAPPORT

présenté par M. HOEN.

Sous la conduite de M. le Président Pirmez, MM. Van den Corput, Missiaen, Fieullien et Hoen, ont visité le Camp d'Eisenborn, le jeudi 22 septembre 1927.

Les autorités militaires du camp et les chefs de troupes en manœuvres à Eisenborn reçurent excellentement la Commission de l'Armée et mirent tout l'empressement utile à la piloter et lui fournir, en toutes choses, les précisions sollicitées.

Dès l'entrée, on a l'impression qu'un grand effort se continue pour améliorer l'aspect et la tenue du Camp, dont les abords, les routes et les filets d'eau sont dans le meilleur état. Cette impression se confirmera au cours de notre visite, qui ne nous fait émettre que quelques observations vraiment utiles :

1. Eisenborn ne dispose pas de réservoirs suffisants pour fournir l'eau aux soldats. On compte 30 litres par homme et 60 litres par cheval et par jour. Lorsque des contingents importants arrivent en période, les réservoirs ne suffisent pas à les alimenter. Il faut un réservoir en plus.

2. Il y a au Camp une salle de séchage des uniformes mouillés. Le coût de ce service fait qu'on ne l'utilise qu'à des jours fixes. La pluie, elle, ne choisit pas le jour du séchage pour tremper les hommes. Il est évident que le chef responsable doit pouvoir ici ordonner une utilisation déterminée par les intempéries et non par des règlements.

3. Une mesure malheureuse a été prise par l'autorité militaire. Le cinéma est supprimé. Plus de 2,500 hommes sont au Camp en ce moment : ils ne possèdent aucune distraction. Si l'on veut tenir compte que la bibliothèque est aussi disparue, on admettra que tout a été fait pour aboutir à un ennui dangereux auquel il faut parer.

Nous voilà loin des excellentes dispositions contenues dans la réponse du Cabinet (n° 28. 44. S. 2. en date du 6 février 1923) à notre rapport de la visite du 5 septembre 1922 au Camp d'Eisenborn. Tout en écrivant qu'il ne pouvait être question, avant longtemps, de doter le Camp d'une salle de spectacle convenable

pour les troupes, le souci de fournir aux soldats de passage au Camp une distraction saine et agréable, amènerait la D. I. M. à faire procéder, au cours de l'année 1923, dans ce camp, à des séances de cinéma en plein air. Lors de notre visite du 22 octobre 1924, nous constatâmes que le cinéma fonctionnait dans de bonnes conditions et, que de temps à autre, il était utilisé pour la propagande auprès des populations environnantes, invitées au spectacle.

A l'heure actuelle, plus rien de tout cela ne subsiste. C'est regrettable. Il serait utile de se préoccuper sérieusement de cette situation. Pour nombre de raisons, il importe de dissiper l'ennui des soldats à Elsenborn en parant à la recherche ailleurs de distractions peu rassurantes.

4. Nous avons examiné le couchage des soldats. Les lits superposés sont encore en usage. A nos observations, il fut répondu que l'espace abrité était insuffisant pour envisager, à l'heure actuelle, l'utilisation d'un autre matériel.

Nous avons constaté que dans un magasin se trouvaient des objets de literies, notamment des paillasses, qui ne devraient plus être mises en usage tellement elles étaient souillées. Cette situation est d'autant plus déplorables que dans un magasin proche, il y avait 3,000 paillasses en bon état dont on peut immédiatement faire usage.

5. Les cuisines sont propres. Les hommes le sont moins. Je parle évidemment de leur tenue et non des soins qu'ils apportent à la préparation des repas. La soupe était bonne et consistante. C'est ici l'organisation du travail en série. Chacune des cuisines a son affectation particulière dans la cuisson des aliments. Il en résulte un transport intensif qui étonne à première vue.

6. La boulangerie fonctionne tout à fait bien. Nous y avons trouvé un matériel propre, particulièrement bien soigné. Les soldats qui y sont occupés ont bonne tenue et un entrain de bon aloi. On sent ici une direction vigilante qui a su utiliser les hommes suivant leurs aptitudes. Le caporal qui mène cette équipe obtient avec un four déjà ancien, le grand maximum de production. Le pain est de bonne qualité et bien cuit. Il y a lieu de souligner le parfait fonctionnement de ce service essentiel et d'en exprimer notre unanime satisfaction.

7. Nous avons visité l'infirmerie, la salle d'opération, la pharmacie et les locaux y attendant. L'état sanitaire au Camp est rassurant. Peu de malades, peu d'exemptés et les hommes alités ne sont atteints que d'affections peu graves ne nécessitant pas leur évacuation sur les hopitaux militaires.

Deux observations :

Ne serait-il pas possible d'attacher à la pharmacie un aide-pharmacien diplômé, permanent? Faire un choix judicieux de la viande destinée aux services de l'infirmerie?

En ce qui concerne les locaux, nous exprimons le désir de voir ces services constituer un ensemble bien mis au point. Le magasin des effets déposés, la salle des produits, thés et pansements, de même que le service actuellement au Krankenhaus, devraient être concentrés dans une construction définitive.

Nous sommes entrés dans certains baraquements dont le parquet s'effondre, un autre était assuré de l'extérieur par des étais, pour éviter l'écroulement.

8. Nous rappellerons pour finir, la nécessité de veiller au chauffage des salles et de tenir compte, lors de la distribution du charbon, de la rude température de ces régions.

Le Rapporteur,

Jules HOEN.

Le Président,

Maurice PIRMEZ.

DEPOT DIVISIONNAIRE DE GEMBOUX.

(Visite du 20 octobre 1927.)

RAPPORT

présenté par M. FIEULLIEN.

Présents : MM. Pirmez, président, Mansart, Van den Corput, Hoen, Missiaen et Fieullien.

Le dépôt doit contenir l'équipement, l'armement, l'outillage et le matériel de campagne nécessaires à la D. I., composée de 3 régiments d'infanterie, 1 régiment d'artillerie, 1 bataillon de mitrailleurs, la batterie d'infanterie et éventuellement le C. T.

Les équipements individuels sont au grand complet. Les effets des hommes, vêtements, linge, chaussures, casques, sont pour la plupart à l'état neuf. Tous sont dans un excellent état de propreté et d'entretien ainsi que les fusils, les objets de toilette et le nécessaire des hommes. Les butins sont bien étiquetés et classés avec ordre et méthode.

Une seule remarque à faire : les lacets de cuir se trouvant dans les chaussures neuves sont de mauvaise qualité, ils se brisent au moindre effort.

En ce qui concerne l'armement, les munitions et le charroi, la quantité réglementaire se trouve loin d'être atteinte. Les mitrailleuses font défaut, il manque des voitures de transport et notamment des voitures, matériel du S. S., des ambulances légères et des voitures de peloton S. S.

L'outillage, les harnachements, le matériel de transport sont en très bon état d'entretien; le tout est rangé avec ordre et méthode.

Les chevaux ayant été supprimés, les camions, voitures, etc. ne peuvent guère être entraînés (si ce terme peut être employé), chose cependant très utile, sinon indispensable pour la conservation en bon état de marche du charroi. Il serait souhaitable de voir prendre des mesures pour remédier à cette lacune.

Les bâtiments ont été construits spécialement à l'usage de dépôt. Ils répondent très bien à cette destination. Les locaux sont d'un accès facile et permettront, en cas de mobilisation, d'équiper les hommes avec ordre et avec grande rapidité.

L'éclairage fait cependant encore défaut. On devrait, en cas de nécessité, se servir d'un éclairage de fortune. Les installations de l'éclairage électrique sont prévues, mais n'ont pu être faites jusqu'ici faute de crédits.

La Commission a été heureuse de constater la bonne tenue de ce dépôt. Elle souhaite que tous les dépôts puissent se trouver dans la même situation. Quand l'éclairage électrique sera installé et quand le matériel, l'armement, etc. auront été complétés, le dépôt de Gembloux pourra servir de modèle.

Le Rapporteur,

C. FIEULLIEN.

Le Président,

Maurice PIRMEZ.

ANNEXE V.

HOPITAL D'ANVERS

(Visite du 27 octobre 1927.)

RAPPORT

présenté par M. DE BURLET.

L'hôpital militaire d'Anvers est un modèle du genre. C'est une vaste construction moderne où de multiples services sont installés suivant les principes les plus récents de l'hygiène et du confort.

L'air et la lumière y sont distribués à profusion dans tous les bâtiments et pavillons. Le chauffage central est installé partout. Il règne dans cet établissement une atmosphère d'ordre et de discipline et l'organisation de tous les services y semble parfaite.

La Commission a parcouru les divers pavillons, les salles de malades, les salles d'opérations, la pharmacie, la radiographie, les cuisines, la buanderie, les salles d'observation et de détention et les réfectoires.

Les membres ont pu interroger les docteurs, les malades et en général tous les hospitalisés, comme aussi les infirmiers et le personnel attaché à l'hôpital. Ils ont pu se convaincre que personne n'avait de réclamation à formuler, que les malades se déclarent entourés des soins assidus les plus dévoués, qu'ils sont satisfaits et qu'ils n'ont que des éloges à adresser au dévouement des officiers, du corps médical, des infirmières religieuses et civiles et des infirmiers militaires.

L'hôpital militaire est un des hôpitaux les mieux montés de Belgique : les services y sont multiples. On y trouve, en effet, parfaitement organisés et pourvus du matériel le plus moderne :

Une clinique ophtalmologique ;

Un service d'oto-rhino-laryngologie ;

Un service de médecine interne ;

La chirurgie ;

Le traitement des maladies de la peau ;

Le service de vénériologie ;

Les services de radiographie (R. X.) ;

Un laboratoire de bactériologie et de chimie ;

Un service dentaire ;

Et enfin, un service spécial pour maladies nerveuses, etc., etc.

C'est en somme, je le répète, un des hôpitaux militaires belges modèles, dans lequel se concentrent tous les services à même de donner les soins les plus complets aux malades atteints des affections les plus diverses.

**

La Commission de la Défense Nationale a pu constater pendant la visite pro-

longée qu'elle a faite à l'hôpital militaire d'Anvers, le remarquable fonctionnement de tous les services. Il y avait en traitement, à la date du 27 octobre :

- 179 militaires;
- 12 ouvriers du chemin de fer;
- 4 invalides;
- 27 miliciens en observation;
- 4 détenus civils;
- 1 soldat étranger;
- 1 agent des prisons;

et plusieurs femmes de militaires.

Le service de la radiographie est fort bien organisé et donne toute satisfaction. La Commission a pu se rendre compte des résultats concluants obtenus par cet organisme.

La mécanothérapie est très complète aussi et dispose d'appareils modernes tout à fait intéressants. Ce service fonctionne sous la direction du Colonel Wafelaer, un savant spécialiste.

La Commission a pu se rendre compte, là, comme partout ailleurs, dans l'hôpital, qu'il serait hautement désirable que l'Armée possédât des infirmiers permanents, des ouvriers militarisés qui feraient carrière dans les hôpitaux et qu'il y ait moins de soldats infirmiers miliciens dont les services, très dévoués d'ailleurs, ne peuvent égaler ceux d'infirmiers rompus aux délicates fonctions qu'on est en droit de réclamer de leur zèle et de leur intelligente collaboration.

Le soldat infirmier milicien passe trop peu de temps dans les hôpitaux pour donner les garanties d'expérience et de savoir.

Il y a, à l'hôpital militaire d'Anvers, une quarantaine de soldats de tous âges rengagés, sur un personnel d'environ 120 hommes.

C'est trop peu et les divers services doivent en souffrir.

Les infirmiers n'arrivent pas des régiments. Ils entrent directement comme miliciens à l'hôpital où il faut leur donner l'instruction militaire parallèlement à une instruction rudimentaire de brancardiers. Pendant cette période d'instruction, qui dure deux mois et demi, on ne peut leur demander aucun service utile d'hôpital proprement dit. C'est donc pour l'hôpital militaire un personnel indisponible et inutile.

Les hôpitaux devraient ne recevoir que des hommes instruits pouvant commencer, dès leur arrivée, le service spécial pour lequel ils sont appelés. Sur les 120 hommes cités plus haut, 40 soldats infirmiers devront être versés dans divers régiments (infirmérie) ou à la pharmacie centrale de l'armée comme infirmiers régimentaires où ils aideront les docteurs dans l'application journalière de remèdes et de pansements courants.

Et, puisque je parle du personnel, qu'il me soit permis de signaler l'admirable dévouement des 16 sœurs hospitalières et des 3 infirmières militaires laïques permanentes qui, de jour et de nuit, se consacrent avec une abnégation totale aux malades et aux blessés. Mais il faut cependant noter en passant l'anomalie qu'il y a, à mon sens, à conserver ces deux catégories d'infirmières dans le même hôpital alors que d'autres villes, comme Bruxelles par exemple, possèdent le plus grand nombre d'infirmières militaires-laïques dont l'éloge n'est plus à faire. Les soldats se souviendront toujours de leur héroïsme et de leur abnégation durant la guerre et depuis l'armistice. Il y aurait lieu d'examiner *peut-être* s'il ne vaudrait pas mieux séparer ces différents services également dévoués et utiles,

grouper les infirmières laïques dans un service et les infirmières religieuses dans d'autres.

L'entente entre ces dévouées servantes de nos malades est parfaite, c'est incontestable, chacune ayant le même désir de soulager nos soldats et ayant aussi un égal dévouement. Mais il serait logique de ne pas compliquer les situations en maintenant groupées ces deux catégories d'aides précieuses.

Pour terminer ces observations rapides, il semble qu'il y aurait lieu de voir généraliser les infirmiers permanents — soldats rengagés — restant à poste fixe et pendant de longues années, attachés à ce service qui réclame de multiples qualités, de sérieuses garanties professionnelles, morales et physiques et de l'expérience.

Aujourd'hui, on impose trop de corvées aux soldats infirmiers. Trop de gardes, suivies réglementairement du repos nécessaire, diminuent considérablement le rendement du personnel.

Les congés du dimanche (fort compréhensibles dans les régiments et les autres services de l'armée) sont nuisibles au service des hôpitaux. Les malades en pâtissent fatalement du samedi au lundi et le travail des infirmiers restant en service en est fortement alourdi.

Il est remarquable qu'avec le peu de personnel dont l'hôpital militaire d'Anvers dispose, les services soient aussi parfaitement organisés, les immenses locaux aussi merveilleusement entretenus, la propreté aussi rigoureuse et l'ordre aussi strict.

C'est incontestablement à la vigilance, à l'énergie bienveillante, à la surveillance active et constante de l'officier gestionnaire actuel, le Com^e Schmidt, que l'on doit ce état de choses. Il accomplit sa lourde tâche avec l'énergie souriante d'un officier qui aime les hommes, qui a de l'amour propre, et qui, exigeant pour lui-même, peut l'être pour les autres.

*
**

Les tuberculeux sont l'objet de soins particuliers. Ils sont isolés dans des pavillons spéciaux et ils reçoivent une suralimentation abondante et de choix. Ils se déclarent parfaitement traités et ils refusent presque tous d'être envoyés dans des sanatoriums avant la liquidation de leur situation militaire ou de la solution prise en leur faveur par le Département de la Défense Nationale.

L'Hôpital militaire d'Anvers ne les propose pour la réforme que sur leur demande expresse.

Les médecins s'attachent surtout à les guérir complètement à l'hôpital même.

*
**

Les maladies mentales sont simplement *observées* à l'hôpital militaire d'Anvers : elles étaient jadis traitées à Malines.

Ce service est unique dans les hôpitaux militaires belges.

Trois médecins spécialistes y sont attachés et ne s'occupent que de l'*observation* des malades qui leur sont confiés.

C'est à Anvers qu'on examine la responsabilité des malades nerveux et qu'on décide de la nécessité de leur collocation dans les établissements spéciaux.

*
**

La médecine interne s'exerce dans des locaux fort judicieusement organisés. Les salles de visites sont parfaites.

Les bureaux de recrutement devraient posséder, tous, des dispositions semblables pour l'examen médical des miliciens.

*
**

Le quartier des femmes est bien entretenu. Il abrite quelques épouses d'officiers et de soldats en traitement pour affections variées.

*
**

Le service dentaire est assuré par des spécialistes civils agréés. Il est tout à fait moderne et comporte tous les instruments indispensables à la prothèse nouvelle.

*
**

Les cuisines sont en parfait état.

La Commission a pu se rendre compte des soins spéciaux apportés à la nourriture des malades et du personnel.

Les hommes interrogés au réfectoire n'ont formulé aucune réclamation quelconque.

*
**

L'Hôpital militaire d'Anvers est dirigé par un colonel médecin dont la Commission a admiré l'esprit d'organisation et toute la bienveillance. Il est aidé par des médecins dévoués qui collaborent avec lui en étroite union au soulagement de nos soldats et à la bonne marche de cet établissement modèle.

. . .

La Commission de la Défense nationale a désiré examiner de près le fonctionnement de la Commission provinciale des pensions d'invalidité.

Cette Commission siège trois fois par semaine.

Elle examine en moyenne de 15 à 20 cas par séance.

Elle siège de 9 heures à 13 heures.

L'étude des dossiers se fait avec soin la veille des séances par les membres de la Commission qui sont donc parfaitement au courant des conditions exactes dans lesquelles les intéressés se présenteront devant eux.

Plusieurs docteurs sont attachés à cette Commission.

Le Président. — Le général Remes interroge les intéressés avec la plus grande bienveillance, en flamand ou en français. Il écoute avec patience leurs réponses et leur fait les objections que la loi lui dicte.

L'homme peut être accompagné d'un avocat qui est autorisé à défendre son cas. De plus, un délégué de la Fédération Nationale des Invalides siège en permanence à côté de la Commission, émet ses objections, discute avec les membres et m'a déclaré — répondant à une question que je lui posais — que les opérations se passent avec une parfaite régularité et que tous les membres de la commission ne cessent de faire preuve des sentiments les plus larges d'humanité tout en appliquant strictement les termes des lois en vigueur.

Ce représentant de la F. N. I. fait un rapport sur chaque cas. Ce rapport est joint au rapport de la Commission provinciale et est envoyé avec les dossiers à la Commission supérieure d'Appel.

Il y avait — au 9 octobre — environ 1,600 demandes à examiner. Il n'est pas possible de dire approximativement combien de demandes d'invalidité parviendront encore à la Commission provinciale d'Anvers avant le 31 décembre 1928 — date extrême fixée par la Loi de 1927 pour l'introduction des demandes de visite pour invalidité ou aggravation d'invalidité.

La Commission provinciale n'a été créée qu'en octobre 1927. Avant son fonctionnement, les intéressés devaient se présenter à Bruxelles devant la Commission n° 1. La création de la Commission provinciale d'Anvers est une amélioration notable : elle facilite les déplacements des anciens combattants, leur évite une perte de temps et des frais considérables et hâte les opérations.

Celles-ci, hélas ! sont longues et difficiles.

Les dossiers de chaque postulant sont envoyés à la Commission par le Département de la Défense Nationale qui les a établis aussi complets que possible.

Mais il faut reconnaître que ces dossiers sont trop souvent insuffisants. S'ils étaient mieux présentés à la Commission provinciale, il y aurait accélération du travail, et l'examen des intéressés ne donnerait plus lieu, à un flot de questions auxquelles ils doivent répondre avec précision. Souvent il y a lieu de vérifier les affirmations... douteuses.

La Commission a le devoir de s'entourer de toutes les garanties désirables.

Et c'est là seulement qu'il faut trouver la cause des retards dont se plaignent tant d'anciens combattants en instance de pension pour invalidité.

Je cite tout spécialement les demandes introduites par d'anciens combattants faits prisonniers et envoyés en Allemagne. Il faut rechercher là-bas les lazarets, les camps de concentration, les hôpitaux dans lesquels ils ont été soignés.

Certes, les renseignements finissent par arriver par l'entremise de la Légation belge à Berlin, mais ils sont trop souvent imprécis et fatalement incomplets, ce qui provoque des recherches complémentaires, une longue perte de temps et en fin de compte, l'énervement et les réclamations des intéressés.

Il est démontré aujourd'hui que si les dossiers parvenaient au Ministère de la Défense Nationale, aux Commissions provinciales plus précis et plus complets, le travail avancerait avec infiniment plus de rapidité.

La visite médicale proprement dite se fait avec un soin tout particulier. Les hommes sont auscultés avec conscience. Mais la Commission de la Défense Nationale a pu se rendre compte des difficultés qu'éprouvent les docteurs à découvrir si le mal invoqué date réellement des années de campagne. Dix ans bientôt se sont écoulés depuis l'armistice et il faut établir les droits de l'intéressé à la pension, conformément aux prescriptions des lois appliquées.

Une grande partie des affections invoquée par les anciens combattants consiste en bronchites, douleurs rhumatismales et affections des voies digestives. Il est difficile d'admettre qu'un homme ait attendu plus de neuf ans pour se plaindre de ces affections et pour introduire une demande de visite médicale. Or, la loi exige que l'intéressé prouve lui-même, par certificats médicaux ou par des témoignages irréfutables, qu'il avait été atteint des maladies qu'il signale *pendant sa présence sous les drapeaux durant la campagne 14-18*.

Après examen méticuleux des dossiers et examen médical sérieux, la décision de la Commission provinciale est signifiée à l'instant à l'intéressé qui l'accepte ou ne l'accepte pas.

Il signe le procès-verbal de la Commission ou il refuse de le signer, demandant alors à être envoyé à la Commission supérieure d'appel.

Dès lors, son dossier est renvoyé au Département de la Défense Nationale.

Il part de 250 à 300 dossiers par mois pour le Ministère.

En général, on se plaint de ce que l'homme réclamant contre la décision de la Commission provinciale n'est appelé devant la Commission d'appel que douze, treize ou quatorze mois après — et même plus tard encore.

L'homme qui accepte la décision provinciale doit, lui-même, attendre six, sept et même dix mois la signification définitive de la décision par le Département de la Défense Nationale.

De toutes parts, nous entendons journellement affirmer que des demandes introduites en 1925 sont encore sans solution aujourd'hui.

Il est absolument certain que ces retards pénibles ne sont pas imputables aux commissions provinciales, mais qu'il faut en rechercher les causes dans la négligence apportée par les intéressés mêmes à la confection de leurs dossiers et dans leur ignorance des prescriptions formelles de la loi.

La Commission de la Défense Nationale émet cependant l'avis que la Commission supérieure d'appel devrait activer ses travaux et faire un effort nouveau pour hâter les solutions attendues.

Il y aurait peut-être lieu de doubler ou de tripler la chambre d'appel. La question est à examiner d'urgence.

On objectera, et non sans raison, qu'il peut y avoir danger à multiplier les chambres d'appel pour la raison qu'une commission pourrait se montrer plus sévère que l'autre et que l'égalité des jugements ne serait plus la même pour tous les postulants. Mais quand on a vu avec quelle conscience et quelle méticulosité opèrent les commissions, il n'y a pas lieu d'exagérer les dangers d'un dédoublement éventuel.

Le Rapporteur,

P. DE BURLET.

Le Président,

M. PIRMEZ.



(1)

(N° 101.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 FEBRUARI 1928.

Begrooting VAN HET MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING VOOR HET DIENSTJAAR 1928 (1).

Verslag

NAMENS DE COMMISSIE (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER de BURLET.

MIJNE HEEREN.

In tegenstelling met hare handelwijze van de vorige jaren, heeft de Bijzondere Commissie, belast met het onderzoek van de Begrooting van Landsverdediging, niet willen stilblijven bij een omstandig onderzoek van de verschillende hoofdstukken die, bovendien, verleden jaar zorgvuldig werden nagegaan en die weinig afwijken van deze van 1927.

De Begrooting voor 1928 wijst op eene vermeerdering van 46,755,317 frank voortvloeiende grootendeels :

Uit het feit dat het jaar 1928 een schrikkeljaar is;

Uit de algemeene prijsstijging van de grondstoffen, de doorlopende prijsstijging van de verwisselstukken die noodig zijn voor het onderhoud van het in dienst zijnde vliegmaterieel, en van de bevoorradingen over het algemeen ;

Uit de stijging van de prijzen der verbruiksartikelen, van olie en benzine ;

Uit de stijging van de prijzen der stoffen, leder, enz. ;

Uit de stijging van de loonen, van de jaarwedden en beroepsvergoedingen van de specialisten ;

En, ten slotte, uit de uitbreiding van de studiën en proeven van den dienst voor bescherming tegen de gassen.

(1) Begrooting, n° 4^{xiii}.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Pirmez, bestond uit :

1) de leden van de Commissie voor de Landsverdediging : de heeren Pirmez, voorzitter ; Berloz, March, ondervoorzitters ; Ernest, Piero en Van Hoeck, secretarissen ; Buyl, de Burlet, de Gérardon, Delacollette, Devèze, Fieullien, Goffaux, Hoen, Mansaert, Mathieu, Missiaen, Pouillet, Samyn, Theelen, Vandemeulebroucke, Vanden Corput.

2) uit zes leden door de afdeelingen benoemd : de heeren Verachtert, Houssiaux, Mernier, Schaetzen, Herbert, Somerhausen.

Naar het schijnt, is er een belangrijk feit dat verklaart waarom de Bijzondere Commissie een vlugger onderzoek heeft gedaan over de Begrooting van 1928.

Inderdaad, de herinrichting van het leger, de tegenwoordige toestand van de bewapening, van den legertrain en van de munitie, de grensversterking, de vermindering van den diensttijd, het vraagstuk van de gewestelijke aanwerving en het gebruik van de talen, de moderniseering van de methodes met alles wat zij aan verbeteringen vergt, — en ook de uitgaven — worden op dit oogenblik grondig onderzocht door de Gemengde Militaire Commissie.

Om te gemoet te komen aan het verlangen van de gansche Natie en, meer in 't bijzonder, van onze Collega's uit den Senaat en de Kamer der Volksvertegenwoordigers, heeft men besloten aan hare werkzaamheden de ruimste openbaarmaking te geven.

Dienvolgens, zullen wij weldra de gelegenheid hebben, daar wij op de hoogte gehouden worden van de kleinste bijzonderheden der aan den gang zijnde studiën, in het Parlement de ontwerpen van militaire reorganisatie, die aan de Regeering zullen voorgelegd worden, te bespreken.

Bovendien, met kennis te nemen van de zoo categorieke als klare uiteenzettingen van Generaal Galet, hoofd van den Staf, hebt gij reeds het antwoord gekregen op vele vragen die gij hebt gesteld bij het onderzoek van de Begrooting voor 1928. Onder deze wijs ik terloops op de volgende :

De werkelijke toestand van de Landsverdediging, van de bewapening, den legertrain, de munities, de vestingen, den vliegdiensl en de stormwagens evenals alles wat betrekking heeft op de mobilisatie, de voorziene kleeding en op de reserves van allen aard.

Uw verslaggever meent dus dat, dit jaar, het verslag over de Begrooting van 1928 kan ingekort worden, en hij zal beknopt een paar punten behandelen waarop ge in 't bijzonder uw aandacht hebt gevestigd en die waarschijnlijk bij de gedachtenwisselingen in de Gemengde Militaire Commissie niet zullen ter sprake komen.

Ik voeg er nog bij, dat de leden van uwe Bijzondere Commissie ruimschoots de taak van uw verslaggever hebben verlicht, daar hem zeer weinig vragen werden voorgelegd ondanks de beslissing die werd getroffen bij het onderzoek van de Begrooting.

Een punt scheen nochtans aan al de leden van de Bijzondere Commissie belang in te boezemen, hetgeen waarschijnlijk ook het geval zal zijn bij al de leden van het Parlement, namelijk het punt der betrekking heeft op de Provinciale Invaliditeitscommissiën en op de Hoogere Commissie van Beroep.

De Bijzondere Commissie heeft nadere inlichtingen gevraagd over hare werking, over de moeilijkheden die zij ontmoetten en die soms de vervulling van hare taak vertragen, en over de uitslagen die zij hadden bereikt van af den aanvang harer werking tot op heden.

Uw Verslaggever denkt niet beter te kunnen doen dan U den brief van den Minister van Landsverdediging aan den heer Pirmez, voorzitter van de Legercommissie, voor oogen te leggen, samen met de erbij gevoegde omstandige nota :

Brussel, 18 Januari 1928.

» WAARDE VOORZITTER,

» Hierbij heb ik de eer U eene nota over te maken, die het antwoord geeft op de opmerkingen betreffende de werking van de pensioencommissiën welke ik vind

in het verslag van den heer de Burlet, na het bezoek aan het militaire gasthuis van Antwerpen door de Commissie voor de Landsverdediging.

» Gij zult kunnen vaststellen dat de verschillende aanschaalde punten niet aan mijne aandacht waren ontsnapt en dat pas maatregelen waren getroffen of onderzocht werden op het oogenblik van dit bezoek. Ik meen dienvolgens dat alvorens [het onderzoek over de werking van de pensioencommissiën te hervatten, men moet wachten tot wij de uitslagen van de nienwe inrichting dezer diensten kennen.

» Ik bied U, Mijnheer de Voorzitter, de betuiging mijner hoogachting.

Get. BROQUEVILLE.

I. — Het verslag zegt dat de dossiers, door het Departement overgemaakt aan de C.P.P.M.I., al te dikwijls onvoldoende zijn, dat — indien zij zorgvuldiger aan de Provinciale Commissie werden overgemaakt —, er vlugger zou gewerkt worden en het besluit :

Het is thans bewezen dat, zoo de dossiers van het Ministerie van Landsverdediging bij de provinciale commissiën nauwkeuriger en vollediger toekwamen, het werk oneindig veel vlugger zou vorderen.

Antwoord. — Men dient vooreest op te merken dat, op grond van de Koninklijke besluiten die, in uitvoering van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen, de proceduur regelen die moet gevolgd worden voor het onderzoek der aanvragen tot invaliditeitspensioen, het altijd de taak is geweest van de provinciale commissiën de volledige dossiers van de aanvragers op te maken, nadat het Departement hun de aanvraag van den belanghebbende heeft overgemaakt. Evenwel, zoolang de omstandigheden het toelieten, heeft de Dienst voor de Pensioenen getracht zelf de bijzonderste gegevens van het dossier bijeen te brengen alvorens ze aan de Commissiën over te maken.

Sedert begin 1927, heeft die Dienst zich echter moeten houden aan de regelmatige proceduur om wille der volgende grondige redenen :

1° Bij beslissing van de Regeering, zijn al de tijdelijke bedienden afgedankt in den loop van het tweede semester 1926.

De Dienst voor de Pensioenen heeft dienvolgens zijn personeel moeten vermindern, en het personeel waar het over beschikt is nauwelijks voldoende om enkel het werk af te doen dat normaal en geregeld tot zijn taak behoort ;

2° De termijnen voor het indienen van aanvragen tot invaliditeitspensioen werden onder sommige voorwaarden verlengd ;

a) Van 24 Mei 1925 tot 23 Mei 1927, bij Koninklijk besluit van 13 Mei 1925 ;

b) Tot 31 December 1928, door de wet van 25 Juli 1927.

Deze verlengingen hebben een hoop nieuwe aanvragen doen binnenkomen, die alle vooruitzichten hebben overtroffen, zooals navolgende cijfers bewijzen :

Getal aanvragen ontvangen bij toepassing van het Koninklijk besluit van 13 Mei 1925 : 27,737.

Getal aanvragen ontvangen op 31 December, bij toepassing van de wet van 25 Juli 1927, met inbegrip van deze welke inkwamen tusschen 24 Mei 1927 en het van kracht worden van voornoemde wet, en die aan de aanvragers moesten teruggezonden worden opdat zij zich zouden gedragen naar de voorziene nieuwe wetsbepalingen : 7,698.

27,737

7,698

Te zamen.

 35,435

Het is bovendien juist in de laatste maanden van den termijn, toegestaan door het Koninklijk besluit van 13 Mei 1925, dat het grootste deel van de 27,737 hooger voornoemde aanvragen, met duizenden per maand, bij den Dienst van de Pensioenen zijn toegekomen.

Tegenover dien vloed van aanvragen, kon de Dienst natuurlijk niet op zich nemen zelf op volledige wijze de dossiers samen te stellen alvorens ze aan de Commissiën over te maken. Zoo dit werk in het Departement ware gecentraliseerd geweest, zou dit een talrijk hulppersoneel hebben noodig gehad, en een langen tijd om door eigen middelen zoo wat 25,000 tot 30,000 dossiers samen te stellen.

Het was noodig het werk te verdeelen en te decentraliseeren evenals het ook onvermijdelijk was het getal provinciale commissiën te verhoogen. Het Departement kon zich enkel gelasten met de aanvragen in ontvangst te nemen; zich verder vergewissen of de aanvragen de vereischten van *ontvankelijkheid* vervulden; de belanghebbenden verzoeken de noodige stukken bij de aanvraag te voegen om deze dan over te maken aan de bevoegde C. P. P. M. I.

Deze commissiën moesten dan, ieder volgens hare bevoegdheid, de dossiers in regel brengen ten einde te kunnen beslissen volgens de wetsbepalingen en reglementen.

Bij Koninklijk besluit van 18 Augustus 1927, werden twee nieuwe C.P.P.M.I. opgericht, eene te Antwerpen en eene te Namen; zij begonnen te werken den 1^o October 1927.

Bij Koninklijk besluit van 12 December 1927, werd een tweede C.P.P.M.I. te Luik opgericht, die begon te werken van af 1 Februari 1928.

Zeven provinciale commissiën, opgericht in de militaire hospitalen die volkomen toegerust zijn voor het geneeskundig onderzoek (Brussel, Antwerpen, Luik, Gent en Namen) zullen dus in werking zijn.

Opdat deze Commissiën zich volkomen kunnen toewijden aan hunne zware taak, werd bij Koninklijk besluit van 21 December 1927 aan deze Commissiën — die eene *juridische zending* hebben (beslissen over het recht op pensioen) en eene *bestuurszending* (de dossiers samenstellen) — toegevoegd :

1^o Officieren en militaire geneesheeren die *bestendig* en *uitsluitend* de taak vervullen van voorzitter of lid ;

2^o een bestendig secretariaat met het vereischte personeel officieren en onder-officieren.

Dankzij deze maatregelen, zal het werk der provinciale commissiën bespoedigd worden, in zoo verre dat ieder 350 tot 400 dossiers per maand zal kunnen afhandelen, hetgeen 30,000 beteekent per jaar voor alle te zamen.

Om het onderzoek der dossiers te vergemakkelijken, met inachtneming bovendien van de wetsbepalingen, werden aan de commissiën de *notice* en de modellen voor *bijzondere verslagen* overhandigd, die betrekking hebben op het Koninklijk besluit van 13 Mei 1925 en op de wet van 25 Juli 1927.

II. — Na vermeld te hebben dat de werkzaamheden van de C. P. P. M. I. lang en moeilijk zijn, wijst het verslag vooral er op dat het zoo moeilijk is in Duitschland geneeskundige getuigschriften te bekomen voor gewezen krijgsgevangenen.

Antwoord. — Naarmate de oorlog verder achter den rug ligt, zijnde het tijdstip waarop de ziekte haar ontstaan moet vinden om recht te geven op pensioen, moeten de commissiën noodzakelijkerwijs meer onzichtiger zijn in het beoor-

deelen der getuigschriften of andere bewijzen welke de aanvragers voorbrengen. Nu, ondanks de aanbevelingen en aanduidingen door het Departement of door de commissiën aan de aanvragers verstrekt, leveren dezen in vele gevallen slechts onvoldoende stukken; bovendien is er soms vertraging in het voorbrengen der hun gevraagde aanvullende inlichtingen, zonder dewelke het pensioen met kennis van zaken niet kan worden verleend.

Voor de gewezen krijgsgevangenen, is het voldoende dat zij de hospitalen vermelden, ziekenhuizen of lazarets waar zij in behandeling zijn geweest en het tijdstip van deze behandeling of van de in Duitschland gekregen zorgen. Dan wordt een onderzoek ingesteld naar de juistheid van de beweringen, hetgeen soms veel tijd vraagt. Onlangs echter werd het archief van den Belgischen centralen dienst voor krijgsgevangenen overgebracht naar een dienst van het Departement van Financiën (Dienst voor de krijgsgevangenen — Officieel bureel voor inlichting en onderstand, 27, Ursulinenstraat) waar de commissiën zich rechtstreeks kunnen wenden en ten spoedigste de vereischte inlichtingen bekomen.

Anderzijds, kunnen de gewezen krijgsgevangenen, bij gebrek aan andere bewijzen, het getuigenis inroepen van geloofwaardige personen.

III. — Hij die de beslissing der Provinciale Commissie aanneemt, moet soms zes, zeven, ja zelfs tien maanden wachten op de definitieve kennisgeving van de beslissing door het Departement van Landsverdediging genomen.

ANTWOORD. — Vooreerst, dient men in aanmerking te nemen dat de dossiers slechts gemiddeld twee of drie weken na de beslissing van de Commissie bij het Departement toekomen. Het Bestuur der Pensioenen moet dan het dossier onderzoeken om te weten of de genomen beslissing overeenkomt met de wet en de reglementen en het toegekende pensioen door het Rekenhof kan worden goedgekeurd. Slechts na dit onderzoek, kan het Koninklijk besluit tot verleening worden opgesteld en de Nationale Kas voor oorlogspensioenen met de uitkeering belast. Wanneer de provinciale Commissie regelmatig kan beslissen, geschiedt deze betaling gewoonlijk binnen de drie maanden.

Doch het gebeurt dikwijls dat het dossier naar de Commissie moet terugkeeren voor sommige terechtwijzingen; anderzijds, moet de Dienst der Pensioenen al te vaak aan den belanghebbende ontbrekende stukken vragen die onontbeerlijk zijn om het bedrag van het pensioen en van den achterstal vast te stellen, zooals: uittreksel van geboorteakte, levensbewijs der kinderen beneden 18 jaar. En dan verloopt er noodzakelijkerwijs een zekere tijd alvorens het pensioen voorgoed kan worden toegekend en uitgekeerd.

De thans getroffen en bovenvermelde maatregelen waarbij een bestendig personeel aan de provinciale Commissiën wordt gehecht, laten eene merkelijke verbetering verhoppen in de *hoedanigheid* van het geleverde werk. Aldus zal een der voornaamste oorzaken verdwijnen van de vertraging in het uitvoeren van de genomen beslissingen.

IV. — De Commissie voor de Landsverdediging is van gevoelen, dat de Hooge Commissie van Beroep hare werkzaamheden zou moeten bespoedigen voor de achterstallige oplossingen. Misschien zou men twee of drie Kamers van Beroep kunnen inrichten. De vraag diende spoedig te worden onderzocht.

ANTWOORD. — De Hoogere Commissie van beroep houdt tegenwoordig tien

vergaderingen, elk van 3 uur, per week ; zij zetelt dus alle dagen, 's morgens en 's namiddags, behalve den Zaterdag.

Om tot dien uitslag te komen, heeft men aan den rechter, titelvoerenden voorzitter, vier rechters, ondervoorzitters, en aan ieder der titelvoerende leden, plaatsvervangende leden moeten toevoegen, opdat, door beurtwisseling, deze hooge rechtbank voortdurend zou kunnen zetelen.

Zij handelt, inderdaad, onder deze voorwaarden, en alleen, meer zaken af dan de twee vroegere Kamers samen, die gedurende een zekeren tijd afzonderlijk zetelden. Zij is dus practisch ontdubbeld zonder dat de ernstige nadeelen zich voordoen, die men vaststelde toen twee afzonderlijke Kamers zetelden, voor eene rechtbank die, krachtens de wet, *in laatsten aanleg* moet uitspraak doen.

Moesten, overigens, die nadeelen niet bestaan, dan zou men de bestaande commissie slechts kunnen ontdubbelen, op voorwaarde dat men over toegevoegde rechters kunne beschikken, die de functies van den voorzitter of den ondervoorzitter zouden waarnemen. Deze rechters ontbreken echter.

Het Departement streeft er naar de H. C. B. in ruimere lokalen onder te brengen, want zij beschikt thans over weinig plaats. Dan zal zij, twee- of drie-maal per week, twee gelijkijdige zittingen kunnen houden, hetzij 's morgens, hetzij 's namiddags. In plaats van tien vergaderingen van drie uren, zou zij er dan twaalf of dertien houden. Meer kan men niet doen.

Bovendien, moet aangestipt worden — en het verslag stelt dit vast — dat de provinciale commissiën, gewetensvol hunne taak vervullen.

Nochtans, wanneer zij een verzoek afwijzen, dan gaat de aanvrager, die geen enkel gevaar te vreezen heeft, gewoonlijk in beroep, aldus gebruik makende van een recht dat de wet hem toekent, zonder eenige beperking. Meestal is dit beroep niet gegrond en het is in dergelijk geval niet noodig dat dringend uitspraak gedaan worde. Doch de Commissie van beroep laat die zaken voorgaan die van speciaal aard zijn en een definitief en spoedig onderzoek vergen.

Is er overlast, dan moet de oorzaak hiervan gezocht worden in het groot getal van de aanvragen, ingediend door oudstrijders, en ook wegens het beroep van die wier eisch afgewezen werd in eersten aanleg, na een grondig onderzoek.

*
* * *

Laat toe aan uw verslaggever deze inlichtingen aan te vullen met de hierna volgende bijzonderheden.

Sommige leden hebben het getal willen kennen van de provinciale Commissiën.

Een Koninklijk besluit van 26 December 1919, n° 6463, had in de hoofdplaats van elke provincie, eene « Provinciale Commissie voor de Militaire Invaliditeitspensioenen » ingesteld.

Nochtans, werd krachtens een Koninklijk besluit van 27 April 1920, n° 17210, de Commissie die haar zetel moest hebben te Aarlen, niet opgericht, terwijl eene tweede Commissie werd ingesteld te Brussel.

Aanvankelijk bestonden dus :

1 Provinciale Commissie voor de Militaire Invaliditeitspensioenen, te Antwerpen.				
1	—	—	—	te Brugge.
2	—	—	—	te Brussel.
4	—	—	—	te Gent.
1	—	—	—	te Hasselt.

1 Provinciale Commissie voor de Militaire Invaliditeitspensioenen, te Luik.

1 — — — — te Bergen.

1 — — — — te Namen.

hetzij gezamenlijk 9 commissiën die begonnen te werken van af 15 Juni 1920.

Vier onder hen konden afgeschaft worden van af 1923, ten gevolge van de aanzienlijke verminderingen der zaken welke nog moesten onderzocht worden : die te Hasselt (op 31 December 1922) en die te Brugge (op 31 Januari 1923) bij Koninklijk besluit n^r 13,937 van 6 November 1922 ;

Die te Antwerpen (op 31 Maart 1923) bij Koninklijk besluit n^r 14,423 van 22 Januari 1923 ;

Die te Namen, op 30 April 1923, bij Koninklijk besluit van 20 Maart 1923, n^r 14,871.

Eveneens werd de Commissie te Bergen afgeschaft op 30 April 1924, bij Koninklijk besluit van 20 Maart 1924, n^r 17,848.

Er bleven dus :

8 Provinciale Commissiën op 1 Januari 1923.

7 — — — op 1 Februari 1923,

6 — — — op 1 April 1923,

5 — — — op 1 Mei 1923,

4 — — — op 1 Mei 1924,

onderscheidenlijk gevestigd te : Brussel (2), Gent (1), Luik (1).

Deze laatste toestand werd behouden tot op 30 September 1927 : twee afgeschafte Commissiën, die van Antwerpen en Namen, moesten opnieuw ingesteld worden op 1 October 1927, om het hoofd te bieden aan de steeds talrijker wordende aanvragen tot het bekomen van pensioen. Om dezelfde reden, was het noodig eene tweede Commissie op te richten, te Luik, bij Koninklijk besluit van 12 December 1927 : deze tweede Commissie zal werken van af 1 Februari 1928.

Zoo zullen, op dien datum, zeven Provinciale Commissiën bestaan :

2 te Brussel,

2 te Luik,

1 te Gent,

1 te Antwerpen,

1 te Namen.

* * *

Het is belangwekkend voor U, Mijne Heeren, te weten sedert wanneer de Commissiën werken :

De afgeschafte Commissiën werkten :

die te Brugge, van 15 Juni 1920 tot 31 Januari 1923,

die te Hasselt, van 15 Juni 1920 tot 31 December 1922,

die te Bergen, van 15 Juni 1920 tot 30 April 1924.

Wat de bestaande Commissiën betreft :

a) de twee van Brussel, die van Gent en de eerste commissie van Luik werken sedert 15 Juni 1920 ;

b) de provinciale Commissie voor Militaire Invaliditeitspensioenen van Ant-

werpen heeft gewerkt vanaf 15 Juni 1920 tot 31 Maart 1923 ; zij werkt opnieuw sedert 1 October 1927 ;

c) die van Namen heeft gewerkt sedert 15 Juni 1920 tot 30 April 1923, en werkt opnieuw sedert 1 October 1927 ;

d) de provinciale Commissie voor Militaire Invaliditeitspensioenen van Luik, zal werken vanaf 1 Februari 1928.

. * .

De Hooge Commissie van Beroep, die in laatste instantie moet beslissen over de betwistingen waartoe de toepassing der samengeordende wetten aanleiding geeft, werd opgericht bij Koninklijk besluit van 26 December 1919, n° 6463 ; zij werd te Brussel gevestigd, en begon te werken vanaf 28 October 1920.

Luidens eene beslissing voorzien bij de wet van 31 Juli 1923, werd de Hooge Commissie van Beroep tijdelijk verdeeld in twee Kamers bij Koninklijk besluit van 11 Augustus 1923, n° 16016. De tweede Kamer heeft gewerkt vanaf 1 October 1923 tot 30 Juni 1925, datum waarop zij werd afgeschaft (K. B., n° 20106 van 29 Mei 1925).

. * .

Velen van onze collegas hebben ook gevraagd hoe de provinciale commissiën zijn samengesteld.

Het Koninklijk besluit van 21 December 1927 regelt de samenstelling als volgt :

EERSTE ARTIKEL. — Een provinciale commissie voor militaire invaliditeitspensioenen is samengesteld als volgt :

Werkend voorzitter :

Een officier, in werkelijken dienst, met rang van generaal of kolonel, of, desnoods, met rang van luitenant-kolonel.

Werkende leden :

Een hoofdofficier, in werkelijken dienst ;

Twee officieren van den gezondheidsdienst, in werkelijken dienst, met gepast dienstonderdom en vakkennis ;

Een lager officier, oorlogsinvalid, in werkelijken dienst ;

Een oorlogsinvalid, militair van lageren rang, aangesteld op voorstel van het Nationaal Verbond der oorlogsinvaliden.

Voorzitter en plaatsvervangende leden :

Voor den voorzitter en voor ieder der officieren, werkende leden, worden er één of twee plaatsvervangers van gelijken rang, in werkelijken dienst of gepensionneerd, aangewezen. De plaatsvervanger of plaatsvervangers voor het lid, oorlogsinvalid, militair van lageren rang, worden, op voorstel van het Nationaal Verbond der oorlogsinvaliden aangesteld.

ART. 2. — De officieren, in werkelijken dienst, voorzitter of werkend lid, bekleeden als dusdanig een vaste betrekking, die als hunne voornaamste ambts-

verrichting geldt. Tenzij er voor deze laatste geen bezwaar kan uit volgen, mogen zij niet tegelijk met een anderen gebeurlijken dienst belast worden.

In beginsel, zetelt een plaatsvervanger enkel in 't geval van gegronnd beletsel van den voorzitter of van het werkend lid. Is hij officier, in werkelijken dienst, dan is hij de dagen waarop hij moet zetelen, van allen anderen dienst vrij.

ART. 3. — Bij iedere provinciale commissie voor militaire invaliditeitspensioenen hoort een secretariaat, samengesteld uit een vast militair personeel, in werkelijken dienst, te weten :

Een lager officier, secretaris ;

Eén of meer lagere officieren, toegevoegde secretarissen, en onder-officieren, waarvan het getal, naargelang te behoeften, door den Minister van Landsverdediging wordt bepaald.

Het secretariaat beschikt daarenboven over de noodige soldaten (plantons, boden, enz.).

ART. 4. — Het gezag van den voorzitter strekt zich uit over de leden der commissie en over het personeel van het secretariaat. Hij leidt en regelt er de werken van ; den Minister van Landsverdediging legt hij een reglement van inwendige orde ter goedkeuring voor.

De voorzitter is tegenover den Minister, wien hij, desgevallend, zijne gebeurlijke voorstellen voorlegt, rechtstreeks verantwoordelijk voor de bedrijvigheid der commissie, hare regelmatige werking, voor het naleven der reglementaire en wettelijke beschikkingen welke ze toe te passen heeft.

De samenstelling van de Hoogere Commissie van Beroep is bij Koninklijk besluit van 6 Mei 1927 als volgt geregeld :

EERSTE ARTIKEL. — De Hoogere Commissie van beroep voor militaire pensioenen en tegemoetkomingen wordt volgenderwijze samengesteld :

Voorzitter : een magistraat, raadsheer bij het Hof van beroep of, desgevallend, een militair magistraat ;

Leden : een militair geneesheer met ten minste een graad van kolonel ;

twee officieren met ten minste den graad van kapitein-commandant ;

twee oorlogsinvaliden, de eene officier, de andere militair van lagere rang.

Daarenboven worden er één of meer magistraten aangewezen als ondervoorzitters, plaatsvervangers van den voorzitter, en, voor ieder lid, één of meer plaatsvervangers met, behoudens door Onzen Minister van Landsverdediging toegestane afwijking, den voor het werkend lid voorzienen rang of graad.

Het ambt van secretaris der Commissie wordt op bestendige wijze waargenomen door een officier met ten minste den graad van kapitein-commandant ; hij zetelt als officier of officier invalide, werkend of plaatsvervangend lid ; naar mate van de behoeften, worden er officieren toegevoegde secretarissen aangewezen, die als officier invalide werkend of plaatsvervangend lid zetelen.

ARTIKEL 2. — Met uitzondering van het lid oorlogsinvalide, militair van lagere rang, worden de voorzitter en de leden, evenals hunne plaatsvervangers, gekozen onder de magistraten officieren en militaire geneesheeren in werkelijken dienst ; van dien regel kan echter afgeweken worden wanneer de omstandigheden zulks wettigen.

De voorzitter en de leden, zoo werkende als plaatsvervangende, worden door den Minister van Landsverdediging aangesteld. De magistraten worden aangewezen onder degenen die door Onzen Minister van Justitie werden voorgesteld; de invaliden van lageren rang, onder die welke door het Nationaal Verbond van Oorlogsinvaliden werden voorgedragen.

* * *

Laat mij toe, Mijne Heeren, om het herhaaldelijk uitgedrukt verlangen te beantwoorden, U nog enkele bijzonderheden mede te deelen over de Invaliditeitscommissiën en hare werkzaamheden.

Hierbij geven wij U het getal door de Commissiën onderzochte gevallen :

Provinciale Commissie n° 1, te Brussel	25,933
— — — n° 2, te Brussel	25,440
— — — van Gent	29,438
— — — van Luik	27,955
— — — van Antwerpen	447
— — — van Namen	662

Deze cijfers slaan op het tijdperk :

a) Voor de eerste vier Commissiën, sedert de oprichting in Juni 1920 tot 31 December 1927;

b) Voor de Commissiën van Antwerpen en van Namen, sedert hare heroprichting op 1 October 1927 tot 31 December 1927.

Het is niet mogelijk geweest U gegevens te verschaffen omtrent de opgeheven vroegere Commissiën (Brugge, Hasselt, Bergen) noch voor de eerste periode der werkzaamheden van de Commissiën van Namen en Antwerpen.

Om deze nauwkeurige inlichtingen aan te vullen, voeg ik er nog bij dat de provinciale Commissiën tot hertoe drie of vier voltallige vergaderingen per week hebben gehouden en dat zij voortaan in beginsel elken dag kunnen zetelen.

Een Koninklijk besluit van 21 December 1927 heeft aan de provinciale Commissiën en aan haar secretariaat een bestendig personeel toegevoegd dat er de bijzonderste functies waarneemt.

Aangaande de beslissingen van de provinciale Commissiën heeft de Minister van Landsverdediging mij de volgende inlichtingen meegedeeld :

Gij zult in deze tabel zeer interessante en veelzeggende gegevens vinden.

a) Uitspraken met aanduidingen van het percent invaliditeit :

Percent.	Brussel N° 1.	Brussel N° 2.	Gent.	Luik.	Antwerpen.	Namen.	Totaal.
10	4,074	4,523	5,132	4,609	72	88	18,498
15	1,750	2,541	2,769	4,440	25	23	11,548
20	2,086	3,054	2,835	4,904	21	45	12,945
25	960	1,555	1,540	1,627	16	12	5,718
30	1,054	2,225	1,812	1,936	22	24	7,073
35	436	877	1,317	476	4	3	3,113
40	597	1,153	1,490	941	11	12	4,204
45	260	583	261	232	7	2	1,345
50	399	985	944	710	8	6	3,052
55	86	249	238	97	3	3	676
60	188	426	428	319	2	5	1,368
65	69	185	370	82	6	1	713
70	99	232	205	164	2	3	705
75	75	189	337	216	1	1	819
80	83	175	238	107	1	1	605
85	32	70	172	34	3	2	313
90	19	61	111	31	1	—	223
95	8	20	20	13	2	—	72
100	568	1,001	1,317	894	14	17	3,811
Meer dan 100	77	251	139	62	3	—	512
	12,920	20,344	21,683	21,894	224	218	77,313
Onbekend percent (1).	4,900						4,900
Te zamen . .	17,820	20,344	21,683	21,894	224	248	82,213

Brussel n° 1	8,1163
Brussel n° 2	5,096
Gent	7,755
Luik	6,061
Antwerpen	193
Namen	414

*
**

Wat betreft de Hooge Commissie van Beroep, deze heeft 30,284 gevallen onderzocht sedert hare oprichting (October 1920) tot op 31 December 1927.

(1) Het geldt pensioenen die werden toegestaan in het begin van de werkzaamheden van de Commissie n° 1, te Brussel, zonder dat er voor deze rekening werd gehouden met het toegekend percent.

Het is niet mogelijk geweest een statistiek op te maken betreffende de beslissingen tot aanneming en afwijzing, doch uit het onderzoek van 1,033 dossiers van zeer verscheiden aard, die in de jongste tijden bij de Hooge Commissie van Beroep zijn toegekomen, blijkt dat deze hooge rechtsmacht.

1° *Bekrachtigd heeft* 540 beslissingen door de Provinciale Commissiën genomen;

2° *Veranderd heeft* ten gunste van de belanghebbenden 398 beslissingen der Provinciale Commissiën;

3° *Veranderd heeft* ten nadeele van de belanghebbenden 95 beslissingen der Provinciale Commissiën.

*
**

Alvorens het vraagstuk der Invaliditeitscommissië te sluiten, meent uw verslaggever, nog enkele aanvullende inlichtingen te moeten verschaffen :

Op 1 Januari 1928, lagen bij de Commissiën nog het volgende getal dossiers :

Brussel n° 1	3,704
Brussel n° 2	3,105
Gent	1,624
Luik	4,760
Antwerpen	2,305
Namen	2,984
Hooge Commissie van Beroep.	5,194

Totaal. . . . 23,676

De laatste termijn door de wet van 25 Juli 1927 verleend, verstrijkt den 31^e December 1928. Men voorziet dat tijdens het loopende jaar **15,000** tot **16,000** nieuwe aanvragen zullen worden ingediend.

Op denzelfden datum, verstrijkt voor de invaliden, die reeds pensioen trekken, de termijn om eene verzekering te doen gelden (art. 29 van het Koninklijk besluit van 14 November 1923). Uit dien hoofde, voorziet men dat de Commissiën in 1928 nog **15,000** tot **18,000** aanvragen zullen ontvangen, dat is 1,200 tot 1,500 per maand.

Het Land moet het weten, dat de jaarlijksche last, op 31 December 1927, voor invaliditeitspensioenen van oud-strijders **222,505,542** frank bedroeg; en alhoewel het uiterst moeilijk is zelfs bij benadering te ramen hoeveel de invaliditeitspensioenen zullen bedragen bij het verstrijken der door de wet voorziene termijnen, mag men zonder overdrijving zeggen dat, met inachtneming der hooger aangehaalde cijfers, men de uitgave die op 31 December 1927, **222,5** millioen bedroeg, ten slotte met 50 t. h. zal stijgen om het cijfer te bereiken van ongeveer **330** tot **350** millioen per jaar.

*
**

Uwe verslaggever heeft ook aan den Minister van Landsverdediging gevraagd welke redenen heden ten dage hoofdzakelijk werden ingeroepen tot het bekomen van het invaliditeitspensioen.

In de eerste plaats zijn het aanvragen wegens ziekten van de ademhalings — en spijsverteringsorganen en rheumatiekaandoeningen.

Vervolgens komen de ziekten der oogen en ooren, de zenuwziekten, de hartziekten en anderen lichaamsgebreken ten gevolge van lichte verwondingen.

De hiernavolgende cijfers hebben betrekking op 2,868 dossiers, afgehandeld in de laatste tijden door de Provinciale Commissiën, bij toepassing van het Koninklijk besluit van 13 Mei 1925 of van de wet van 25 Juli 1927; zij doen te voorschijn treden dat, voor meer dan 70 t. h. van de aanvragen, ingediend naar aanleiding van de verlengde termijnen, de belanghebbenden ofwel een graad van invaliditeit hebben die niet voldoende is (minder dan 10 t. h.) ofwel slechts eene lichte invaliditeit kunnen aanwijzen (10 of 15 t. h.).

Op 2,868 afgehandelde dossiers, vindt men er : 766 waarbij de aanvraag afgevoerd werd; 1,058 met 10 t. h.; 323 met 15 t. h.; 230 met 20 t. h.; 83 met 25 t. h.; 94 met 30 t. h.; 59 met 35 t. h.; 41 met 40 t. h.; 24 met 45 t. h.; 40 met 50 t. h.; 5 met 55 t. h.; 11 met 60 t. h.; 4 met 65 t. h.; 9 met 70 t. h.; 5 met 75 t. h.; 6 met 80 t. h.; 1 met 90 t. h.; en 106 met 100 t. h. (gewoonlijk teringlijders).

Om te sluiten, zal ik zeggen dat de Commissiën voor Invaliditeit van gevoelen zijn dat er eigenlijk geene misbruiken zijn in zake van aanvragen tot het bekomen van een pensioen; alleen zijn er talrijke ongegronde aanvragen, hetzij omdat de belanghebbenden geen voldoende invaliditeit aanwijzen, hetzij omdat zij aan den oorlog toeschrijven de ziekten die zij doen gelden, terwijl er geen geldig bewijs bestaat aangaande den oorsprong van die ziekten. Vele aanvragen wegens verering, ingediend door invaliden die reeds een pensioen ontvangen, worden trouwens op lichtzinnige wijze ingebracht.

Na het lezen van deze uitgebreide studie over de invaliditeitscommissiën, zult U begrijpen, Mijne Heeren, dat, welke bedrijvigheid zij ook aan den dag leggen, zij niet in staat schijnen te zijn om de hoofdzaak van hunne zware taak, vóór twee of drie jaren ten minste, tot een goed einde te brengen.

Men kan slechts betreuren dat zij een groot deel van hun tijd moeten besteden aan het onderzoek van al te veel aanvragen die niet voldoende gegrond zijn.

*
*
*

Een van onze collega's heeft, in de afdelingen, geklaagd over het gebrek aan plaats en de weinig gerieflijke inrichting in de lokalen waarin de Hoogere Commissie van Beroep gevestigd is, in de Berlaimontstraat. Men heeft gezegd dat de oudstrijders gedurende lange uren moesten wachten in tocht en koude.

Het is waar dat de Commissie over weinig plaats beschikt voor de intensieve werking harer diensten.

Doch het is overdreven te zeggen dat de invaliden in ongezonde omstandigheden moeten wachten gedurende lange uren. Nooit rees dienaangaande eene ernstige klacht op vanwege de belanghebbenden. Bovendien, houdt het Departement er zich sedert maanden mede bezig, ruimere lokalen ter beschikking van deze hooge rechtbank te stellen.

Eene voldoende oplossing kon onlangs aan deze quaestie gegeven worden en zal binnenkort uitgevoerd worden.

BEZOEKEN VAN DE BESTENDIGE COMMISSIE.

De Commissie voor de Landsverdediging heeft, gedurende het afgelopen jaar, onderscheidene militaire inrichtingen bezocht.

Verslagen werden opgemaakt na elk van deze bezoeken der Commissie en overgemaakt aan den Minister van Landsverdediging.

Zij behelsden al de op- en aanmerkingen uitgebracht door onze collega's die over het algemeen, en afgezien van elke onbelangrijke bijzonderheden, zich zeer tevreden verklaarden over de aangebrachte verbeteringen en over het werk dat werd gedaan met de betrekkelijk zwakke middelen waarover men beschikte.

Verslagen overhandigd aan den Minister van Landsverdediging.

Schoenfabriek te Thielt :

Verslaggever : de heer Ernest (bijlage 1).

Werkhuis voor herstel van de versleten uitrustingsartikelen :

Verslaggever : de heer de Burlet (bijlage 2).

Kamp van Elsenborn :

Verslaggever : de heer Hoen (bijlage 3).

Divisie-depôt van Gembloers :

Verslaggever : de heer Fieullien (bijlage 4).

Militair Gasthuis van Antwerpen en Provinciale Invaliditeitscommissie.

Verslaggever : de heer de Burlet (bijlage 5).

Als bijlagen van dit verslag, zult ge al deze verslagen vinden.

* *

Een lid van de Commissie heeft de volgende vraag gesteld :

Welke overheid betaalt de reis-, vervoer- en verblijfkosten van de officieren die deelnemen aan wedrennen in het buitenland ? Welk is het bedrag van het crediet daartoe bestemd ? Welk is het bedrag van de uitgave voor de deelneming aan de wedrennen in de Vereenigde Staten, in 1927 ?

De Minister van Landsverdediging heeft daarop geantwoord :

In 1927, heeft geene enkele overheid de reis-, vervoer- en verblijfkosten van de officieren, die hebben deelgenomen aan de wedrennen in 't buitenland, betaald.

Deze kosten werden door de mededingers gedragen en soms, voor een deel, door de burgerlijke inrichtingscomitees.

De uitgave voor de deelneming aan de wedrennen in de Vereenigde Staten, in 1927, was dan nul.

Voor 1928, werd een voorstel van amendement, om onder artikel 12 een crediet van 15,000 fr. te doen uittrekken, bij den Minister van Financiën ingediend om in zekere mate de mededingers, wegens hunne deelneming aan eenige groote paardenwedrennen, waarbij het land een bijzonder belang heeft vertegenwoordigd te zijn (Nizza, Luzern, Genève, Londen) schadeloos te stellen.

* *

In eene afdeeling heeft een lid de volgende vraag gesteld omtrent het recht van vereeniging der onderofficieren :

Er bestaat eene « Amicale des sous-officiers de l'Armée » die eene aanzienlijke som in kas zou hebben, voortkomende van giften, feesten en bijdragen der leden.

Dit in-kas dient voor de inrichting van congressen, voor werken van mutualiteit en onderlinge hulp.

Is het waar dat de Minister van Landsverdediging deze « Amicale » zou afschaffen, indien de onder-officiëren weigerden sommige punten van hunne statuten te wijzigen ?

De Minister heeft daarop geantwoord als volgt :

Nooit is het in mijn gedacht gekomen welkdanige groepeerings ook van onder-officiëren af te schaffen.

In het belang echter van de tucht, was ik genoodzaakt eene wijziging te vragen in de statuten van de « Alliance Mutuelle des sous-officiers de Belgique », wijziging die werd aangenomen.

* *

Tal van Parlementsleden hebben hun kommer uitgedrukt over sommige drukwerken die toevertrouwd worden aan de drukkerij van het militaire Landkaartinstituut door verschillende ministerieele departementen, werken die geen verband hebben met het Ministerie van Landsverdediging, noch zelfs niet met het leger.

Men heeft zich afgevraagd of onze miliciens of bezoldigden gebezigd werden voor dit werk dat volkomen vreemd is aan hun militairen dienst en of zij uit dien hoofde eene soldij of loon kregen, dat hunne kameraden van de andere wapens of diensten niet trokken.

Op eene desbetreffende vraag tot den Minister gericht heeft deze geantwoord dat bedoelde drukkerij al de werken uitvoert van het Ministerie van Landsverdediging alsmede de vereischte drukwerken voor de verschillende instellingen van het Leger. Bovendien, na overleg met de betrokken departementen en na goedkeuring van den Eersten Minister, werd die drukkerij eveneens gemachtigd drukwerk aan te nemen voor rekening van den Centralen dienst voor drukwerken.

De bestellingen van dezen Centralen dienst worden slechts gedaan na een oproep tot de mededinging, overeenkomstig de Staatswetten.

Het aanbod der prijzen van de drukkerij wordt gedaan na berekening van den kostenden prijs die gemaakt wordt volgens de regels in gebruik in de privaatsijverheid.

Voor die berekening wordt echter het werk der soldaten niet geschat volgens de kosten van de dagtaak van een soldaat, zooals die door de Intendancie zijn gerekend, maar wel volgens dat de uitvoerder in de privaatsijverheid zou trekken.

Miliciens gebezigd in het Militaire Landkaart-instituut :

Drukkerij :	Graveerders	Geen..
	Pedalisten	3
	Inleggers	1
	Bladenopvangers	4
	Boekbinders	3
	Letterzetters	7
Magazijnen voor bureelbenoodigdheden :		
	Copisten en verkoopers	2
	Magaziniërs	4
Magazijn voor de mobilisatiedrukwerken en réglémenten :		
	Copisten en magaziniërs	2
Plantons :		
	Bestuur	1

Wielrijder	1 (dient voor het geheel Militair Landkaartinstitunt).
----------------------	--

Drukkerij :

Photographische dienst	1
Helpers in de drukkerij	5
Planton en sjouwer	1

Cinematographische dienst :

Herziening der films.	2
-------------------------------	---

Landkaarten-dépôt :

Bewerking	4
---------------------	---

Bureau der rekeningen :

Rekenaars	3
---------------------	---

Topographie :

Helpers	3
-------------------	---

Cartographie :

Landkaarten-teekenaars	5
Planton	1

Bestuurscompagnie :

Helper voor de keuken	1
Wachter in de eetzaal	1
Cantinehouder en sjouwer.	1 (inrichting).
Magazijn der compagnie en dépôt voor de uitrusting der troepen in oorlogstijd	1
Kleermaker	1 (werkplaats 2° lanciers).
Schoenmaker	1

Algemeene diensten :

Schilder (onderhoud van het technisch materieel en militaire gebouwen)	1
Glazenmaker (magaziniër der kazerneering, van den huishoudelijken dienst en onderhoud van de militaire gebouwen)	1
Metselaar en sjouwer voor het onderhoud der militaire gebouwen	1
Stoker (centraal-verwarming)	1
Schrijnwerkers	2
Typisten	3
Helper-mecaniciën	1
Loodgieter	1
Ordonnans	—

Te samen. . . 70

Zoo dit antwoord ons voldoet wat betreft de werken uitgevoerd voor het Departement van Landsverdediging en voor het leger, neemt het toch de vrees niet weg bij sommige leden van de Bijzondere Commissie, die meenen te weten dat de bestellingen van den Centralen Dienst voor Drukwerken niet altijd gedaan worden door zich tot de concurrentie te richten, zooals de wetten van den Staat het voorschrijven.

Inderdaad, het Koninklijk besluit van 25 September 1926, waarbij de Centrale Dienst van Drukwerken wordt opgericht tot een zelfstandig bestuurslichaam, bepaalt in paragraaf b) van het eerste artikel « bij wijze van openbare aanbestedingen, van oproepen tot de mededinging in beperkten kring of van rechtstreeksche overeenkomsten, contracten te sluiten voor de levering van papier en kantoorbehoeften alsmede voor den druk en bindwerken ».

Daaruit blijkt dat de Centrale Dienst voor Drukwerken, in tegenstelling met de wetten van den Staat, drukwerk uitgeeft zonder eenigen oproep tot de mededingers te richten, en dat is namelijk gebeurd voor het *Arbeidsblad*, drukwerk dat werd gegeven aan het Militair Kaarteninstituut, zonder eenigen oproep tot de mededingers, — indien uw verslaggever, zooals hij denkt, goed ingelicht is. Men zal misschien opwerpen dat dit een alleenstaand feit is, omdat er werk moest gegeven worden aan het Militair Kaarteninstituut. Daarop zal men antwoorden dat het Militair Kaarteninstituut niet werd opgericht om mededinging aan te doen aan de private nijverheid, en dat de soldaten niet onder de wapens zijn geroepen om het vak, dat zij als burger uitoefenen, voort te zetten.

Bovendien, zou het interessant zijn te vernemen of de soldaten, die gebruikt worden om de boodschappen te doen van het Militaire-Kaarteninstituut, om de drukproeven in de stad te dragen en eene doorlopende verbinding te verzekeren tusschen den Centralen Dienst voor Drukwerk en het Departement van Landsverdediging, betaald worden op den grondslag van het loon dat de burgerlijke drukkerijen door de wet verplicht zijn te betalen aan hunne werklieden.

Eindelijk, men zegt dat de prijsaanbiedingen van de typographische drukkerij voortvloeien uit berekeningen van de kostende prijzen, vastgesteld volgens de regelen die normaal in zwang zijn in de private nijverheid. Het zou zijn belang hebben, zoo de Minister van Landsverdediging den Bestuurder van de typographische drukkerij toeliet om mede te deelen op welke wijze de kostende prijzen berekend worden. Berekent men een percent voor algemeene onkosten en afbetaling van het materieel ?

Kortom, om een eind maken aan deze kwestie, waarop vele onzer collegas opmerkzaam werden gemaakt, drukt de Bijzondere Commissie den wensch uit : 1° dat het Militaire-Kaarteninstituut uitsluitend zou dienen voor militaire werken; 2° dat, zoo deze niet voldoende zijn om die instelling doorlopend in 't werk te houden, men in ruimere mate het tegenwoordig personeel zou inkrimpen, en 3° dat men een eind make aan misbruiken die uiteraard aan de private nijverheid schade berokkenen, die sedert lang, en op zeer erge wijze, eene crisis van werkloosheid doormaakt, welke elken dag erger wordt, en binnen kort eene ramp kan worden in de zoo bedreigde Nijverheid van het Boek.

* * *

Een onzer collega's vroeg in de afdeeling dat het Departement van Landsverdediging de studie zou hernemen van de gedeeltelijke versmelting van den

geneeskundigen dienst van het leger met den geneeskundigen dienst van de Commissiën voor Openbaren Onderstand.

Op dien wensch heeft de Minister van Landsverdediging met volgende nota geantwoord :

In Juni 1926, werd begonnen met eene grondige studie over het gebruik der burgerlijke hospitalen voor de opnemings der militaire zieken en gekwetsten. Die studie werd voortgezet tot 13 Januari 1928 : men had de mogelijkheid nagezien om het Militaire Hospitaal van Brugge af te schaffen ; 't akkoord met het Comité van de Schatkist werd het echter behouden.

Uit de onderhandelingen met de gemeentebesturen, waarvan de Commissiën voor Openbaren Onderstand afhangen, is echter gebleken dat men tot geene oplossing kon komen mits inachtneming van de rechtmatige belangen van beide partijen.

*
*
*

Bij het onderzoek van de Begroting door de Bijzondere Commissie, vroegen sommige leden ingelicht te worden over wat de Regeering voornemens was te doen met de buiten gebruik gestelde militaire hospitalen, en zij waren tevens van gevoelen dat men wellicht de gebouwen zou kunnen behouden met het oog op hun mogelijk gebruik na de definitieve herinrichting van het Leger.

Hierna laten wij inlichtingen over dit vraagstuk volgen :

Drie hospitalen werden buiten gebruik gesteld : het hospitaal van Jumet, dat van Aarlen en dat van Mechelen.

Het hospitaal te Jumet werd, met het oog op verkooping, overgemaakt aan het Beheer der Domeinen. De gebouwen van het hospitaal te Aarlen blijven behorende tot het militair landsdomein, behalve een klein gedeelte dat afgestaan werd aan het Ministerie van Openbare Werken, voor het caserneeren van de gen-darmerie. Het deel dat blijft behorende tot het militair domein wordt gebruikt voor de caserneering der troepen, daar het garnizoen van Aarlen slechts een infanteriebataljon meer dan vroeger omvat.

De militaire apotheekdienst bleef gevestigd in de gebouwen die behouden werden.

De gebouwen van het militair hospitaal, te Mechelen, blijven insgelijks behorende tot het militair domein. Zij moeten dienen voor de caserneering der troepen wanneer het infanterieregiment, dat thans in bezet Duitschland verblijft en aangewezen is om deel uit te maken van het garnizoen te Mechelen, naar België terugkeert. Deze gebouwen zijn gedeeltelijk en voorloopig bezet door de militaire apotheek en door de burelen. Zij worden onderhouden.

KORPS VAN TORPEDISTEN EN ZEELIEDEN.

Verschillende onzer medeleden hebben de vraag gesteld, wat er geworden was van het Korps van Torpedisten en Zeelieden, hoe men officieren en soldaten had ingedeeld, waaraan men de werkplaatsen van dat Korps en de verscheidene vaartuigen, buiten de torpedobooten zelf, besteed had.

Hieronder zult gij, Mijne Heeren, die vraag nader beantwoord vinden:

Krachtens het Koninklijk besluit n° 21613, van 9 Juli 1926, moest het Korps van Torpedisten en Zeelieden op 31 Maart 1927 afgeschaft zijn.

Maar op dien datum, alhoewel de louter militaire opruiming een gedane zaak was, bleef nog te vinden wat er met de torpedobooten en enkele wachtschepen zou gedaan worden :

a) De wachtschepen waren afgeleverd geworden van het Departement van Financiën (Beheer van Domeinen), dat op 2 December 1926 een eerste openbare verkoop had gehouden. Zestien wachtschepen waren te koop, tien slechts vonden onmiddellijk een koper. Voor de zes overige moesten de verhandelingen dus worden voortgezet.

b) Op 10 Maart 1927, bleef nog te beslechten welke bestemming diende gegeven te worden aan de torpedobooten.

Om die redenen, werd het bestaan van het Korps van Torpedisten en Zeelieden op administratief gebied tot 30 September 1927 behouden; het personeel dat volstrekt onontbeerlijk was tot het onderhoud van het aan de Financiën afgeleverd rollend materieel werd behouden. Die verlenging, alhoewel zeer hinderend op militair gebied, werd opgelegd door de verplichting de schepen die ten voordeele van de schatkist moesten verkocht worden, niet in puin te laten vallen.

Wat de verdeling van officieren en soldaten betreft, de meesten onder hen hebben, op 30 September II., het legerkorps vervoegd, waarvoor zij aangeduid geworden waren.

Maar het was noodig, op 1 October 1927, een zeer beperkt detachement te vormen dat, samengesteld uit enkel beroepsofficieren, -gegradeerden en -matrozen, voor opdracht had het materieel te onderhoud en te beletten het Beheer van Domeinen in verlegenheid te laten.

*
**

De torpedobooten liggen te Brugge, havendok n° 1.

In zijn vergadering van 14 Maart 1927, heeft de Ministerraad den Minister van Landsverdediging er toe gemachtigd de torpedobooten te verkoopen ten beste van de belangen der Schatkist.

De Minister van Financiën werd terstond verwittigd dat de verkoop van de torpedobooten door het Beheer van Domeinen mocht worden voorbereid.

In strijd met wat verschillende onzer geachte medeleden hebben gedacht, heeft men zich niet tot zakenlieden gewend om ernstig koopers te vinden. Tegen dergelijke handelwijze bestonden allergrootste bezwaren, die het nutteloos is hier nader te bepalen.

Laat me echter toe, Mijne Heeren, U hierbij te doen opmerken dat men rekening diende te houden met de moeilijkheden van diplomatieken aard die hadden kunnen oprijzen — gelet op de omstandigheden waarin de torpedobooten ons door de mogelijkheden werden afgestaan — moest de verkoop niet regelmatig geschied zijn.

Bijgevolg werden die eenheden op de gewone en regelmatige wijze aan de Domeinen afgeleverd.

De Minister van Financiën is niet werkeloos gebleven en hij heeft zich talrijke bemoeiingen getroost, welke uwe verslaggever aan de Bijzondere Commissie omstandig heeft medegedeeld, om zonder langer verwijl tot een bevredigende oplossing te geraken.

Helaas, wat den financiëleen uitslag van de hier bedoelde vereffening betreft, moeten wij ons geen verkeerde voorstelling maken, vooral als wij bedenken dat de Vereenigde Staten van Amerika in 1924 torpedobooten van hun oorlogsvloot verkochten tegen den prijs van ongeveer 45,000 frank !

Anderzijds, heeft het Departement van Koloniën de overname van één of twee onzer torpedobooten in overweging genomen en dienaangaande wordt door den Minister van Financiën nader bericht verwacht.

Ik voeg er bij, Mijne Heeren, dat sommige liefhebbers, die ernstig toeschijnen, van de Domeinen verloven hebben gevraagd en dat zij de zaak op dit oogenblik onderzoeken. De Minister van Financiën heeft hun verzocht zonder verwijl een vast aanbod te doen.

Moesten de ondernomen verhandelingen tot geen positieve en bevredigende uitslagen leiden, dan zou de Minister van Financiën, samen met de diensten van het Departement van Landsverdediging, in de noodige maatregelen voorzien om binnen een zeer naaste toekomst die vereffening te verwezenlijken.

Ten slotte, om te voorzien in de vereischten van het onderhoud der torpedobooten, zal artikel 38 van de gewoone begroting voor 1928, technische diensten der Genie, letter *a*, bij amendement met 100,000 frank vermeerderd worden (het Bataljon der Pontonniers zal er het beheer van verzekeren).

Wat betreft de werkplaats en de verschillende vaartuigen buiten de torpedobooten, meent uw verslaggever het wenschelijk U de volgende inlichtingen te moeten verstrekken :

Drie wachtschepen (op een totaal van 16) blijven nog te verkoopen. Dit is uit te leggen door het feit, dat het Beheer van Zeewezen gemeend had dat die wachtschepen hadden kunnen dienen voor den dienst van den scheepsbouw, te Oostende, en dat het ze voorloopig te haren laste had genomen. Maar, bij een nota van 30 November 1927, heeft aan het Departement van Zeewezen laten weten dat die wachtschepen voor zijn diensten niet geschikt waren. Onmiddellijk heeft dan het Beheer van Domeinen de verkoop van die drie wachtschepen voorbereid.

Blijft dan nog te verkoopen : de sleepboot *Ostende*.

Die sleepboot zal slechts allerlaatst mogen verkocht worden, want zij bezit een machtige lenspomp die nuttig zou kunnen zijn bij ongevallen aan de torpedobooten.

Wat betreft de mijnlegger-schuit, de boot-atelier *Marcella* en het wachtschip 2 (motorschip van 2 1/2 t.), zij zullen bij het Bataljon der Pontonniers terugkeeren zoodra de torpedobooten zullen verkocht zijn.

De machine-werktuigen die zich in de werkplaatsen van het Korps van Torpedisten en Zeelieden bevinden worden verdeeld onder de fabriekinstellingen van het Leger.

Zoodra de vereffening geheel ten einde zal zijn, zullen de werkplaatsen die bezet zijn door het personeel van het korps van torpedisten en zeelieden overgelaten worden aan de « Société des Installations maritimes de Bruges » tegen overeen te komen prijs ; want de grond, waarop die lokalen opgericht zijn, behoort aan die vennootschap, terwijl de eigenlijke gebouwen eigendom zijn van het Departement van Landsverdediging.

Kortom, de verkoop van de torpedobooten en de eindvereffening van het korps hangen af van het welslagen van de verrichtingen die in het Ministerie van Financiën aan den gang zijn.

**

Leden van de Bijzondere Commissie hebben geklaagd over de bibliotheken van het leger en verklaard dat deze slecht ingericht zijn, dat de keus van de boeken gedaan werd door onbevoegden, dat op de aan die organismen gedane giften geen voldoende toezicht werd gehouden en dat de manschappen dikwijls in de regimentsbibliotheken tijdschriften en boeken aekter lieten, waarvan de moreele waarde twijfelachtig is en die men klasseert zonder er zich vooraf rekenschap van te geven dat zij onbetwistbaar verderfelijk zijn.

De Minister van Landsverdediging gaf op een door den verslaggever dienaan gaande gestelde vraag het volgend antwoord :

Antwoord. — Het ware noodig te weten over welke legerbibliotheken het gaat.

Naar alle waarschijnlijkheid kunnen hier niet bedoeld worden : de Bibliotheek van het Departement noch de garnizoenbibliotheken voor officieren, waarvoor de keus der boeken gedaan wordt door den Algemeenen Legerstaf (Afdeling C), noch de Bibliotheken der scholen die slechts boeken koopen waaraan een gansch bijzonder belang verbonden is.

Buiten die bibliotheken, blijven slechts in het leger nog de Leeszalen voor onderofficieren en soldaten over, behoorende bij de kantines der korpsen en die over geen enkel crediet beschikken (zie begrooting, art. 6).

Zij worden ingericht en gevoed door de korpsen zelf, uit de geldmiddelen waarover zij beschikken, en onder de verantwoordelijkheid van de korpsversten. Het geldt uitsluitend een zaak van inwendigen dienst der troepenkorpsen. Daarom zijn nadere aanduidingen volstrekt noodzakelijk. Dan zou bij de betrokken kunnen korpsen om inlichtingen worden gevraagd.

*
*
*

De Bijzondere Commissie heeft den wensch uitgedrukt dat, in iedere eenheid waar een leeszaal voor onderofficieren en soldaten bestaat, een bevoegd officier worde aangeduid om de boeken in te zien welke ter beschikking van de lezers worden gesteld, en die onverbiddelijk alle met de moraal strijdige lectuur zou weren.

Een lid van de Commissie, herhaalde de opmerkingen van een lid der afdeling en kloor er over dat geen van onze vliegpleinen geschikt was om gebruikt te worden bij groote vliegtochten.

Men laat opmerken dat men voortgaat met bouwen rond de vliegpleinen en men wenscht te vernemen hoe het staat met de kwestie van de militaire dienstbaarheden te dien opzichte.

Het antwoord van den Minister luidde :

De landingsterreinen der vliegpleinen hebben zulke afmetingen, dat het vertrek en de landing van de militaire vliegtuigen mogelijk zijn in al de gevallen die kunnen voorzien worden. Op sommige terreinen (Evere, Kortrijk) is het vertrek voor zelfs buitengewone vliegtochten mogelijk, doch slechts in sommige zeer beperkte richtingen, daar het, bij ontstentenis van een wet onmogelijk is het bouwen rondom de vliegpleinen te verbieden en aldus onvermijdelijke toestanden werden geschapen die al de noodige doortochtswegen achtereenvolgens hebben dichtgemaakt.

Geen militaire dienstbaarheden bestaan rondom de militaire vliegpleinen, terwijl deze werden voorzien, rekening houdende met het vestigen van die dienstbaarheden.

Een wetsontwerp op de vliegplein-dienstbaarheden werd in de afdelingen aangenomen. Het Departement zal aandringen opdat er ten spoedigste worde over gestemd.

Geen enkele toelating om te bouwen werd dan ook door het Departement gegeven aangezien, er tot nog toe geen wet bestaat betreffende de hierbedoelde militaire dienstbaarheden.

*
*
*

In een afdeeling die belast was met het onderzoek van de Begrooting van Landsverdediging voor 1928, maakten sommige leden zich de tolk van klachten ontvangen in verband met de bevordering van de officieren van sommige diensten : Intendantie et Vervoerkorpsen.

Uwe verslaggever heeft die opmerkingen aan den Minister van Landsverdediging overgemaakt, terwijl zij hem wees op de bijzondere uitgebreide en ingewikkelde kennis welke vereischt wordt van de officieren der Intendantie, die naar de meening van verschillende onzer medeleden, in een toestand verkeerden die veel minder schitterend is dan die van hun makkers in het leger, wat benoeming en bevordering betreft.

Het antwoord van den Minister luidde :

De bevordering in de Wapens, Vervoerkorpsen en Diensten wordt geregeld overeenkomstig de tabel behoorende bij het Koninklijk besluit van 25 Juni 1927.

Bij dat Koninklijk besluit werden de bedieningen van officier verdeeld onder al de gegradeerden, in verhouding tot het geheel aantal officieren in elk wapen of in elken dienst, derwijze dat in zekere mate het evenwicht in de bevorderingen zou worden gehandhaafd. Dat evenwicht moet inzonderheid worden bekomen door de toedeeling aan bijzondere diensten van de officieren van het wapen dat, wat de bevordering betreft, achterblijft.

Zoo de bevordering in het Vervoerkorps en de Diensten eenigszins trager is dan in de Wapens, is dat hoofdzakelijk te wijten aan het feit dat er in die kaders om zoo te zeggen geen schifting plaats heeft, d. w. z. dat al de officieren candidaat tot de bevordering zijn, terwijl in de Wapens een grooter getal officieren op de verschillende bevorderingstrappen uitgeschakeld worden.

Het is onjuist te zeggen dat de officieren van de Intendantie ten achteren zijn tegenover hun tijdgenooten van de Wapens. Tot heden toe, hebben zij de verschillende graden bekomen op datums die op weinig na dezelfde zijn als voor hun collega's der infanterie. De van hen gevergdde studies zijn noch langer noch moeilijker dan die welke aan de officieren der Wapens zijn opgelegd. Anderzijds, genieten zij voordeelen, zooals de vrijstelling van het kamp, enz., die voor de officieren van de Wapens onbekend zijn.

Daar sommigen onder onze medeledengevraagd hadden dat uwe verslaggever aan de Bijzondere Commissie het definitief statuut van de almoezeniers van het leger zou voorleggen, heb ik gemeend, Mijne Heeren, bij mijn verslag nadere inlichtingen deszake te moeten voegen, opdat al de leden van het Parlement er kennis van nemen.

In het *Staatsblad*, nummer 244 van 1 September 1927, werd het Koninklijk besluit nummer 23446 van 17 Augustus 1927 bekendgemaakt, tot regeling van den staat en den stand der almoezeniers van het leger.

Een tweede Koninklijk besluit waarvan gij hier onder een afschrift zult vinden, en waarbij het Koninklijk besluit van 17 Augustus nummer 23446 gewijzigd wordt, zal eerlang aan 's Konings goedkeuring onderworpen worden :

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Herzien ons Besluit van 17 Augustus 1927, n° 23446, houdende regeling van den staat en den stand der Legeraalmoezeniers ;

Op voorstel van Onzen Minister van Landsverdediging ;

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

EERSTE ARTIKEL.

De volgende wijzigingen worden aangebracht in ons Besluit van 17 Augustus 1927, n° 23446, te weten :

Artikel 2 zal luiden :

De dienst van het militaire aalmoezenierswezen begrijpt :

- 1° Den aalmoezeniersdienst van den Katholieken Eeredienst ;
- 2° Den aalmoezeniersdienst van den Protestantschen Eeredienst ;
- 3° Den aalmoezeniersdienst van den Israëlietischen Eeredienst.

Een artikel 5 bis (nieuw) toevoegen, luidende :

Het kader van den Israëlietischen Eeredienst omvat :

- 1° Een opperaalmoezenier met rang van opperofficier ;
- 2° Aalmoezeniers der 1^e of 2^e klasse, met rang van lager officier.

Artikel 8 aanvullen als volgt :

De opperaalmoezenier van den Israëlietischen Eeredienst treedt, bij opdracht van Onzen Minister van Landsverdediging, bij het Centraal Israëlietisch Consistorie van België handelend op.

Artikel 10 zal luiden :

Niemand kan tot aalmoezenier der 2^e klasse bij het leger benoemd worden zonder priester, dominee, rabbijn of bedienaar van den Israëlietischen Eeredienst, geboren Belg of genaturaliseerd, ten minste zeven en twintig jaar oud te zijn, en beide landstalen te kennen.

De militaire aalmoezeniers worden tot de 1^e klasse bevorderd na dertien jaar werkelijken dienst als aalmoezenier der 2^e klasse.

De aalmoezeniers der 1^e klasse kunnen niet tot hoofdaalmoezenier van den Katholieken Eeredienst of tot opperaalmoezenier van den Protestantschen Eeredienst of tot opperaalmoezenier van den Israëlietischen Eeredienst bevorderd worden, zonder ten minste tien jaar werkelijken dienst als aalmoezenier der 1^e klasse te tellen.

Om tot den rang van opperaalmoezenier van den Katholieken Eeredienst bevorderd te worden, moet de hoofdaalmoezenier ten minste vijf jaar dienst in dien graad tellen.

Bij overgangsmaatregel, zullen de thans in dienst zijnde aalmoezeniers rechtstreeks bevorderd worden tot den rang waarvan ze op dit oogenblik het ambt waarnemen.

Artikel 14 zal luiden :

De op de militaire aalmoezeniers toepasselijke tuchtstraffen zijn :

- 1° Berisping door den Minister van Landsverdediging ;

2° Schorsing voor ten hoogste drie maanden met of zonder wedde ;

3° Afstelling.

Geene straf mag uitgesproken worden zonder dat de belanghebbende vooraf in zijne verdedigingsmiddelen werd gehoord, hetzij mondeling, hetzij schriftelijk, naar gelang de omstandigheden.

De berisping wordt door den Minister van Landsverdediging uitgesproken.

De andere straffen worden door Ons uitgesproken. Wegens ernstige redenen, waarover hij alleen te oordeelen heeft, kan de Minister echter voorloopig tot schorsing beslissen, en zulks zonder eenige voorafgaande rechtvaardiging vanwege den belanghebbende.

De Minister moet dan zijne beslissing, binnen de acht dagen, bij Koninklijk besluit doen bekrachtigen.

Artikel 16 zal luiden.

In het uitoefenen van hun ambt, draagt het personeel der verschillende aalmoezeniersdiensten dezelfde kleedij als de officieren van het leger.

Bij die kleedij hooren echter kenmerkende kleur noch biesen.

Op de klak, de jekker- en de kapotkraag staat een bijzonder kenteeken, namelijk :

Voor den almoezenier van den Katholieken Eeredienst : het Latijnsch kruis (uit goud geborduurd) ;

Voor den almoezenier van den Protestantschen Eeredienst : het Maltakruis (uit zilver geborduurd) ;

Voor den almoezenier van den Israëlietischen Eeredienst : twee kruiselingsche driehoeken (uit zilver geborduurd),

De almoezeniers met rang van hoofd- of opperofficier dragen samen, met bovenstaand voorzien kenteeken, de voor die categorie van officieren voorziene enkele of dubbele baret ; de almoezeniers met rang van lager officier, een gouden baret van 35 millimeter hoogte op 1 millimeter breedte.

Een artikel 19bis (nieuw) toevoegen, luidende :

In vreedstijd, wordt de organieke samenstelling van den almoezeniersdienst geregeld overeenkomstig de aan dit besluit gehechte tabel.

Art. 2.

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Gegeven te

Van 's Konings wege :

De Minister van Landsverdediging.

**Tabel tot regeling van de organieke samenstelling
van den militairen aalmoezeniersdienst, in vreedstijd**

	Katholieke Eeredienst. Getal.	Bemerkingen.	Protestantsche Eeredienst. Getal.	Israëlitische Eeredienst. Getal.
Algemeene Directie (Brussel) . . .	1		1	1
<i>1^e Militaire omschrijving.</i>				
Brussel (garnizoenen en militair hospitaal), Etterbeek, Vilvoorde, Evere, Tervueren, Zellick.	5	10 (waarvan een omschrijvings- principaal).		
Leuven	1			
Thienen, Diest, Schaffen, Gotsen- hoven	1			
Bergen, Casteau	1			
Doornik, Ath.	1			
Charleroi, Nijvel	1			
<i>2^e militaire omschrijving.</i>				
Antwerpen	3			
Brasschaet	1			
Lier, Contich, Borsbeek	1			
Mechelen	1	13 (waarvan een omschrijvings- principaal).		
Gent, Audenaerde, Dendermonde, Zwijndrecht, Beveren-Waes.	3			
Brugge, Zedelghem	2			
Kortrijk, Wevelghem, Thielt, West- Roozebeke, Roeselare	1			
Oostende, Jabbeke, Adinkerke	1			
<i>3^e militaire omschrijving.</i>				
Luik, Bierset-Awans.	2			
Verviers, Spa-Eupen.	1			
Elsenborn-Malmédy	1	10 (waarvan een omschrijvings- principaal).		
Beverloo	2			
Hasselt-St-Truiden Landen.	1			
Namen, Gembloers	2			
Aarlen	1			
<i>Allerlei.</i>				
Cadettenschool	1			
Pupillenschool van Aalst	1			
Pupillenschool van Saffraenberg	1			
Sanatorium van Marchin	1			
Opleidingscentrum der ziekendra- gers-verplegers	1			
Te zamen.	39		1	1

Zoodra dit tweede Koninklijk besluit aan het Departement van Landsverdediging zal teruggezonden zijn, zal het definitief statuut van de Aalmoezeniers van het leger luiden als volgt :

*Koninklijk besluit tot regeling van den staat en den stand
der militaire aalmoezeniers.*

(Definitief statuut.)

EERSTE ARTIKEL.

De staat van militair aalmoezenier is die van den bedienaar van een der door den Staat erkende Eerediensten die, op voordracht van de bevoegde hoogere geestelijke overheid en op voorstel van den Minister van Landsverdediging, door Ons wordt benoemd, om te allen tijde de uitoefening van den Eeredienst te verzekeren en den zedelijken steun van den godsdienst in de korpsen en diensten van het leger te verschaffen.

De militaire aalmoezenier is een organiek aan het leger gehechte burgerlijke persoon ; hij bezit de hoedanigheid niet van militair.

De militaire aalmoezenier legt den eed af, voorzien bij artikel 2 van het decreet van het Nationaal Congres d.d. 20 Juli 1831.

Voor de inbreuken vermeld onder artikel 4, titel I, van het Militair Strafwetboek, is de militaire aalmoezenier aan de militaire straffen onderworpen.

ART. 2.

De dienst van het militair aalmoezenierswezen begrijpt :

- 1° Den aalmoezeniersdienst van den Katholieken Eeredienst ;
- 2° Den aalmoezeniersdienst van den Protestantschen Eeredienst ;
- 3° Den aalmoezeniersdienst van den Israëlietischen Eeredienst.

ART. 3.

De militaire aalmoezenier verkeert in een der volgende standen :

1° In activiteit. Zulks is de stand van den aalmoezenier bij de werkdadige kaders, in 't bezit van eene betrekking, of van den gemobiliseerden reserve-aalmoezenier, in 't bezit van eene betrekking ;

2° Beschikbaar gesteld bij afschaffing van betrekking ;

3° Beschikbaar gesteld wegens ziekte of lichaamsgebrek ;

4° Beschikbaar gesteld in het geval dat hij, wanneer hij den grensleeftijd bereikt, niet het vereischte getal dienstjaren tellt om een pensioen te kunnen bekomen en er hem geen lichaamsgebreken bevonden worden waardoor hij buiten staat is zijn ambt te blijven waarnemen ;

5° Beschikbaar gesteld om redenen van persoonlijke belangen.

De beschikkingen van den samengeoordenden tekst Onzer besluiten van 6 Mei 1923 en van 2 April 1925, ter regeling van den stand der beschikbaar gestelde staatsambtenaren en -bedienden zijn, behalve artikel 5bis, op hen toepasselijk voor zoover ze verband houden met dezelfde standen, voor de militaire aalmoezeniers onder bovenstaande 2, 3°, 4° en 5° voorzien.

Het recht van den bij afschaffing van betrekking beschikbaar gestelden aalmoezenier op een wachtwedde houdt echter op, zoodra hij door de overheid, van wie

hij in godsdienstig opzicht afhangt, opnieuw bij een door den Staat bezoldigten Eeredienst werkzaam wordt gesteld.

ART. 4.

Het kader van het Aalmoezenierswezen voor den Katholieken Eeredienst telt :

- 1° Een opperaalmoezenier met rang van opperofficier ;
- 2° Hoofdaalmoezeniers met rang van hoofdofficier ;
- 3° Aalmoezeniers der 1^e of 2^e klasse, met rang van lager officier.

ART. 5.

Het kader van den aalmoezeniersdienst voor den Protestantschen Eeredienst telt :

- 1° Een opperaalmoezenier met rang van hooger officier ;
- 2° Aalmoezeniers der 1^e of 2^e klasse, met rang van lager officier.

ART. 5bis.

Het kader van den Israëlitischen Eeredienst omvat :

- 1° Een opperaalmoezenier met rang van opperofficier ;
- 2° Aalmoezeniers der 1^e of 2^e klasse, met rang van lager officier.

ART. 6.

In oorlogstijd, en voor den duur er van, worden de kaders der verschillende diensten van het aalmoezenierswezen door reserve-aalmoezeniers aangevuld.

Van in vreedstijd reeds krijgen deze laatsten hunne bestemming voor het geval van mobilisatie.

Staat en stand der reserve-aalmoezeniers worden bij de voor de reserve-officieren geldende voorschriften geregeld.

ART. 7.

. Zoowel in administratief opzicht als in opzicht van tucht, hangen de opperaalmoezeniers af van Onzen Minister van Landsverdediging.

In godsdienstig opzicht, hangen zij af van de hoogere overheid van hunnen Eeredienst.

ART. 8.

De hoofdaalmoezeniers en de aalmoezeniers der 1^e of 2^e klasse hangen, wat dienst en tucht betreft, af van den opperaalmoezenier van hunnen Eeredienst en, op administratief gebied, van de militaire overheden onder wier bevelen zij staan.

De opperaalmoezenier van den Protestantschen Eeredienst treedt, bij opdracht van Onzen Minister van Landsverdediging, bij de verschillende protestantsche kerken in België handelend op.

De opperaalmoezenier van den Israëlitischen Eeredienst treedt, bij opdracht van Onzen Minister van Landsverdediging, bij het Centraal Israëlitisch Consistorie van België handelend op.

ART. 9.

De betrekkingen van aalmoezenier worden, op voorstel van hunnen opperaalmoezenier door Onzen Minister van Landsverdediging bevestigd.

De aalmoezenier die, om redenen van godsdienstigen aard, zijne betrekking bij het leger moet laten staan, wordt vanwege den opperaalmoezenier het voorwerp van een aan Onzen Minister van Landsverdediging toegestuurd gemotiveerd voorstel.

ART. 10.

Niemand kan tot aalmoezenier der 2^e klasse bij het leger benoemd worden zonder priester, dominee, rabbijn of bedienaar van den Israëlitischen Eeredienst, geboren Belg of genaturaliseerd, ten minste 27 jaar oud te zijn, en beide landstalen te kennen.

De militaire aalmoezeniers worden tot de 1^e klasse bevorderd na dertien jaar werkelijken dienst als aalmoezenier der 2^e klasse. De aalmoezeniers der 1^e klasse kunnen niet tot hoofdaalmoezenier van den Katholieken Eeredienst of tot opperaalmoezenier van den Protestantischen Eeredienst of tot opperaalmoezenier van den Israëlitischen Eeredienst bevorderd worden, zonder ten minste tien jaar werkelijken dienst als aalmoezenier der 1^e klasse te tellen. Om tot den rang van opperaalmoezenier van den Katholieken Eeredienst bevorderd te worden, moet de hoofdaalmoezenier ten minste vijf jaar dienst in dien graad tellen.

Bij overgangsmaatregel, zullen de thans in dienst zijnde aalmoezeniers rechtstreeks bevorderd worden tot den rang, waarvan ze op dit oogenblik het ambt waarnemen.

ART. 11.

De aalmoezeniers van alle categorieën kunnen aanspraak maken op de eervolle onderscheidingen voorzien voor de officieren van het leger van hunnen rang, voor zoover ze de bij het desbetreffend reglement opgelegde annuïteiten tellen.

ART. 12.

Gelijkerwijze als voor de officieren van het leger, geldt de rang tot grondslag voor de rechten der aalmoezeniers wat betreft eer- en eerbiedsbewijzen, voorangsrecht, huisvesting en vergoedingen.

ART. 13.

Wedden en tegemoetkomingen der aalmoezeniers worden bij het desbetreffend reglement geregeld.

ART. 14.

De op de militaire aalmoezeniers toepasselijke tuchtstraffen zijn :

- 1^o Berisping door den Minister van Landsverdediging ;
- 2^o Schorsing voor ten hoogste drie maanden met of zonder wedde ;
- 3^o Afstelling.

Geene straf mag uitgesproken worden zonder dat de belanghebbende vooraf in zijne verdedigingsmiddelen werd gehoord, hetzij mondeling, hetzij schriftelijk, naar gelang de omstandigheden.

De berisping wordt door den Minister van Landsverdediging uitgesproken.

De andere straffen worden door Ons uitgesproken. Wegens ernstige redenen, waarover hij alléén te oordeelen heeft, kan de Minister echter voorloopig tot schorsing beslissen, en zulks zonder eenige voorafgaande rechtvaardiging vanwege den belanghebbende.

De Minister moet dan zijne beslissing binnen de acht dagen bij Koninklijke beschikking doen bekrachtigen

ART. 15.

De militaire aalmoezeniers, beschikbaar gesteld bij afschaffing van betrekking of in hunne bediening geschorst (met of zonder wedde) blijven aan de bevelen van den Minister van Landsverdediging onderworpen.

De tijd waaronder zij beschikbaar zijn, bij afschaffing van betrekking of om redenen van persoonlijke belangen, telt niet bij hunne dienstjaren voor bevordering.

De helft van den tijd waaronder zij wegens ziekte of lichaamsgebrek beschikbaar zijn geweest, wordt van hunne dienstjaren voor bevordering afgerekend.

ART. 16.

In het uitoefenen van hun ambt, draagt het personeel der verschillende aalmoezeniersdiensten dezelfde kleedij als de officieren van het leger.

Bij die kleedij hooren echter kenmerkende kleur noch biezen. Op de klak, de jekker- en kapotkraag staat een bijzonder kenteeken, namelijk ;

Voor het aalmoezenierswezen van den Katholieken Eeredienst : het Latijnsch kruis (uit goud geborduurd);

Voor het aalmoezenierswezen van den Protestantschen Eeredienst : het Malta-kruis (uit zilver geborduurd).

Voor den aalmoezenier van den Israëlietischen Eeredienst : twee kruiselingsche driehoeken (uit zilver geborduurd).

De aalmoezeniers met rang van hoofd- of opperofficier dragen, samen met bovenstaand voorziene kenteeken, de voor die categorie van officieren voorziene enkele of dubbele baret ; de aalmoezeniers met rang van lager officier, een gouden baret van 35 millimeter hoogte op 1 millimeter breedte.

ART. 17.

Behalve voor de verloven wegens gezondheidsredenen, zijn de beschikkingen van Ons besluit van 22 Maart 1921, n^o 9001, ter goedkeuring van het reglement op de verloven der officieren en gelijkgestelden, toepasselijk op de militaire aalmoezeniers.

ART. 18.

De militaire aalmoezeniers vallen onder toepassing van de wetgeving op de burgerlijke en geestelijke pensioenen.

ART. 19.

Opvoorstel van Onzen Minister van Landsverdediging, kan de militaire aalmoezenier, die gepensionneerd wordt of ontslag verkrijgt uit het ambt dat hij bij het leger, waarneemt, toelating bekomen om den eertitel te blijven dragen van het ambt dat hij bij het leger heeft bekleed.

ART. 19bis.

In vredetijd, wordt de organieke samenstelling van den aalmoezeniersdienst geregeld overeenkomstig de aan dit besluit gehechte tabel

ART. 20.

Onze Minister van Landsverdediging mag, binnen het kader der bestaande wetten, aan de beschikkingen van onderhavig besluit, de kleine wijzigingen aanbrengen, die hij voor de toepassing van voorgaande beschikkingen mocht gepast oordeelen.

ART. 21.

Al de desbetreffende beschikkingen van vóór onderhavig besluit worden ingetrokken.

ART. 22.

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

* *

Het ontwerp van Begrooting van het Ministerie van Landsverdediging voor 1928 werd aangenomen met 8 stemmen tegen 4 en 1 onthouding.

De Commissie stelt U dienvolgens voor het aan te nemen zooals het U is voorgelegd.

De Verslaggever,

P. DE BURLET.

De Voorzitter,

M. PIRMEZ.

BIJLAGE I.

SCHOENFABRIEK VAN THIELT.

(Bezoek op 16 September 1927.)

VERSLAG

uitgebracht door den heer ERNEST.

Tijdens het bezoek aan deze inrichting, heeft de Commissie kunnen vaststellen dat, sedert de kortstondige werkstaking die er in 1923 is uitgebroken, en drie dagen duurde, het werklieden-personeel bevredigd is over de ingevoerde regeling.

Dit personeel bestaat uit 58 werklieden, waaronder 18 gemilitariseerden en 18 werksters. De loonen komen overeen met die in de privaatindustrie uitbetaald, onverminderd de bijzondere voordeelen welke de Staatswerklieden in geval van ziekte bekomen.

In Juli 1926, waren er 185 werklieden aan den arbeid. Wegens bezuiniging en omdat het getal te mobiliseeren soldaten werd verminderd, werd ook het getal arbeiders meer beperkt.

Heden ten dage, worden in deze fabriek 200 paar schoenen per dag vervaardigd. Dit getal kan echter op 800 paar per dag worden gebracht. En, in geval van mobilisatie, kan men er, met al het bestaande materieel in werking te brengen, 2,400 paar per dag verwaardigen.

De kostende prijs der te Thielt vervaardigde schoenen wordt opgemaakt volgens de industriele comptabilisatie van al de uitgaven van de inrichting. Het is dus de juiste prijs, met inbegrip van de gebruikte grondstoffen (leder), van de kleine benodigdheden en algemeene kosten (aflossing, interest van het belegde kapitaal, loon van het burgerlijk personeel, uitkeeringen en andere lasten ten voordeele van het militair personeel).

Tijdens het eerste kwartaal 1927, was de confectieprijs, te Thielt, als volgt :

Troep-schoenen	fr. 64.77
Schoenen voor onderofficieren	fr. 61.33
Schoenen voor adjudant	fr. 69.98

*
**

Onarhankelijk van den kostenden fabrieksprijs, stelt het Departement ook een verkoopprijs vast voor de schoeisels. !

Deze prijs wordt berekend met inachtneming van de tegenwoordige waarde der goederen (leder en onderscheidene leveringen).

Het verschil tusschen den kostenden prijs en den verkoopprijs berust op het feit dat het leder een of twee jaar te voren wordt aangekocht.

Thans verwerkt men dus onderleder dat, vóór twee jaren, veel lager dan de tegenwoordige koers van den dag werd aangekocht.

S. I. A. A. handelt aldus, omdat de magazijnen schoenen mogen verkoopen aan officieren, amblenaren en gendarmen.

Moest de verkoop geschieden tegen den juist kostenden prijs, dan zou het Departement *oogenschijnlijk* niets verliezen, maar zou met het ontvangen geld de verkochte koopwaar niet kunnen vervangen.

Doch de Staat zou aldus schade lijden ten voordeele van particulieren. Zulke handelwijze is niet aan te nemen en om dit te vermijden heeft men moeten vaststellen :

1° een kostenden prijs volgens industrieele comptabilisatie;

2° een verkoopprijs.

Tijdens het eerste trimester 1927, was de verkoopprijs als volgt :

Troepbottinen	fr. 95.28
Bottinen voor onderofficier.....	fr. 94.76
Bottinen voor adjudant	fr. 103.78

Tijdens het 4° trimester 1927, was de verkoopprijs :

Troepbottinen	fr. 115.00
Bottinen voor onderofficier.....	fr. 112.50
Bottinen voor adjudant	fr. 117.40

Deze prijsverhoging is het gevolg van de nieuwe stijging bij het leder, in de laatste tijden waargenomen, alsmede de loonsverhoging bij het stijgen van het indexcijfer. Gedeeltelijk werden de nieuwe prijzen opgemaakt op grond van eene aanbesteding van lapleder, tijdens het 3° trimester (Juli) gedaan.

De Commissie heeft bevonden dat het materieel van de fabriek niet aan den Staat toebehoort; de machines worden gehuurd bij eene firma die gespecialiseerd is op dat gebied en eene jaarlijkschen huurprijs bekomt.

Met verbazing konden wij vaststellen hoe aanzienlijk de stocks leder zijn; er ligt voor meer dan vijf millioen frank in magazijn.

Uit ingewonnen inlichtingen blijkt, dat het lastenkohier voor den aankoop eischt dat het leder minstens een jaar in den loopput blijft, t. t. é., dat het gelooide werd volgens de vroegere bewerking, buiten alle gebruik van zwavelstof, zelf van doove zwavel. Deze eisch van het lastenkohier kost duur aan den Staat. Immers, naar men beweert, zou het leder dat volgens de moderne bewerking wordt gelooide — het looien duurt 4 tot 6 maanden —, 8 tot 10 frank minder kosten per kilo, *en even sterk wezen*.

België heeft 200 looiers. Nu, uit de ervaring is gebleken, dat onder deze 200 looiers er slechts een dozijn, en altijd dezelfde, voor de aanbesteding inschrijven. Men kan onderstellen dat zij zich verstaan om de loten onder elkaar te verdeelen. Indien men het lastenkohier wilde wijzigen, dan zouden al onze looiers hunne prijzen kunnen aangeven, en door de mededinging kon de verkoopprijs verminderen. Men mag schatten dat men aldus bij de laatste aanbesteding schier een half millioen had kunnen uitsparen.

Het valt op te merken dat de Fransche Regeering deze zienswijze heeft aangenomen en van het volgens de vroegere bewerking gelooide leder heeft afgezien.

Onzes dunkens, zou het Departement dit voorbeeld kunnen navolgen; dergelijke handelwijze zou bovendien beter overeenkomen met de huidige opvattingen van het benuttigen van alle nationale middelen tot voorbereiding van de mobilisatie.

En aldus zou men wellicht ook de stocks in de magazijnen kunnen verminderen.

De Commissie heeft bevonden dat de lederafval naar de verschillende korpsen

wordt gestuurd voor het herstellen van de schoenen der in dienst zijnde militairen. Deze afval wordt aan de eenheden gerekend tegen 13 fr. 26 per kilo. Onbruikbare afval wordt aan de privaattijverheid tegen lagere prijs verkocht.

Met genoegen kon de Commissie vaststellen dat de industriële comptabiliteit, die sedert 1923 in deze fabriek is ingericht, goed wordt gehouden.

Anderzijds, moet de Commissie de aandacht der overheid vestigen op de geringe brandweermiddelen : eene handpomp en eene moto-pomp.

Spijtig is het, dat het bestuur van de fabriek vooraf kennis had gekregen van het komend bezoek der Commissie; aldus waren de lokalen reeds daags te voren schoon gemaakt en kon de Commissie deze inrichting in hare gewone werking niet bezichtigen.

De verslaggever,

VICTOR ERNEST.

De Voorzitter,

MAURICE PIRMEZ.

BULAGE I.

FABRIEK VOOR HET HERSTELLEN VAN GEBRUIKTE UITRUSTINGSVOORWERPEN

(Bezoek op 16 September 1927.)

VERSLAG

ingediend door den heer DE BURLET.

De Legerecommissie begaf zich naar Roeselare om er de fabriek voor het herstellen van gebruikte uitrustingsvoorwerpen te bezoeken.

Deze fabriek zorgt voor het ontsmetten, het wasschen, het geheel herstellen of opnieuw bruikbaar maken van gebruikte voorwerpen. — die in ieder uitgezonderd — die van de troepenkorpsen en van de uitrustingsmagazijnen komen; zij zorgt ook voor het classeeren (met het oog op den verkoop bij aanbesteding) van afval en onbruikbare voorwerpen.

De leden van de Commissie hebben achtereenvolgens bezocht :

1° Het waschluis met ontsmettingszaal, waar al de voorwerpen in laken en katoen terecht komen;

2° De werkplaats voor het krimpen van de kleedingsstukken in laken;

3° De werkplaats waar de ransels en knapzakken waterdicht worden gemaakt;

4° De inrichting voor het naaiwerk waar men de kleedingsstukken in laken en katoen herstelt;

5° De werkplaats voor het uitknippen, schiften en classeeren van de onbruikbare voorwerpen;

6° De werkplaats voor het losbreien en het aanbreien van kousen;

7° De werkplaats voor het uitrafelen van voorwerpen in wol die onbruikbaar

geworden zijn; de nitgerafelde wol dient voor het maken van de matrassen der troepen;

8° De werkplaats voor het wasschen en afbijten van de voorwerpen in aluminium en blik;

9° De werkplaats waar men de gedeukte helmen, veldflesschen, gamellen, enz., herstelt;

10° De werkplaats waar men de voorwerpen in blik vertint en de ijzeren voorwerpen polijst;

11° De werkplaats voor het herschilderen van gamellen en helmen en voor het terug opmaken van deze voorwerpen.

Deze militaire inrichting ontstond gedurende den oorlog. Er bestonden te Kales, gedurende den oorlog 1914-1918, twee waschinrichtingen met een dienst voor de ontruiming aan het front, alsmede waschhuizen te De Panne en Elsendame. Het is het materieel van deze waschhuizen en van den ontruimingsdienst die aangewend werd om de huidige fabriek te Roeselare op te richten.

De fabriek werd in der haast tot stand gebracht, in 1919, om De Panne te ontruimen vóór het badseizoen en naar België het materieel over te brengen dat in Frankrijk gebleven was.

Toen werd besloten dat bedoelde fabriek moest gevestigd worden ten Noord-Westen van de Leie, om redenen van strategischen aard.

De Commissie wenschte te weten waarom men Roeselare gekozen heeft.

Na talrijke opzoekingen vond men in de streek, waarin men verplicht was te kiezen, alleen de Brouwerij-Mouterij Van Canneft.

Dit was eene tijdelijke inrichting die aangevuld werd met barakken. Het was echter noodig, op dat oogenblik, de inrichting, hoe slecht zij ook was, aan te nemen, met het inzicht ze nadien te verbeteren.

De Commissie heeft vastgesteld dat, in het hoofdgebouw — in baksteen — zich al de werkplaatsen bevonden.

De onderscheidene verrichtingen grijpen daar plaats met orde; doch de gezondheidsomstandigheden laten veel te wenschen over en eischen spoedige en diepgaande hervormingen.

De Commissie houdt rekening met de omstandigheden waarin de fabriek opgericht werd en moest werken sedert de inrichting. Zij vindt nochtans, en terecht, dat de toestand thans gewijzigd is en dat men maatregelen nemen moet om het bestaande te veranderen.

De fabriek had de groote verdienste eene onmiddellijk nut op te leveren op het ernstige oogenblik van de demobilisatie, toen men moest zorgen voor de volledige uitrusting van 120,000 man per jaar.

Ik voeg hieraan toe dat, zoo de omstandigheden waarin het werklieden personeel arbeidt, zeer slecht en soms heelemaal ongezond zijn, dit personeel nochtans verklaart heel tevreden te zijn over zijn lot en trouw werkzaam blijft in de fabriek.

Men heeft trouwens nooit vastgesteld dat zich ziekten voordeden ten gevolge van de ongezonde werkvoorwaarden.

De Commissie geeft zich rekenschap van de belangrijke diensten, bewezen door de fabriek voor het herstellen van de uitrustingsvoorwerpen, en van de ontzaglijke bezuinigingen die zij opleverde vóór den Staat.

Inderdaad, vóór den oorlog, bestond geene militaire inrichting van dien aard.

De bevelhebbers der eenheden moesten beroep doen op talrijke kleine ondernemers en ambachtslieden, om deze werken te doen uitvoeren.

Vele private waschhuizen, vreesden hunne niet-militaire cliëntelee te verliezen

en weigerden de militaire kleedingstukken te wasschen of eischten buitensporige prijzen.

De ontsmetting bestond niet en de soldatenhygiëne was hierdoor verwaarloosd.

Het herstellen van de kleeren en wapenen kon waargenomen worden door de bataillonwerkplaatsen, doch het herstellen van het ondergoed was ten zeerste verwaarloosd en hierdoor werden dikwijls vele stukken te vroeg buiten gebruik gesteld. Hetzelfde geschiedde voor het schoeisel en het ondergoed.

De buiten gebruik gestelde voorwerpen werden aan kleine kooplieden, ter plaatse, tegen lage prijzen verkocht.

De uitstekende mechanische uitrusting van de fabriek, te Roeselare, laat toe met een minimum van kosten de voorwerpen in bruikbaren toestand te houden tot zij volkomen versleten zijn. Hierdoor wordt de aankoop van nieuwe voorwerpen verminderd.

De voortbrengst van de fabriek, die onophoudelijk werkt, schijnt beslissend te zijn. De Commissie had de gelegenheid dit vast te stellen door het volgend voorbeeld :

Gedurende de maand Mei 1927, heeft de fabriek weder in staat gesteld :

2,877 soldatenjassen ;

3,398 ruitersbroeken ;

9,721 broeken in laken ;

3,970 vesten in laken ;

4,230 vesten in katoen ;

1,970 broeken in katoen ;

Duizenden ondergoedstukken en onderscheidene artikelen :

3,480 hemden ;

6,060 onderbroeken ;

9,725 handdoeken ;

3,880 borstrokken ;

10,000 zakdoeken ;

2,655 helmen ;

2,360 veldflesschen.

De schifting en classeering van de buiten gebruik gestelde losgesneden kleedingstukken, van de onbruikbare voorwerpen alsmede van den afval, geven aan deze het maximum hunner waarde.

De verkoop bij openbare aanbesteding van deze voorwerpen en van den afval heeft, in 1926, de som van 370,653.48 frank opgeleverd. De exploitatiekosten beliepen, gedurende hetzelfde jaar, 1,159,655 frank.

Wegens het ontsmettingsstelsel dat in deze fabriek wordt toegepast, is het mogelijk geworden, met inachtneming van de regelen der hygiëne, aan de troepen, reeds door vroegere militieklassen gebruikte kleedingstukken te geven ; aldus worden de lasten der Schatkist verminderd, des te meer omdat de verkorting van den dienstitijd, zonder aanwending van dit middel, niet zou toelaten, de uitrustingsvoorwerpen te gebruiken tot zij versleten zijn.

Vorenvermelde cijfers bewijzen anderzijds dat de uitslagen bekomen worden op uitzonderlijk goedkoope wijze.

Uwe Commissie weet bovendien dat in de private nijverheid geene enkele inrichting bestaat die al de werken zou kunnen uitvoeren welke men aan de betrokken fabriek toevertrouwt.

Neemt men de huidige omstandigheden van het militaire leven in acht, met den verkorten dienstitijd waarvan het gevolg is dat, bij elk vertrek eener klasse,

talrijke soldatenuitrustingen die niet geheel versleten zijn, ter zijde worden gelegd, dan mag men zeggen dat ingeval de fabriek niet moest bestaan, men er spoedig eene volkomen nieuwe zou moeten oprichten. Thans neemt de fabriek al de werken waar, veroorzaakt door het uiteennemen en in orde brengen van 50,000 volledige soldatenuitrustingen per jaar.

Buiten dit normaal werk, zal de fabriek, binnenkort, eene reeks van 150,000 gebruikte soldatenuitrustingen, van vroegere klassen, moeten behandelen, die door nieuwe moeten vervangen worden. Zij moet dus rusteloos doorwerken.

. . .

Het materieel van de fabriek omvat :

1^o eene machine die stoom voortbrengt op 6 atmosferen, voor eene horizontale machine welke eene dynamo met 20 P. K. en een drijfslag in beweging brengt ;

2^o het werkmaterieel.

Dit materieel bestaat uit :

16 waschmachines waarvan elke dagelijks acht waschverrichtingen doet ;

10 droogtoestellen welke het overtollige water na het wasschen moeten wegnemen.

(Elk toestel behandelt 20 kilogram linnen in 10 minuten).

1 uitrafelingsmachine welke den wolafval van kousen, handschoenen en ander breiwerk behandelt.

1 luchtpomp voor den luchtdruk in de werktuigen waarmede de helmen en ketels worden geschilderd.

1 horizontale trommel voor het polijsten van sporen, vingerhoeden, gespen, enz.

1 pers om gedeukte helmen en ketels te herstellen.

2 toestellen voor het ontsmetten van kledingstukken en ondergoed.

. . .

De Commissie voor de Landsverdediging heeft met bewondering het werk, de uitslagen en het nut van de fabriek vastgesteld. Zij drukt evenwel den wensch uit, dat de ontsmetting in ongezonde lokalen plaats grijpt en dat de voorwaarden, wat de gezondheidsvoorzorg voor de werklieden betreft, niet zijn zooals het zou betamen. Het is opvallend, namelijk, dat de arbeidsters welke zich met het krimpen bezighouden, in zeer slechte omstandigheden werken.

Ik heb hooger uiteengezet hoe het leger, in 1919, de fabriek in bezit genomen had.

De Commissie heeft vastgesteld dat men de inrichtingen verbeterd had : men heeft onlangs elektrische ventilatoren in de zaal voor het krimpingswerk aangebracht. Doch dit is slechts een overgangsmaatregel, vermits de huidige barakken — die van den oorlog dagteekenen en vervallen zijn — zullen vervangen worden door gebouwen in harde stoffen.

Zoo dit werk wordt uitgevoerd zooals, naar het schijnt, het Ministerie zinnens is het te doen, dan zullen de nieuwe gebouwen toelaten de onderscheidene verrichtingen beter te ordenen en aan het personeel ruimere en beter verluchte lokalen te bezorgen. Dit is noodzakelijk.

De Commissie voor de Landsverdediging heeft zich verontrust over den toe-

stand der houten barakken (met een inhoud van 5,000 kubieke meters) die gevuld zijn met uitrustingsstukken en voorwerpen die moeten behandeld worden. Deze barakken zijn ternauwernood verlicht. Zij zijn een gemakkelijke prooi voor een brand waartegen men ternauwernood gewapend is. Er is geene electrische verlichting. Gewone lantaarns zijn, in werkelijkheid, het eenige verlichtingsstelsel. In zulke omstandigheden is het tel- en schiftingswerk, vooral gedurende de Wintermaanden, zeer moeilijk.

De Commissie vestigt de aandacht van het Departement op den toestand der stoommachine die de beweegkracht voortbrengt.

Deze machine schijnt niet meer in staat te zijn om het werk te doen dat haar opgelegd wordt. Zij werkt in slechte omstandigheden en kan gevaar opleveren.

De fabriek brengt zelf hare electriciteit voort voor het gebouw in baksteen : doch de Commissie heeft meenen vast te stellen dat de verlichtingstoestellen, in deze plaats, zelfs niet in buizen aangelegd is en dat er dus groot gevaar voor brand bestaat.

Er bestaat reden schijnt het, om zich spoedig met deze bijzonderheid bezig te houden.

*
* * *

De Commissie heeft een massa knapzakken gezien die in de ontsmettingskuip moesten opgenomen worden. Zij was er over verwonderd dat deze knapzakken die nagenoeg nieuw schenen te zijn, de behandeling der versleten stukken gingen ondergaan.

In werkelijkheid, waren die knapzakken niet bestemd voor de ontsmettingskuip ; zij moesten onderzocht worden.

De Legercommissie stelt in het licht dat er geen drinkwater in de fabriek zelf, te vinden is. Het water dat gebruikt wordt voor de voorbereiding der maaltijden moet dagelijks door een groep werklieden gehaald worden op 2 à 300 meters afstand van de fabriek.

Dit is eene leemte die, naar het inzicht van uwe Commissie, onmiddellijk moet verholpen worden.

Men treft ook in de fabriek geene stortbaden aan, hetgeen te betreuren is in eene inrichting waar de werklieden en soldaten zich met bijzonder ontreinigend werk bezighouden.

Het gevaar van brand hield ook de aandacht gaande van de Legercommissie : de barakken bevatten voorwerpen waarvan de waarde op 20 millioen kan geschat worden. De vrijwaring dezer voorwerpen tegen brand is volkomen ontoereikend. De bewakingsdienst der fabriek is niet toereikend buiten de werkuren. De bewaking wordt alleen door soldaten waargenomen en zij zijn niet talrijk.

Men zou doeltreffende veiligheidsmaatregelen moeten nemen.

De Commissie heeft de werklieden der fabriek ondervraagd. Zij verklaarden tevreden te zijn over hun lot en hun loon en lieten geene klachten hooren.

Het werkliedenpersoneel der fabriek heeft een Regeeringsbarema, een zestigtal leermeisjes uitgezonderd ; dezen werden tijdelijk aangeworven om den overlast van de werkplaats voor het naaiwerk uit den weg te helpen ruimen. Deze jonge werksters worden betaald volgens het gewestelijk loon. Er dient opgemerkt te worden dat dit barema het Regeeringsbarema overtreft, hetwelk kon toegepast worden op onlangs opgerichte diensten, zooals de fabriek voor militaire kleedingstukken.

Ziehier het barema toegepast in de fabriek voor de herstellingen :

Aanwijzing van het personeel	Getal	Dagelijksch loon	
		minimum	maximum
<i>Mannelijk personeel.</i>			
Mecaniciën	1	31.20	40.80
Stoker	1	31.20	39.60
Machinist	1	31.20	37.60
<i>Vrouwelijk personeel.</i>			
Hoofd-Opzichtster	1	25.40	36.72
Gespecialiseerde dagwerksters	160	23.00	26.20

Buiten vorenvermeld loon, wordt aan het personeel en veranderlijk gedeelte toegekend volgens de schommelingen van het index-cijfer.

Dit veranderlijk gedeelte is van 15 centiem per uur voor de eerste schijf van 30 punten van af het index-cijfer 501 en van 10 centiem per uur voor de volgende schijven.

Voor de maand December 1927, is het index-cijfer 804. Hieruit volgt dat de duurte toeslag 1.15 frank per uur beloopt.

Wat de tusschengevoegde verhoogingen tusschen de minima en de maxima van het barema betreft, zij worden toegekend wanneer de werksters eene loereikende kennis van hun vak gekregen hebben en wanneer de opbrengst goed is.

Volgens het reglement, kan men de jonge werksters en de halve werksters, om de 15 dagen, loonsverhoging toestaan, terwijl dit voor de geschoolde arbeidsters om de 6 maanden en voor de niet- gespecialiseerde dagwerksters, om de 3 jaren geschiedt.

Het personeel van de fabriek bekommt ook gezinstoelagen.

Zooals het barema het aanwijst, zijn er slechts drie werklieden in de fabriek voor de herstellingen.

Deze mannen worden uitsluitend gebezigd in de machinezaal. Zij zijn dus in feite gescheiden van het vrouwelijk personeel.

Het personeel van de inrichtingen der Intendantie heeft recht op de geneeskundige hulp van het Leger, op voorwaarde dat het toestemt in de afhouding van 1/2 t. h. op zijn loon.

* * *

BESLUITEN. — De fabriek is onbetwistbaar en volstrekt noodzakelijk. Zij bewijst de grootste diensten aan het Leger. Zij is onmisbaar en laat den Staat toe onberekenbare bezuinigingen te doen.

Zij wordt met tucht en methode geleid.

De orde heerscht er, ondanks de zeer slechte inrichting der lokalen en de betreurenswaardige arbeidsvoorwaarden.

Men kan zeggen dat de Intendantie het best gehaald heeft uit de oude gebouwen die zij gevonden heeft op een bijzonder moeilijk oogenblik. Men moest met spoed te werk gaan.

De Legercommissie drukt evenveel de volgende wenschen uit :

« dat de bestaande inrichting vervangen worde door eene moderne die meer geschikt zij voor de vereischten van het werk ;

» dat het gevaar van brand uit den weg geruimd worde en dat de vrijwaring van al de deelen der fabriek verzekerd worde ;

- » dat overal drinkbaar water voorhanden zij ;
- » dat eene verbinding met de spoorlijn aangelegd worde om eene langdurige, ingewikkelde, moeilijke, vermoeiende en kostelijke behandeling der goederen te vermijden ;
- » dat de inrichting met de telefoon verbonden worde ;
- » dat de electrische verlichting zonder verwijl aangelegd worde in al de barakken waar zij niet bestaat en dat zij onderzocht worde daar waar zij thans bestaat ».

20 September 1927.

De Verslaggever,

P. de BURLET.

De Voorzitter,

MAURICE PIRMEZ.

BIJLAGE III.

KAMP VAN ELSENBORN

(Bezoek op 22 September 1927)

VERSLAG

uitgebracht door den Heer HOEN.

Onder de leiding van den heer voorzitter Pirmez, hebben de heeren Van den Corput, Missiaen, Fieullien en Hoen, op Donderdag 22 September 1927, het kamp van Elsenborn bezocht.

De militaire overheid van het kamp en de oversten van de troepen die te Elsenborn legeroefeningen verrichten, hebben de Legercommissie uitstekend ontvangen en toonden allen een wenschelijke bereidwilligheid om de Commissie rond te leiden en haar over alle zaken de gevraagde inlichtingen te geven.

Van bij den ingang, krijgt men den indruk dat men voortgaat alles in het werk te stellen om het uitzicht en de inrichting van het kamp te verbeteren ; rond het kamp zijn de wegen en de vlietjes zeer goed onderhouden. Deze indruk wordt nog versterkt tijdens ons verder bezoek, waarover wij slechts een paar werkelijk nuttige opmerkingen willen maken.

1. — Elsenborn beschikt niet over een voldoende getal vergaarbakken om aan de soldaten water te verschaffen. Men rekent 30 liter per man en 60 per paard en per dag. Komen er belangrijke contingenten aan om hun termijn te doen, dan zijn de vergaarbakken ontoereikend. Daar moet er een bijkomen.

2. — Daar is in het kamp een droogkamer voor de nat geworden uniformen. Wegens de kosten van dezen dienst, gebruikt men ze maar op bepaalde dagen : de regen echter kiest niet den dag van het drogen om de manschappen nat te maken. Het spreekt van zelf dat de verantwoordelijke overste het gebruiken van die droogka-

mer moet kunnen voorschrijven volgens de ongestadigheden van het weer en niet volgens de reglementen.

3. — Een spijtige maatregel werd door de militaire overheid getroffen, — de kinema werd opgeheven. Daar liggen op dit oogenblik meer dan 2,500 man in het kamp, en daar is voor hen niet de minste uitspanning, als men daarbij dan nog rekent dat de bibliotheek ook verdwenen is; ook moet men wel aannemen dat alles gedaan werd om de verveling, waarvan het gevaar dient bestreden, in de hand te werken.

Wij zijn dus ver af van de lofwaardige plannen, uiteengezet in het antwoord van het Cabinet (N° 28, 44, S. 2, dd. 6 Februari 1923) op ons verslag over het bezoek aan het Kamp van Elsenborn op 5 September 1922. Daar er geen sprake kon van zijn, schreef men, binnen afzienbaren tijd eene voor de troepen passende tooneelzaal op te richten in het kamp, zou de D. I. M., om aan de soldaten, die tijdelijk in het kamp verbleven, eene gezonde en aangename verstrooiing te verschaffen, in den loop van het jaar 1923 in het kamp openluchtvoorstellingen van kinema geven. Bij ons bezoek van 22 October 1924, stelden wij vast dat de kinema in goede voorwaarden functioneerde en dat hij van tijd tot tijd gebruikt werd voor de propaganda onder de bevolking der streek die op de vertooning werd uitgenoodigd.

Op dit oogenblik bestaat daarvan niets meer. Het is spijtig. Men zou zich met dien toestand ernstig moeten bezighouden. Om velerlei redenen is het noodig de onvermijdelijke verveling te bestrijden, om te beletten dat de soldaten elders weinig aanbevelenswaardige vermaken gaan zoeken.

4. — Wij hebben de slaapgelegenheid van de soldaten onderzocht. De boven elkaar gestapelde bedden zijn er nog altijd in gebruik. Op onze opmerkingen, werd geantwoord dat de overdekte ruimte ontoereikend was om op dit oogenblik een ander materieel in gebruik te nemen.

Wij hebben vastgesteld dat in een magazijn beddegoed lag, namelijk stroozakken die zoo vuil waren dat ze niet meer zouden mogen gebruikt worden. Dit feit is zooveel te betreurenswaardiger daar in een nabijliggend magazijn 3,000 strooizakken in goeden staat lagen die men onmiddellijk zou kunnen gebruiken.

De keukens zijn zindelijk. De koks zijn het minder. Ik spreek natuurlijk van hun kleding, niet van de zorg waarmede zij het eten klaar maken. De soep was goed en voedzaam. Dit is hier de organisatie van den arbeid in serie. Elke keuken heeft hare bijzondere bestemming voor het bereiden der spijzen. Dit vergt een druk heen en weer geloop dat op het eerste gezicht verwondering baart.

6. De bakkerij werkt heel goed. Wij vonden er een zindelijk, bijzonder goed verzorgd materieel. De soldaten die er aan 't werk zijn zien er goed uit en maken een besten indruk. Men voelt hier de waakzame leiding die de mannen weet te gebruiken volgens hunne bekwaamheid. De kaporaal, die aan 't hoofd van deze ploeg staat, verkrijgt met een reeds ouden oven het maximum van productie. Het brood is van goede hoedanigheid en wel gebakken. Wij moeten hier de volmaakte werking van dezen hoofdzakelijken dienst onderlijnen en er onze eenparige tevredenheid over uitspreken.

7. Wij hebben de ziekenzaal, de operatiekamer, de apotheek en de daarbij hoorende lokalen bezocht. De gezondheidstoestand is in het kamp geruststellend. Weinig zieken, weinig vrijgestelden, en de bedlegerigen zijn aangedaan door weinig ernstige ziekten die niet vergen dat ze naar een militair hospitaal worden vervoerd.

Twee opmerkingen :

Zou het niet mogelijk zijn een bestendig gediplomeerd hulpapotheker aan de apotheek toe te voegen ? En een verstandige keuze te doen van het vleesch dat voor de diensten van de infirmerie bestemd is?

Wat betreft de lokalen, drukken wij den wensch uit dat deze diensten een goed ingericht geheel zouden vormen. Het magazijn van de uitgezochte voorwerpen, de verbandkamer, evenals de dienst die thans op het Frankenhof is zouden moeten samengebracht worden in een definitief gebouw.

Wij zijn in eenige barakken geweest, waarvan de vloer invalt. Eene andere werd langs buiten rechtgehouden door schoorpalen om het ineenstorten te beletten.

8. Om te eindigen, willen wij drukken op de noodzakelijkheid de verwarming van de zalen te verzorgen en rekening te houden, bij de uitdeeling van de kolen, met de gure weergestellenis van deze streken.

De Verslaggever,

Jules HOEX.

De Voorzitter,

Maurice PIRMEZ.

BIJLAGE IV.

DIVISIE-DEPOT TE GEMBLOERS.

(Bezoek op 20 October 1927).

VERSLAG

voorgelegd door den heer FIEULLIEN.

Aanwezig : de heeren Pirmez, voorzitter, Mansart, Vanden Corput, Hoen, Missiaen en Fieullien.

Het depôt moet bevatten de uitrusting, de wapens, de benodigdheden en het veldmaterieel dat noodig is voor de I. D. samengesteld uit 3 regimenten infanterie, 1 regiment artillerie, 1 bataillon mitrailleurs, de infanteriebatterij en eventueel de C. T.

De individueele uitrustingen zijn volledig. De kleeven van de manschappen, uniform, lijnwaad, schoeisel, helmen, zijn meestendeels nieuw. Alles is in een uitstekenden staat van zindelijkheid en goed onderhouden, zoo ook de geweren, en de andere benodigdheden en voorwerpen van de manschappen. Al de uitrustingen dragen een etiket en zijn met orde en methode gerangschikt.

Eene enkele opmerking werd gemaakt : de leeren veters in de nieuwe schoenen zijn van slechte hoedanigheid, zij breken als men er even aan trekt.

Wat betreft de bewapening, de munities en de trein, de reglementaire hoeveelheid is op verre na niet bereikt. De mitrailleurs ontbreken, de wagens voor het vervoer zijn er niet, en inzonderheid de rijtuigen en het materieel van den

geneeskundigen dienst, lichte ambulantiëwagens en peletonrijtuigen van de G. D.

De uitrusting, de paardentuigen, het vervoermaterieel, zijn goed onderhouden; alles is gerangschikt met orde en tucht.

Daar de paarden afgeschaft zijn, kan met de vrachtwagens, rijtuigen, enz. bezwaarlijk geoefend worden, wat nochtans zeer nuttig is, om niet te zeggen onmisbaar voor den goeden staat van marschvaardigheid van den trein. Het is wenschelijk dat maatregelen zouden getroffen worden om die leemte aan te vullen.

De gebouwen zijn opgetrokken met het oog op het gebruik als depôt. Zij beantwoorden zeer goed aan dit doel. De lokalen zijn gemakkelijk te bereiken en laten toe, in geval van mobilisatie, de manschappen met orde en groote vlugheid uit te rusten.

De verlichting ontbreekt echter nog. In geval van noodzakelijkheid, zou men zich met eene noodverlichting moeten behelpen. De instellingen voor de elektrische verlichting zijn voorzien, maar konden vooralsnog niet uitgevoerd worden wegens gebrek aan credieten.

De Commissie heeft met voldoening het goede onderhoud van het depôt vastgesteld. Zij drukt den wensch uit dat alle depôts in denzelfden toestand zouden verkeeren. Is eenmaal de elektrische verlichting aangelegd en het materieel en de bewapening aangevuld, zal het depôt van Gembloers als model kunnen dienen.

De Verslaggever,

C. FIEULLIEN.

De Voorzitter,

Maurice PIRMEZ.

BELGE V.

HOSPITAAL VAN ANTWERPEN.

(Bezoek van 27 October 1927).

VERSLAG

uitgebracht door den heer P. DE BURLET.

Het militair hospitaal van Antwerpen is een model-hospitaal. Het bestaat uit een ruim modern gebouwencomplex waar menigvuldige diensten zijn ingericht volgens de nieuwste opvattingen van hygiëne en gemakkelijheid.

Lucht en licht is er overal, in de gebouwen en in de paviljoenen, overvloedig verspreid. De centraalverwarming is overal aangebracht. In deze inrichting heerscht een geest van orde en van tucht en al de diensten werken er naar wensch.

De Commissie heeft de onderscheidene paviljoenen, ziekenzalen, operatiezalen, de apotheek, de radiographie, de keukens, de wasscherij, de observatiezalen, de opsluitingslokalen en de eetzaal bezocht.

De leden vermochten de geneesheeren, de zieken en over 't algemeen al de gehospitaliseerden te ondervragen, zooals ook de verplegers en het hospitaalpersoneel. Zij hebben zich kunnen vergewissen dat niemand bezwaren had voor te

brengen, dat de zieken verklaren door gestadige en toegewijde zorgen te zijn omringd, dat zij tevreden zijn en niets anders dan lof weten te spreken over de offervaardigheid van de officieren, van het korps der geneesheeren, van de verpleegsters zoo kloosterlingen als burgerlijken en van de militaire verplegers.

Het militair hospitaal is een der best toegeruste van België : de diensten zijn er menigvuldig. Inderdaad, men vindt er, volmaakt ingericht en modern toegerust :

- Een kliniek voor ooglijders ;
- Een dienst voor oor-, neus- en keelziekten ;
- Een dienst voor inwendige geneeskunde ;
- Den heilkundigen dienst ;
- De behandeling van de huidziekten ;
- Den dienst voor de venerische ziekten ;
- De diensten der radiographie (X-stralen) ;
- Het bacteriologisch en scheikundig laboratorium ;
- Een dienst voor tandheelkunde ;
- En, eindelijk, een bijzonderen dienst voor zenuwziekten, enz., enz.

Kortom, ik herhaal het, het is een der Belgische model-hospitalen, waar al de diensten zijn bijeengebracht, van aard om de meest volledige zorgen te geven aan de zieken van allerhande soort.

* *

De Commissie voor de Landsverdediging heeft, tijdens haar gerekt bezoek aan het militair hospitaal van Antwerpen, de merkwaardige werking van al de diensten kunnen vaststellen. Op 27 October werden aldaar verpleegd :

- 179 militairen ;
- 12 werklieden van den spoorweg ;
- 4 invaliden ;
- 27 miliciens in observatie ;
- 4 burgerlijke opgesloten ;
- 1 vreemde soldaat ;
- 1 gevangenisbediende en
- talrijke vrouwen van militairen.

De dienst der radiographie is zeer wel ingericht en geeft volledige voldoening. De Commissie kon zich rekenschap geven van de afdoende uitslagen door dit organisme bekomen.

De mecanotherapie is er ook zeer volledig en beschikt er over uiterst belangwekkende moderne toestellen. Deze dienst werkt onder de leiding van Kolonel Waffelaer, een geleerd specialist.

De Commissie kon zich aldaar, zooals overal elders, in het hospitaal, rekenschap geven dat het hoogst wenschelijk zou zijn, indien het leger kon beschikken over vaste verplegers, gemilitariseerde werklieden die hun loopbaan zouden maken in de hospitalen en indien er minder soldaten-miliciens-verplegers waren, wier diensten, — overigens vol toewijding — niet kunnen vergeleken worden met die van verplegers welke geschoold zijn voor de kiesche diensten welke men het recht heeft van hun ijver en van hun verstandige medewerking te vergen.

De *soldaat-milicien-verpleger* blijft niet lang genoeg in de hospitalen om de noodige waarborgen van ervarenheid en kundigheid te geven.

In het militaire hospitaal van Antwerpen, bevinden zich een veertigtal opnieuw

in dienst genomen soldaten van allen leeftijd, op een personeel van ongeveer 120 man.

Dit is te weinig en de onderscheidene diensten moeten daardoor lijden.

De verplegers komen niet uit de regimenten. Zij treden rechtstreeks in dienst als milicien in het hospitaal, waar hun de militaire opvoeding moet worden verstrekt, gelijktijdig met een oppervlakkige opleiding als ziekendragers.

Gedurende dien opleidingstermijn, welke 2 1/2 maanden duurt, kan men van hen geen nuttige eigenlijk gezegde hospitaaldiensten vergen. Dit is dus voor het militaire hospitaal een onbeschikbaar en onnuttig personeel.

De hospitalen zouden slechts afgerichte mannen moeten ontvangen welke, van af hun intreden, den bijzonderen dienst kunnen aanvatten, waartoe zij geroepen zijn. Op de 120 vorenvermelde mannen, moeten 40 soldaten verplegers gezonden worden naar onderscheidene regimenten (ziekenzalen) of naar de hoofdapotheek van het leger als regiment-verplegers, alwaar zij de geneesheeren helpen bij het dagelijksch toedienen van geneesmiddelen en het opleggen van gewone verbanden.

En, al sprekende over het personeel, weze het mij gegund te wijzen op de bewonderenswaardige toewijding der 16 vaste hospitaal-zusters en der 3 leeken militaire verpleegsters welke zich, dag en nacht, met een volledige offervaardigheid aan de zieken en de gekwetsten wijden. Terloops, moet ik echter mijn meening uitdrukken over de omgerijmdheid die er bestaat van die twee soorten van verpleegsters te willen behouden in hetzelfde hospitaal, wanneer andere steden, zooals Brussel, b. v., het grootst mogelijk getal leeken militaire verpleegsters bezitten, wier lof niet meer moet gemaakt worden. Steeds zullen de soldaten zich herinneren hoe zij, tijdens den oorlog en sedert den wapenstilstand, van moed en zelfverloochening, hebben bewijs gegeven. *Wellicht*, zal het noodig zijn te onderzoeken of het niet beter ware deze onderscheidene even toegewijde en nuttige diensten te scheiden, de leeken verpleegsters en de kloosterzusters er elk afzonderlijk te groepeeren in verschillende diensten.

Onder deze toegewijde dienaressen van onze zieken heerscht, onbetwistbaar, een zeer goede verstandhouding, daar zij allen maar één verlangen koesteren: het lijden van onze soldaten te lenigen en dit met een gelijke toewijding. Doch het ware logisch de toestanden niet te verwickelen met deze beide soorten van kostbare helpsters in dezelfde groepeerings te behouden.

Alvorens deze vluchtige beschouwingen te eindigen, willen wij er op wijzen dat het gepast schijnt de vaste verplegers — opnieuw in dienst genomen soldaten — te veralgemeenen, daar dezen in denzelfden post blijven, gedurende lange jaren, gehecht aan een dienst welke menigvuldige hoedanigheden, ernstige, vakkundige, zedelijke en physische waarborgen en de noodige ervaring vereischt.

Heden ten dage, legt men aan de soldaten-verplegers al te veel corvée's op. Te veel wacht-diensten, gevolgd van de reglementaire rusten, verminderen op aanzienlijke wijze de praestaties van het personeel.

De Zondag-verloven (zeer goed te begrijpen in de regimenten en de overige legerdiensten), zijn schadelijk voor den hospitaal-dienst. De zieken lijden er onder van Zaterdag af tot Maandag en het werk van de in dienst gebleven verplegers wordt er aanmerkelijk door verzwaaard.

Het is opmerkenswaardig dat, met het gering personeel waarover het militair hospitaal van Antwerpen beschikt, de diensten zoo volmaakt zijn ingericht, de onmetelijke lokalen zoo flink onderhouden, de reinheid zoo keurig en de orde zoo gestreng.

Deze staat van zaken is te danken aan de waakzaamheid, de goedige krachtdadigheid, het waakzame en gestadige toezicht van den huidige zaakvoerenden officier, den Commandant Schmidt. Deze vervult zijn gewichtige taak met de goedmoedige krachtdadigheid van een officier die de menschen liefheeft, die eigenliefde bezit en die, veeleischend voor zich zelf, dit ook voor de anderen mag zijn.

*
* *

De tuberculeuzen zijn het voorwerp van bijzondere zorgen. Zij leven afgezonderd in bijzondere paviljoenen en ontvangen een overvloedig en keurig voedsel. Zij verklaren ten uiterste tevreden te zijn over de zorgen die zij ontvangen en weigeren, bijna allen, over te gaan naar sanatoria, vooraleer hun militaire toestand gelijkwideerd is of vóór de te hunnen bate door het Departement van Landsverdediging genomen oplossing.

Het militaire hospitaal van Antwerpen stelt hen slechts ter afkeuring voor op hun uitdrukkelijk verzoek.

De geneesheeren trachten vooral hen geheel te genezen in het gasthuis zelf.

*
* *

De geestesziekten worden eenvoudig gadegeslagen in het militaire hospitaal van Antwerpen, vroeger werden ze behandeld te Mechelen.

Deze dienst is eenig in de Belgische militaire hospitalen.

Drie dokters-specialisten zijn er aan verbonden, en houden zich enkel bezig met de *observatie* van de zieken die hun zijn toevertrouwd.

Te Antwerpen, onderzoekt men de toerekenbaarheid der zenuwzieken en beslist men over de noodzakelijkheid ze al of niet te plaatsen in een bijzonder gesticht.

*
* *

De behandeling der inwendige ziekten geschiedt in zeer goed ingerichte lokalen. De zalen voor de bezoeken zijn volmaakt.

De wervingsbureelen zouden alle dergelijken inrichtingen moeten bezitten voor het geneeskundig onderzoek der miliciens.

*
* *

De afdeling voor vrouwen is goed onderhouden. Eenige echtgenooten van officieren en van soldaten zijn daar in behandeling voor verschillende ziekten.

*
* *

De tandheelkundige dienst wordt verzekerd door toegelate burgerlijke specialisten. Hij is geheel modern ingericht en bevat al de instrumenten die voor de nieuwe tandheelkunde noodig zijn.

*
* *

De keukens zijn in onberispelijken staat.

De Commissie heeft zich kunnen rekenschap geven van de bijzondere zorg waarmede het voedsel van de zieken en van het personeel wordt klaargemaakt.

De manschappen die men in de eetzaal heeft ondervraagd hebben geene enkele klacht geuit

. . .

Het militaire gasthuis van Antwerpen wordt bestuurd door een Kolonel waarvan de Commissie den geest van organisatie en de groote welwillendheid heeft bewonderd. Hij wordt bijgestaan door dokters vol toewijding die hem getrouw helpen om onze soldaten te verzorgen en om de goede werking van die model-nrichting te verzekeren.

* * *

De Commissie voor de Landsverdediging heeft van nabij de werking van de Provinciale Commissie voor de invalidenpensioenen willen onderzoeken.

Deze Commissie zetelt drie maal per week.

Zij onderzoekt gemiddeld 15 tot 20 gevallen per zitting.

Zij zetelt van 9 tot 13 uur.

Het onderzoek der dossiers geschiedt met zorg daags vóór de zittingen, door de leden van de Commissie, die dus uitstekend op de hoogte zijn van de juiste omstandigheden onder dewelke de belanghebbenden zich voor hen zullen aanbieden.

Verscheidene geneesheeren zijn aan de Commissie verbonden.

De Voorzitter. — Generaal Reines ondervraagt de belanghebbenden met de grootste welwillendheid, in 't Vlaamsch of in 't Fransch. Hij luistert geduldig naar hun antwoord en maakt de opmerkingen die de wet hem voorschrijft.

De man mag vergezeld zijn van een advocaat die gemachtigd is zijn geval te verdedigen. Bovendien, een afgevaardigde van den Nationalen Bond der Invaliden zetelt bestendig naast de Commissie, brengt zijne opwerpingen uit, wisselt van gedachten met de leden en heeft mij verklaard, op eene vraag die ik hem stelde, dat de werkzaamheden met een volmaakte regelmatigheid geschieden, en dat al de leden van de Commissie voortdurend blijf geven van de ruimste grootmoedigheid, terwijl ze zich toch streng aan de bestaande wetsbepalingen houden.

Deze vertegenwoordiger van den N. B. I. brengt verslag uit over ieder geval. Dit verslag wordt gevoegd bij het verslag van de Provinciale Commissie en met de dossiers verzonden naar de Hoogere Commissie van Beroep.

Op 6 October, lagen er ongeveer 1,600 aanvragen te onderzoeken. Het is niet mogelijk bij benadering te zeggen hoeveel invaliditeitsaanvragen bij de provinciale Commissie van Antwerpen nog zullen binnenkomen vóór 31 December 1928, uiterste datum bepaald door de wet van 1927 voor het indienen van de aanvragen voor invaliditeit of verergering van invaliditeit.

De provinciale Commissie werd slechts opgericht in 1927. Vóór zij in werking trad, moesten de belanghebbenden zich aanbieden te Brussel voor de Commissie n^o 1. De oprichting van de provinciale Commissie van Antwerpen is eene merkelijke verbetering, het vergemakkelijkt de verplaatsing van oudstrijders, het spaart veel tijd en groote kosten, en bespoedigt de verrichtingen.

Deze zijn, eilaas! lang en moeilijk.

De dossiers van elken aanvrager worden door het departement van Landsverdediging, die ze zoo volledig mogelijk opmaakt, verzonden naar de Commissie.

Men moet echter bekennen dat deze dossiers vaak onvoldoende zijn. Werden zij in beteren staat aan de provinciale Commissie voorgelegd, dan zou het werk bespoedigd worden, en het onderzoek der betrokkenen zou geen vloed van vragen

meer eischen, waarop zij nauwkeurig moeten antwoorden. En niet zelden moeten twijfelachtige beweringen nader worden onderzocht.

De Commissie heeft tot plicht al de vereischte waarborgen te nemen.

Alleen daar moet de oorzaak worden gevonden van de vertraging waarover zoo veel oudstrijders die een pensioen hebben aangevraagd, klagen.

Inzonderheid, wijs ik op de aanvragen uitgaande van oudstrijders die als krijgsgevangen naar Duitschland werden gestuurd. Daar moet men de lazarets gaan opzoeken, de concentratie-kampen, de hospitalen waar zij werden verpleegd.

Ten slotte, komen dan toch de inlichtingen toe, door middel van den Belgischen gezant, te Berlijn; doch niet zelden zijn zij ongenoegzaam klaar en onvermijdelijk onvolledig; dan worden aanvullende inlichtingen noodzakelijk die soms veel tijd vragen, en dan beginnen de belanghebbenden te klagen.

Het is thans een bewezen feit dat, indien bij het Ministerie van Landsverdediging en bij de provinciale Commissie ingediende dossiers duidelijker en vollediger waren, het werk met veel meer spoed zou vooruitgaan.

Het eigenlijke geneeskundig onderzoek geschiedt met eene gansch bijzondere zorg. Gewetensvol, worden de manschappen onderzocht. De Commissie van Landsverdediging heeft echter kunnen bevinden op welke bezwaren en moeilijkheden de geneesheeren stuiten om te kunnen vaststellen of de ingeroepen kwaal werkelijk tijdens den oorlog werd opgedaan. Tien jaren zijn weldra verlopen sedert den wapenstilstand; en nu moet men de pensioensrechten vaststellen overeenkomstig de geldende wetsbepalingen.

Veelal zijn de door de oudstrijders thans aangevoerde kwalen: bronchites, rhumatisme en kwalen der spijsverteringsorganen. Bezwaarlijk kan men aannemen, dat iemand meer dan negen jaren heeft gewacht om over deze aandoeningen te klagen en eene aanvraag in te dienen. Nu, de wet eischt dat de betrokken persoon zelf, door middel van geneeskundige getuigschriften of van onomstootbare getuigenissen, bewijze dat bedoelde ziekten hem hebben aangetast *tijdens zijne aanwezigheid onder de wapens gedurende den oorlog 1914-1918*.

Na een grondig onderzoek der dossiers, na een ernstige geneeskundige onderzoek, wordt de beslissing van de Provinciale Commissie terstond aan den belanghebbende bekendgemaakt; hij neemt die beslissing aan of verwerpt ze.

Hij teekent het proces-verbaal der Commissie of weigert dit te doen; in dit laatste geval vraagt hij werwezen te worden naar de Hoogere Commissie van Beroep.

Van stonden aan, wordt zijn dossier dan naar het Departement van Landsverdediging teruggezonden.

Maandelijks, worden 250 tot 300 dossiers naar den Minister gezonden.

Over het algemeen, wordt er over geklaagd, dat hij, die bezwaren aanvoert tegen de beslissing van de Provinciale Commissie, slechts 12, 13 of 14 maanden daarna en soms later voor de Commissie van Beroep wordt teruggeroepen.

En hij die de beslissing van de Provinciale Commissie aanneemt, moet ook 6, 7 en zelfs 10 maanden wachten alvorens hem door het Departement van Landsverdediging de beslissing voorgoed wordt beteeekend.

Van alle zijden beweert men ons dat sommige aanvragen, in 1925 ingediend, heden ten dage nog op hunne oplossing wachten.

Het is volstrekt onbetwistbaar dat deze vertraging niet toe te schrijven is aan de Provinciale Commissiën, maar wel aan de onachtzaamheid der belanghebbenden zelf in het opmaken van hunne dossiers, en aan hunne onwetendheid in zake wetsbeschikkingen.

Niettemin, drukt de Commissie voor de Landsverdediging den wensch uit, dat de Commissie van Hooger Beroep eene nieuwe poging zal aanwenden om de oplossingen te bespoedigen.

Men zou misschien twee of drie Kamers van beroep kunnen oprichten. De zaak moet ten spoedigste worden onderzocht.

Niet ten onrechte, kan men doen opmerken, dat het feit van verschillende Kamers van beroep gevaar kan opleveren in dezen zin, dat de eene commissie strenger zou kunnen zijn dan de andere en er aldus geene gelijkheid meer zou bestaan in de uitgebrachte beslissingen. Wanneer men echter weet, hoe gewetensvol de Commissiën te werk gaan, dan mag men dit gevaar niet overdrijven.

De Verslaggever,

P. DE BURLET.

De Voorzitter,

M. PIRMEZ.
